



UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, UNIVERSITÉ D'EUROPE

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
Département de science politique



Travail de Fin d'Etudes (TFE)
Programme de Master 60 ects

**Quel est l'impact de la structure des opportunités
politiques sur la participation électorale des
Portugais de Belgique aux élections communales ?**

présenté par
CALDEIRINHA RUIPIO, Pedro (461362)

Sous la direction du Professeur Pascal DELWIT

Assesseur : Professeur Marco OGNIBENE

En vue de l'obtention du grade de
Master en sciences politiques - année unique (Horaire décalé)

Année académique 2018-2019

Table des matières

I.	Table des matières	
II.	Dédicaces	
III.	Résumé	
1.	INTRODUCTION	1
2.	CADRE THÉORIQUE DE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE DES ÉTRANGERS ..	4
2.1.	La passivité politique des Portugais	5
2.2.	La participation électorale des étrangers en Belgique: approche théorique par la structure des opportunités politiques.....	8
2.2.1.	Le droit de vote	9
2.2.2.	L'évolution du Code de la nationalité	10
2.2.3.	Octroi du droit de vote aux étrangers	11
3.	BREF PORTRAIT DES PORTUGAIS DE BELGIQUE	13
3.1.	Historique de la présence portugaise en Belgique.....	13
3.2.	Quelques données concernant la communauté portugaise de Belgique	14
4.	ANALYSE EMPIRIQUE : FACTEURS EXPLICATIFS DE LA NON-PARTICIPATION ÉLECTORALE DES PORTUGAIS DE BELGIQUE.....	15
4.1.	Confrontation avec la théorie de la passivité politique.....	16
4.2.	Passer une vie entière en Belgique... Avec la tête au Portugal : l'optique d'un retour à court terme comme frein à l'intégration.....	17
4.3.	Les modèles de l'exclusion socio-politique.....	19
4.3.1.	Une vie en vase clos communautaire	19
4.3.2.	Une connaissance sommaire des langues du pays d'accueil.....	20
4.3.3.	Le modèle de l'indifférence politique	21
4.4.	Un manque d'information	22
4.5.	Une structure des opportunités politiques peu attrayante pour les étrangers de Belgique	23
4.5.1.	L'autonomie communale, moteur de confusions	24
4.5.2.	Le vote obligatoire en Belgique	25
4.5.3.	L'inscription automatique des étrangers sur les listes électorales communales pour une plus grande participation électorale ?.....	26
5.	CONCLUSION	28
	BIBLIOGRAPHIE	31
	ANNEXES	36

Dédicaces

Aux femmes de ma vie : ma Maman, Lara, ma Marraine et mon ancienne professeure de langue Portugaise, « *stoura* » Maria José Guerra.

À António Tomé.

À toutes les personnes que j'ai côtoyé ou qui m'ont soutenu lors de mon Bachelier en sciences-politiques à l'Université Saint-Louis et lors de mon Master en sciences-politiques à l'Université Libre de Bruxelles : camarades de classe, professeurs et amis. J'ai tellement appris grâce à vous, je vous en suis éternellement reconnaissant.

Je remercie celles et ceux qui ont accepté de s'entretenir avec moi dans le cadre de ce travail de fin d'études.

Je remercie également mon directeur de mémoire, Mr. Pascal Delwit, pour ses précieux conseils et sa disponibilité.

À toutes et à tous, merci du fond du cœur. Sans vous, ce vieux rêve n'aurait pas pu être concrétisé.

Résumé

La problématique de ce Travail de Fin d'Études porte sur la participation électorale des Portugais de Belgique aux élections communales. En effet, à peine 9,59% des Portugais de Belgique étaient inscrits lors des élections communales de 2018, alors que le taux d'inscription était de 17,4% pour les européens et de 15,2% pour les non-européens.

Nous avons commencé notre travail en mobilisant la littérature existante sur la question de la participation électorale en général, puis sur la participation électorale des étrangers, en particulier. Ensuite, pour chercher à comprendre ce qui explique la disparité que nous avons évoqué, nous avons eu recours à deux grilles d'analyse.

Dans un premier temps, nous avons testé la théorie de la culture politique passive, un modèle qui défend que les travailleurs immigrés issus de pays disposant de régime autoritaire sont considérés comme une masse dépourvue de culture politique, afin de valider ou infirmer notre première hypothèse : « La non-inscription des Portugais de Belgique sur les listes électorales communales relève d'un manque d'expérience démocratique ». Dans un deuxième temps, nous nous sommes penchés sur un autre cadre théorique : celui de la structure des opportunités politiques, un modèle qui défend que la participation électorale des populations immigrées dépend largement des opportunités ouvertes par la structure institutionnelle du pays de résidence, et nous avons décidé de tester cette théorie par le biais de notre deuxième hypothèse : « Plus la structure des opportunités politiques du pays de résidence est ouverte au vote des étrangers, plus la participation électorale de ces derniers est grande ».

Pour traiter ces questions et tester nos hypothèses, nous avons décidé d'adopter une approche qualitative sur la problématique en recueillant des données par le biais d'entretiens semi-structurés. Dans cette démarche qualitative, nous avons interrogé neuf personnes de nationalité portugaise qui résident en Belgique disposant de profils très divers. Nous avons pu découvrir les points de vue qui convergeaient et différaient, ce qui nous a permis de mobiliser des modèles théoriques qui correspondaient à ce qui est ressorti de ces entretiens.

Finalement, ce travail de fin d'études s'est clos en concluant sur la pertinence des hypothèses présentées.

1. INTRODUCTION

Dans le cadre du Master en sciences politiques à horaire décalé, il nous est demandé de présenter un Travail de Fin d'Études (TFE). Le travail de recherche que nous avons élaboré porte sur une problématique choisie qui inclut un état de l'art, l'élaboration du cadre théorique, une formulation de la question centrale de recherche, la formulation des hypothèses, une approche qualitative de la problématique par le biais d'entretiens semi-structurés, ainsi qu'une conclusion qui confirmera ou infirmera les hypothèses énoncées.

La **problématique** de ce TFE porte sur la participation électorale des Portugais de Belgique aux élections communales. Dans ce travail de recherche, nous avons transposé le concept de participation électorale en un seul indicateur : celui du taux d'inscription de la communauté portugaise sur les listes électorales communales belges. C'est ainsi que nous avons mesuré que la participation électorale des Portugais de Belgique est plutôt faible, surtout si celle-ci est comparée à d'autres communautés étrangères, puisqu'à peine 9,59% des Portugais de Belgique étaient inscrits lors des élections communales de 2018¹. En effet, quand bien même le taux d'inscription est généralement peu élevé pour toutes les communautés étrangères du Royaume, nous constatons un écart considérable entre les immigrants portugais et les autres communautés étrangères. Et cela n'est pas une tendance nouvelle : déjà en 2012, le taux d'inscription aux élections communales ne s'élevait qu'à 10,35% pour les Portugais, contre 16,9% pour les Espagnols, 19,86% pour les Français et 30,38% pour les Italiens².

Qu'est-ce qui explique cette disparité ? Pour quelles raisons les Portugais de Belgique semblent-ils être si imperméables à la politique locale belge ? Au-delà de ces interrogations, nous avons également été surpris par l'absence de travaux scientifiques qui parlent de la communauté portugaise de Belgique, constatation partagée par M. Ghemmaz dans sa thèse doctorale écrite en 2008 : « En Belgique, une recherche doctorale sur l'histoire de l'immigration portugaise en Belgique a été entamée mais est restée inachevée [...] En dehors de ce début de recherche historique, aucun travail n'a été mené sur les Portugais en Belgique »³.

¹ Voters FR | IBZ Elections (2019), disponible sur <https://stat.elections.fgov.be/fr>, accédé le 2 juillet 2019.

² Direction générale Institutions et Population, Statistiques officielles des électeurs (2019), disponible sur <https://web.archive.org/web/20130726065000/http://www.contact.rn.fgov.be/fr/statelec/elec.php>, accédé le 2 juillet 2019.

³ Ghemmaz, M. (2008). *Des Portugais en Europe du Nord: une comparaison France, Belgique, Luxembourg. Contribution à une sociologie électorale de la citoyenneté de l'Union européenne* (Doctoral dissertation, Université du Droit et de la Santé-Lille II), p. 41.

Ce sont ces diverses interrogations et observations qui ont suscité notre **intérêt** et nous ont poussé à travailler sur cette problématique. D'une part, pour tenter de comprendre ce comportement politique atypique et d'autre part, afin d'effectuer une étude qui cible exclusivement les Portugais de Belgique, raison pour laquelle il nous a également semblé opportun de dresser un bref portrait de la communauté portugaise dans le chapitre 3.

Pour tenter de comprendre ce comportement de non-participation politique, nous avons eu recours à deux grilles d'analyse.

Dans un premier temps, nous avons introduit le travail avec un facteur culturel. En effet, le Portugal a subi un régime autoritaire pendant près d'un demi-siècle et nous avons voulu tester la **théorie de la culture politique passive**, dans laquelle les immigrants issus de pays disposant de régime autoritaire sont considérés comme une masse dépourvue de culture politique⁴, afin de valider ou infirmer notre première hypothèse : la non-inscription des Portugais de Belgique sur les listes électorales communales relève d'un manque d'expérience démocratique.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes penchés sur un autre cadre théorique : celui de la **structure des opportunités politiques**. Selon ce modèle, la participation électorale des populations immigrées dépendrait largement des opportunités ouvertes par la structure institutionnelle du pays de résidence⁵. Le faible taux d'inscription sur les listes électorales communales de la communauté portugaise et des autres communautés étrangères serait le résultat d'un système institutionnel peu ouvert au vote des non-nationaux. Par conséquent, nous avons décidé de tester cette théorie par le biais de notre deuxième hypothèse : plus la structure des opportunités politiques du pays de résidence est ouverte au vote des étrangers, plus la participation électorale de ces derniers est grande.

La **question de départ** de ce TFE est donc liée à la problématique de la non-participation des Portugais de Belgique aux élections communales : « Comment expliquer la faible participation politique des portugais de Belgique aux élections communales ? ».

⁴ Ghemmaz, M. (2008). *Op. cit.*, pp. 66-67.

⁵ Martiniello, M., & Hily, M. A. (1998). Les élus d'origine étrangère à Bruxelles: une nouvelle étape de la participation politique des populations d'origine immigrée. *Revue européenne des migrations internationales*, 14(2), p. 124.

Pour traiter cette question, nous avons décidé d'adopter une **approche qualitative** sur la problématique en recueillant des données par le biais d'entretiens semi-structurés. En effet, nous n'étions pas en mesure de recueillir des données quantitatives relatives à la communauté portugaise de Belgique. D'une part, celles-ci sont quasi inexistantes ou pas d'actualité, et d'autre part, il aurait été très difficile de mettre en place une enquête tout en répondant aux exigences académiques que cela requiert.

Dans cette démarche qualitative, nous avons interrogé neuf personnes de nationalité portugaise qui résident en Belgique disposant de profils très divers. Certains étaient peu politisés, d'autres très politisés ; nous avons rencontré des personnes qui sont établies en Belgique depuis plusieurs décennies, mais aussi des personnes issues de vagues d'immigration plus récentes ; nous avons également cherché à rencontrer des personnes disposant de différents statuts socio-économiques ; et finalement, nous nous sommes entretenus tant avec des personnes qui sont inscrites pour voter aux élections communales belges, notamment des candidats aux élections de 2006, 2012 et 2018 (nous avons pris le soin de nous entretenir avec des candidats issus de différents partis), mais aussi avec des personnes qui ne sont pas inscrites sur la liste des électeurs.

Nos hypothèses de travail ont donc été testées de cette manière, basées sur le cadre théorique que nous allons découvrir dans le chapitre suivant.

2. CADRE THÉORIQUE DE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE DES ÉTRANGERS

La participation politique est un concept multidimensionnel qui couvre, d'une part, la participation politique conventionnelle, comme le vote ou l'adhésion partisane, et d'autre part, la participation politique non-conventionnelle que nous pouvons retrouver dans les comportements protestataires tels que les manifestations, les boycotts ou encore les grèves⁶ mais c'est surtout sur la question de la participation électorale que nous allons nous concentrer dans ce chapitre.

Depuis les années 1950, nombreuses sont les études qui sont dédiées à la question de la participation électorale en sciences politiques, très souvent via le prisme du taux de participation des électeurs⁷. Les études sur le taux de participation sont apparues avec la publication du livre écrit par G. Powell en 1982 intitulé *Contemporary Democracies*. Dans ce livre, il est défendu que la participation électorale est un des trois principaux indicateurs permettant d'évaluer la qualité de la démocratie. Cette idée est également reprise par P. Norris dans son livre *Democratic phoenix: Reinventing political activism*. Elle y affirme que le taux de participation électorale est l'un des indicateurs les plus couramment utilisés pour évaluer la santé de la démocratie⁸.

Deux types d'approches sont régulièrement repris dans la littérature scientifique pour expliquer le taux de participation à des élections au niveau national : d'une part, des éléments socio-économiques tels que le niveau d'urbanisation⁹ et le développement économique, et d'autre part, des spécificités institutionnelles comme le vote obligatoire, le système électoral¹⁰ ou encore les procédures à suivre pour pouvoir s'inscrire sur des listes électorales¹¹.

⁶ Ghemmaz, M. (2008). *Op. cit.*, p. 65.

⁷ Franklin, M. N. (2004). *Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*. Cambridge University Press.

⁸ Norris, P. (2002). *Democratic phoenix: Reinventing political activism*. Cambridge University Press, p. 35.

⁹ Siaroff, A., & Merer, J. W. (2002). Parliamentary election turnout in Europe since 1990. *Political Studies*, 50(5), pp. 916-927.

¹⁰ Blais, A., & Dobrzynska, A. (1998). Turnout in electoral democracies. *European journal of political research*, 33(2), p. 251.

¹¹ Norris, P. (2004). *Electoral engineering: Voting rules and political behavior*. Cambridge university press, p. 172.

La participation électorale peut aussi répondre à des considérations personnelles. En effet, sur le plan individuel, « il y aurait une corrélation entre les variables lourdes du vote (niveau éducatif, catégorie socio-économique) et le niveau de participation politique »¹².

Au niveau macro, de nombreuses études soulignent l'importance des déterminants institutionnels et juridiques pour expliquer la participation électorale¹³. Dans l'approche néo-institutionnelle, les chercheurs tendent à distinguer, d'une part, les déterminants institutionnels comme le système électoral ou le système des partis, et d'autre part, des déterminants juridiques tels que les lois électorales et autres mesures administratives. Une étude au Canada relève, par exemple, que « le taux de participation est nettement plus élevé dans les pays qui facilitent la tâche de voter en permettant le vote par la poste, par anticipation ou par procuration »¹⁴.

Dans les sections suivantes, nous présenterons des approches théoriques qui sont souvent utilisées pour expliquer la participation électorale des étrangers, notamment la théorie institutionnelle de la structure des opportunités politiques. Dans la section qui lui est dédiée, nous verrons de manière plus détaillée que le concept de cette théorie parvient à démontrer que les procédures d'inscription sur les listes électorales peuvent avoir un impact négatif sur la participation des étrangers aux élections communales belges¹⁵.

Avant d'aborder le concept de structure des opportunités politiques, nous débuterons notre approche théorique en introduisant un modèle qui reprend un facteur culturel : la thèse de la passivité politique.

2.1. La passivité politique des Portugais

Insérés économiquement et socialement, les Portugais de Belgique sont plutôt discrets sur le plan politique. Nous l'avons dit, le taux d'inscription sur les listes électorales pour les élections communales est peu élevé pour toutes les communautés étrangères du pays, soient-elles issues de l'Union Européenne ou non. Néanmoins, nous constatons que les immigrés portugais disposent d'un taux d'inscription nettement moins élevé que la moyenne.

¹² Ghemmaz, M. (2008). *Op. cit.*, p. 77.

¹³ Lijphart, A. (1977). *Democracy in plural societies: A comparative exploration*. Yale University Press.

¹⁴ Blais, A., Massicotte, L., & Dobrzynska, A. (2003). *Pourquoi le taux de participation est-il plus élevé dans certains pays que d'autres?*. Elections Canada, p. 16.

¹⁵ Zibouh, F., & Martiniello, M. (2007). *L'inscription des étrangers aux élections communales de 2006. Analyse de la campagne de sensibilisation et d'information au droit de vote des étrangers en Wallonie*. Namur.

Selon la typologie de G. Almond et S. Verba, ces comportements politiques de non-participation relèveraient d'une « **culture politique passive** » propre à un système autoritaire¹⁶. Dans ce modèle, les travailleurs immigrés sont considérés comme une masse dépourvue de culture politique vu que ceux-ci sont originaires de pays où règnent des régimes dictatoriaux hostiles à la libre expression¹⁷.

Au Portugal, ce régime autoritaire a été exercé pendant près de 50 ans¹⁸. En effet, l'*Estado Novo*, ne prendra fin que le 25 avril 1974 lorsqu'un groupe de militaires décide de mener un coup d'Etat inédit et original : la Révolution des Œillets¹⁹. Pendant près d'un demi-siècle, les Portugais ont dès lors subi les conséquences des politiques menées par ce régime et ont accumulé un « manque d'expérience démocratique dans la phase de leur vie où ils ont vécu au Portugal »²⁰.

Néanmoins, 45 ans après l'avènement de la démocratie au Portugal, nous constatons encore aujourd'hui une faible participation électorale des Portugais de l'étranger, tant pour les élections portugaises que pour les élections des pays d'accueil. Des auteurs d'une étude en France ont d'ailleurs résumé cette situation en qualifiant les Portugais de « résidents non-citoyens » à l'égard de la France et de « citoyens absents » vis-à-vis de leur pays d'origine, le Portugal²¹.

Si nous observons les résultats des dernières élections législatives du Portugal qui ont eu lieu en 2015, nous constatons que l'abstention a été le grand vainqueur dans les deux circonscriptions où votent les Portugais de l'étranger : en Europe, le taux de participation a été de 17,43% alors que dans la circonscription hors-Europe, le taux de participation n'a été que

¹⁶ Voir Almond G., Verba S. (1963), *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press.

¹⁷ Ghemmaz, M. (2008). *Op. cit.*, pp. 66-67.

¹⁸ Marques, A. (1980). La politique économique portugaise dans la période de la dictature (1926-1974). Analyse de trois stratégies de l'État.

¹⁹ Pereira, V. (2003). Pèlerinage au Portugal révolutionnaire: les intellectuels français et la révolution des Œillets. *De la dictature à la démocratie: révolution portugaise, transition espagnole, regards croisés*, pp. 241-255.

²⁰ Cordeiro A. (2000), *Les Portugais résidents à l'étranger. Pourquoi ne votent-ils pas ?*, Latitudes, n°10, décembre, p.14.

²¹ Carreira T., Tome M-A. (1994), *Portugais et Luso-Français. Tome I : Double culture et identité*, Paris, CIEMI/Collection Migrations et Changements, p.13.

de 8,93%²². Ces comportements politiques de non-participation sont donc un phénomène transversal à tous les pays où s'expatrient les émigrés portugais.

Une étude qui cible les Portugais du Luxembourg relève d'autres facteurs liés au modèle de culture politique passive : il y est relaté que beaucoup de travailleurs immigrés portugais pensent s'installer que provisoirement dans leur pays d'accueil. Ils n'ont donc pas d'aspiration à devenir citoyens à part entière. En effet, « ils n'aspirent qu'à mener une vie tranquille, sans devenir trop exigeants, au risque de devenir déplaisants aux yeux de leurs hôtes. Ils n'aiment pas se faire trop remarquer »²³.

Les Portugais ne voudraient pas se faire remarquer et cela pourrait être le résultat d'une **stratégie de discrétion**, comme le défend A. Cordeiro :

*« l'invisibilité » est une stratégie partagée en général par toutes les populations qui émigrent, et elle est liée à la contrainte de réussir le projet d'ascension sociale [...] La population immigrée [...] cherche à maîtriser son image en tant que groupe auprès de la population anciennement stabilisée dans le territoire, par une autodiscipline [...] Cette recherche d'invisibilité dérive de la menace ressentie comme présente et toujours possible d'une hostilité de la part de la population qui se revendique du territoire où l'on est allé faire sa vie, hostilité qui peut faire échouer le projet d'ascension sociale. Cette stratégie devient collective à partir de la conscience d'une fragilisation qui est commune aux membres de la communauté d'appartenance*²⁴.

C'est donc dans le modèle de la culture politique passive que nous trouvons le fondement de **notre première hypothèse** : la non-inscription des Portugais de Belgique sur les listes électorales communales relève d'un manque d'expérience démocratique.

Lorsque nous nous sommes entretenus avec les enquêtés, nous avons cherché à les confronter directement à cette hypothèse, en sollicitant leur avis sur la théorie de la passivité politique et le modèle de la stratégie de discrétion, mais aussi de manière indirecte étant donné que nous avons cherché à découvrir les représentations²⁵ qu'ils ont vis-à-vis de la politique afin d'observer s'il existe des liens avec cette première hypothèse. Pour ce qui est de la deuxième

²² Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur <https://www.eleicoes.mai.gov.pt/legislativas2015/estrangeiro.html>, accédé le 6 juillet 2019.

²³ Beirão, D. (1999). Les portugais du Luxembourg. *Des familles racontent leur vie*, 192, p. 110.

²⁴ Cordeiro, A. (2004). Comment interpréter la faible participation civique des Portugais de France? Exception ou conformisme ambiant?. *Cahiers de l'Urmis*, (9), p. 3.

²⁵ « la représentation sociale est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » dans Jodelet, D. (1984). Représentations sociales: Phénomènes, concepts et théorie, in «Psychologie sociale», a cura di S. MOSCOVICI, Paris, PUF. cit. in POLMONARI A., CAVAZZA N. e RUBINI M. [2002], p. 80.

hypothèse de notre TFE, nous avons utilisé une autre grille d'analyse, celle de la structure des opportunités politiques, que nous allons vous présenter dans la section suivante.

2.2. La participation électorale des étrangers en Belgique: approche théorique par la structure des opportunités politiques

En ce qui concerne la participation politique des étrangers, plusieurs variables sont mises en avant pour expliquer le comportement politique de cette population, comme nous l'avons énoncé dans l'introduction du chapitre 2.

L'une d'entre elle est la situation socio-économique des immigrés, souvent défavorisée, qui engendrerait une moindre participation politique dans le pays d'accueil²⁶. Le niveau d'instruction ou le statut socio-professionnel peuvent aussi constituer des facteurs explicatifs de la non-participation des étrangers²⁷. *A contrario*, certains milieux comme le tissu associatif ou la pratique religieuse peuvent favoriser une plus grande participation politique des immigrés. Ces facteurs sociaux démontrent bien que « moins un individu est inséré socialement, moins il a de chances de participer »²⁸.

Jusqu'au début des années 70, le monde scientifique défendait la thèse de la passivité politique. Ce modèle, que nous avons expliqué dans la section précédente, est critiquable à bien des égards. Prenons l'exemple de ce qui se passe en Algérie en cette année 2019. Quand bien même il s'agit d'un Etat classé, pour l'année 2018, en 126^{ème} position sur 167 Etats²⁹ sous l'indice de démocratie, et repris dans la catégorie « régime autoritaire » de ce même indice, nous avons toutefois pu accompagner de nombreux mouvements protestataires dans ce pays en février 2019. Ces manifestations avaient pour but d'exprimer, d'une part, un mécontentement vis-à-vis du système en cours et, d'autre part, une incompréhension générale à l'égard d'une éventuelle réinvestiture du Président Abdelaziz Bouteflika. « Système dégage ». « Non au cinquième mandat ». Ces slogans et ces protestations ont pris une telle ampleur qu'elles ont conduit à la démission de Bouteflika le 2 avril 2019³⁰. Il semble donc

²⁶ Voir Jaffre J., Muxel A., « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? » dans Brechon P., Laurent A., Perrineau P. (2000), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 19-52.

²⁷ Percheron A. (1986), « Les absents de la cène électorale » dans Dupoirier E., Grunberg G. (dir.), Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche, PUF, pp. 139-147.

²⁸ Lazarsfeld P. et al. (1944); *The People's Choice*, New York, Columbia University Press.

²⁹ The Economist - Intelligence unit (2019), disponible sur http://pages.eiu.com/rs/753-RIQ-438/images/Democracy_Index_2018.pdf, accédé le 6 juillet 2019.

³⁰ Peyroulou, J. P. (2019). L'Algérie passée des manifestations. *Esprit*, (6), pp. 61-70.

inapproprié de supposer qu'un régime non-démocratique entraîne forcément une apolitisation³¹ de la population.

Une approche institutionnelle défendue par M. Martiniello est la thèse de la structure des opportunités politiques. Ce modèle explique le comportement politique des étrangers au détriment de la thèse de la passivité politique³². Selon ce courant, **la participation politique des populations immigrées dépend largement des opportunités ouvertes par la structure institutionnelle du pays d'accueil.**

*En octroyant le droit de vote aux étrangers ou pas, en facilitant l'accès à la nationalité ou pas, en libéralisant le droit à la vie associative ou pas, [...] les institutions étatiques procurent ou ne procurent pas aux immigrées et à leurs descendants des opportunités de participation politique.*³³

En Belgique, dès les années 80, l'Etat et le système politique ont mis en place divers mécanismes d'inclusion qui ont favorisé la participation politique des étrangers. Cette population est progressivement passée d'une « participation politique exclusivement non-étatique à une participation de plus en plus étatique »³⁴.

Pour ce qui est de la participation électorale des étrangers au niveau communal, il s'agira de voir si la structure des opportunités politiques inclut ou pas le droit de vote aux ressortissants étrangers.

2.2.1. Le droit de vote

Dans la plupart des États d'aujourd'hui, l'exercice des droits politiques est réservé aux individus qui possèdent la nationalité de l'État en question³⁵. La notion de nationalité est ainsi confondue à celle de citoyenneté.

³¹ « Une indifférence des gouvernés, c'est-à-dire un degré zéro d'attention et d'intérêt à la scène politique, ses acteurs, ses débats, ses règles de fonctionnement » dans Hermet G., Badie B., Birnbaum P., Braud P. (2000), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Coursus, p. 28.

³² Martiniello, M. (1997). Quelle participation politique? *La Belgique et ses immigrés: Les politiques manquées*, pp. 101-120.

³³ Martiniello, M., & Hily, M. A. (1998). *Op. cit.*, p. 124.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Celik, D. (2010). Participation électorale des étrangers aux communales de 2006. Le cas des Turcs d'Herstal et de Saint-Nicolas. *Cahiers de Science politique*.

Il en va de même pour la Belgique où le droit de vote a été refusé aux étrangers pendant de longues années. Toutefois, deux politiques ont provoqué un changement de paradigme sur la question : d'une part, la mise en place de réformes qui ont facilité l'acquisition de la nationalité belge, et d'autre part, l'octroi du droit de vote aux étrangers pour les élections communales et européennes. Les immigrés de Belgique et leurs descendants ont ainsi pu acquérir la qualité d'électeurs³⁶.

2.2.2. L'évolution du Code de la nationalité

Le *jus sanguinis*, le « droit du sang » qui attribue aux enfants la nationalité de leurs parents, a pendant longtemps été le principe qui déterminait l'accès à la nationalité belge. Le principe de nationalité selon le lieu de naissance, le *jus soli*, n'a été introduit dans la législation belge qu'à partir de 1984³⁷. Modifié à plusieurs reprises après cette date, le Code de la nationalité a évolué dans le sens d'une plus grande libéralisation de l'accès à la nationalité belge. Inscrites dans une politique d'intégration des populations immigrées, ces réformes ont eu un impact sur le corps électoral du pays. En effet, en acquérant la nationalité belge, ces populations immigrées accédaient également aux droits politiques belges³⁸.

Plus d'un million d'étrangers ont ainsi obtenu la nationalité belge entre 1984 et 2018³⁹, ce qui a porté des changements considérables sur le corps électoral belge mais aussi sur le discours politique, notamment dans les communes où sont concentrées les populations étrangères ou d'origine étrangère. L'évolution du Code de la nationalité, notamment avec la réforme de 2000, a fait que les partis politiques ont de plus en plus renforcé leur campagne auprès des populations immigrées (en visitant des mosquées, des associations, des cafés, etc.). « Ils ont aussi présenté de nombreux candidats d'origine étrangère sur leurs listes électorales. Ces candidats ont souvent récolté un nombre considérable de votes de préférence dans les communes à forte population immigrée »⁴⁰.

³⁶ Celik, D. (2010). *Op. cit.*

³⁷ Jacobs D., Martiniello M. et Rea A. (2002), « Changing patterns of political participation of immigrant origin citizens in the Brussels Capital Region. The October 2000 elections », *Journal of International Migration and Integration*, vol. 3, n° 2, 2002, p. 202.

³⁸ Celik, D. (2010). *Op. cit.*

³⁹ MYRIA - Centre fédéral Migration (2019), disponible sur https://www.myria.be/files/Migration2016-Eggerickx_changements_nationalite.pdf, accédé le 6 juillet 2019.

Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019), disponible sur <https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/changements-de-nationalite#figures>, accédé le 6 juillet 2019.

⁴⁰ Celik, D. (2010). *Op. cit.*

2.2.3. Octroi du droit de vote aux étrangers

Quand bien même la question était débattue depuis les années 70, l'idée d'octroyer le droit de vote aux étrangers en Belgique a été écartée pendant de longues années. À la place, « on préfère réformer le Code de la nationalité »⁴¹.

Tout cela changera avec une loi qui sera adoptée le 27 janvier 1999. À partir de là, le droit de vote aux élections communales et/ou européennes sera octroyé aux ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne⁴². Les ressortissants n'appartenant pas à un Etat membre de l'Union Européenne (UE) devront attendre la publication de la loi du 19 mars 2004 pour disposer des mêmes prérogatives que leurs homologues européens, bien que certaines conditions leur soient imposées de surcroît, notamment celle de résider en Belgique de façon régulière et ininterrompue « pendant les cinq ans précédant l'introduction de la demande » d'inscription sur les listes électorales⁴³.

En Belgique, nous avons donc trois niveaux de citoyens⁴⁴ : les Belges, les ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne et les ressortissants n'appartenant pas à un Etat membre de l'Union Européenne. Les Belges (de souche ou d'origine étrangère) jouissent de l'ensemble des droits politiques à tous les niveaux de pouvoir : communal, provincial, régional, communautaire, fédéral et européen. Les ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne ont le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes et aux élections communales (sauf pour la fonction de Bourgmestre). Il existe néanmoins une condition *sine qua non* à cela : s'inscrire sur les listes électorales de manière volontaire au préalable alors que l'inscription est automatique pour les Belges. Finalement, les ressortissants n'appartenant pas à un Etat membre de l'Union Européenne jouissent uniquement du droit de vote aux élections communales. Eux aussi doivent s'inscrire sur les listes électorales au préalable.

Il est à noter qu'une fois inscrits sur les listes électorales, les étrangers (de l'UE ou hors UE) sont soumis à l'obligation de vote au même titre que leurs homologues belges. Toutefois, contrairement aux citoyens de nationalité belge, les étrangers disposent de la possibilité de se désinscrire des listes électorales après les élections.

⁴¹ Celik, D. (2010). *Op. cit.*

⁴² Publication au Moniteur belge le 30 janvier 1999.

⁴³ Publication au Moniteur belge le 23 avril 2004.

⁴⁴ Celik, D. (2010). *Op. cit.*

C'est donc dans ce cadre théorique, tout en tenant compte du système institutionnel belge en rapport avec le droit de vote des étrangers, que s'est inscrite notre démarche tout au long des entretiens semi-structurés que nous avons mené auprès de 9 ressortissants portugais résidant en Belgique.

Tout d'abord, nous avons voulu savoir ce que les enquêtés pensent de la procédure d'inscription sur les listes électorales communales belges. Ensuite, nous avons voulu connaître leur position vis-à-vis du vote obligatoire en Belgique. Et finalement, nous les avons confrontés à un modèle qui existe chez nos voisins néerlandais : pour les élections locales néerlandaises, l'inscription sur la listes des électeurs est automatique pour tous les étrangers, soient-ils issus de l'UE ou non (cependant, les non-européens doivent avoir leur résidence aux Pays-Bas depuis au moins 5 ans⁴⁵).

Ces diverses interrogations ont été formulées sur base du cadre théorique relatif à la structure des opportunités politiques mais aussi sur base de **notre deuxième hypothèse** : plus la structure des opportunités politiques du pays de résidence est ouverte au vote des étrangers, plus la participation électorale de ces derniers est grande.

Après avoir travaillé sur les diverses possibilités de grilles d'analyse, tout en tenant compte des deux hypothèses que nous avons suggéré, nous avons décidé que la **question centrale de recherche** de ce TFE serait la suivante : « Quel est l'impact de la structure des opportunités politiques sur la participation électorale des Portugais de Belgique aux élections communales ? ».

Toutefois, avant d'entamer notre analyse empirique, nous proposons maintenant de faire brièvement connaissance avec la communauté portugaise de Belgique, via, d'une part, quelques faits historiques et d'autre part, des données quantitatives que nous avons pu mobiliser.

⁴⁵ Jacobs, D. (2000). Le droit de vote des étrangers aux Pays Bas. *Agenda Interculturelle*, (186), p. 16.

3. BREF PORTRAIT DES PORTUGAIS DE BELGIQUE

3.1. Historique de la présence portugaise en Belgique

Il faut remonter à la fin du XIIe siècle pour trouver trace de la venue des premiers Portugais dans la Belgique d'aujourd'hui. Teresa de Portugal, fille du premier Roi du Portugal, épouse en août 1183 Philippe d'Alsace, Comte de Flandres⁴⁶. Quelques années plus tard, la Comtesse Jeanne de Flandre et de Hainaut épouse en 1212 Ferrand de Portugal. Avec ces deux unions, de nombreux Portugais s'établissent en Flandres⁴⁷.

Plus tard, Isabelle de Portugal, fille du Roi João Ier de Portugal, épouse en 1430 Philippe le Bon, duc de Bourgogne. Elle sera accompagnée d'une escorte de près 2.000 personnes⁴⁸ : des nobles et des chevaliers, des dames de compagnie, des religieux, des lettrés ainsi que des artistes.

Après cette émigration « royale », d'autres portugais de renom se sont établis en Belgique tels que Damião de Goes, enseignant à l'Université de Louvain, l'écrivain Almeida Garrett⁴⁹, premier ambassadeur du Portugal auprès du Royaume de Belgique⁵⁰, ou encore Vitorino Nemésio, premier enseignant de langue et culture portugaises à l'Université Libre de Bruxelles entre 1937 et 1939⁵¹.

Il est à noter que 400 soldats portugais sont morts dans la bataille de la Lys, en avril 1918, lors de la Première Guerre mondiale. Mais en tout, l'armée portugaise a eu des pertes supérieures à 7.000 hommes entre prisonniers, blessés ou tués⁵², ce qui a été considéré comme la plus lourde défaite de l'armée portugaise depuis la bataille d'Alcácer-Quibir, qui date de 1578⁵³.

⁴⁶ Miranda, F. (2010). Commerce, conflits et justice: les marchands portugais en Flandre à la fin du Moyen Âge. *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest. Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine*, (117-1), pp. 193-208.

⁴⁷ Belga vida (2001), *Guia da Comunidade Portuguesa da Bélgica*. Edição MAR, p. 22.

⁴⁸ Serrão, J. V. (1995). Le Portugal et la Flandre dans le cadre de l'expansion maritime du Portugal. *Handelingen van het Genootschap voor Geschiedenis*, 132(3), p. 233.

⁴⁹ Il a son buste à la commune de Saint-Gilles, Bruxelles.

⁵⁰ Alves, D. B. (2010). *Viagens noutras terras : Almeida Garrett, diplomata em Bruxelas (1834-1836)*. 1^a ed. Bruxelas : Orfeu (Portugal-Bélgica).

⁵¹ Huylebrouck, R. (1990). O português no ensino universitário e para-universitário em terras de expressão neerlandesa: Bélgica/Flandres e Países Baixos, p. 254.

⁵² Pires, N. L. (2011). Portugal em Guerra na Grande Guerra (1914-1918). *Atas do III Ciclo de Conferências" O Algarve e a 1ª República*, p. 16.

⁵³ Wikipedia (2019), disponible sur https://pt.wikipedia.org/wiki/Batalha_de_La_Lys, accédé le 17 juillet 2019.

Plus récemment, il y a toutes celles et ceux sont venus en Belgique à partir des années 1960 pour des questions politiques et/ou économiques. En 1961, 933 Portugais étaient établis en Belgique. Mais en 1970, ils étaient déjà 7.177. Quand bien même un grand nombre de Portugais décida de retourner au Portugal après la Révolution des Œillets, qui a eu lieu en 1974, de nombreux travailleurs portugais ont continué à s'établir en Belgique, de telle sorte qu'un accord bilatéral⁵⁴ fut signé en 1978 visant à éliminer la différence de traitements entre travailleurs belges et portugais⁵⁵.

3.2. Quelques données concernant la communauté portugaise de Belgique

Au 1er janvier 2019, la Belgique comptait 11.431.406 habitants, parmi lesquels nous pouvions dénombrer 47.677 Portugais⁵⁶, la 8ème communauté étrangère du pays. Les Portugais de Belgique ont privilégié la capitale comme lieu de résidence puisque 40,77% d'entre eux habitaient en région bruxelloise, tandis que 34,65% résidaient en région flamande et 24,56% en région wallonne.

Entre 2000 et 2018, 4.066 Portugais ont obtenu la nationalité belge⁵⁷, ce qui représente 8,5% du volume de la communauté portugaise résidant aujourd'hui en Belgique, une tendance semblable à d'autres communautés étrangères comme l'allemande ou l'espagnole⁵⁸.

En ce qui concerne le niveau d'instruction des Portugais de Belgique, les seules données que nous avons recueillies se basent sur un rapport publié par l'OCDE en 2011 concernant les citoyens de nationalité portugaise, âgés de 15 ou plus, nés au Portugal et résidant en Belgique. Selon ce rapport, 71,1% de ces derniers étaient en possession d'un diplôme primaire et/ou du premier cycle de l'enseignement secondaire, 18,3% avaient terminé l'enseignement secondaire et 10,5% étaient en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur⁵⁹.

⁵⁴ Diário da República (1979), 1979-03-07, n°55, pp. 364-367, disponible sur <https://dre.pt/application/conteudo/383786>, accédé le 17 juillet 2019.

⁵⁵ Vandecandelaere, H. (2013). *Bruxelles: un voyage à travers le monde*. ASP, p.119.

⁵⁶ Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Population par commune selon la nationalité et le sexe depuis 1992, disponible sur <https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.1%20Structuur%20van%20de%20bevolking/popstranger-1992-fr.xlsx>, accédé le 17 juillet 2019.

⁵⁷ Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Etrangers ayant obtenu la nationalité belge selon la région de résidence et la nationalité précédente, 2000-2018, disponible sur https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.7%20Nationaliteitswijzigingen/pop-naturalisation_pays_FR.xlsx, accédé le 17 juillet 2019.

⁵⁸ Environ 10% pour ce qui les concerne.

⁵⁹ Observatório da Emigração, Relatório Estatístico 2015. Database on Immigrants in OECD Countries, DIOC-2000/01 e DIOC-2010/11. (2019), disponible sur

4. ANALYSE EMPIRIQUE : FACTEURS EXPLICATIFS DE LA NON-PARTICIPATION ÉLECTORALE DES PORTUGAIS DE BELGIQUE

Pour aborder l'analyse de la problématique du travail, nous avons emprunté la voie des entretiens semi-structurés. La démarche qualitative de l'entretien est une « technique de collecte d'informations orales, un évènement de parole qui se produit dans une situation d'interaction sociale entre un enquêteur et un enquêté »⁶⁰. Cette technique de recueil de données nous donne la possibilité de mieux comprendre des phénomènes politiques comme les logiques d'engagement et de participation ou encore les représentations politiques⁶¹ des personnes interrogées. Les entretiens semi-directifs reposent sur une grille d'entretien que nous avons élaboré sur base du cadre théorique dans lequel nous nous penchons sur ce travail et des hypothèses que nous avons formulé. Toutefois, cette grille d'entretien reste relativement souple et peut être adaptée en cours d'entretien et l'enquêté dispose d'une certaine marge de manœuvre pour développer ses idées. Cette méthode permet au chercheur d'affiner son cadre de recherche et de tester ses hypothèses de travail⁶².

Le guide d'entretien débute par des questions ouvertes qui concernent le parcours de l'enquêté : « Pourriez-vous me raconter votre parcours jusqu'en Belgique ? ». Ce type d'introduction permet, d'une part, à l'enquêté de relâcher ses défenses et mieux appréhender la suite de l'entretien⁶³ et d'autre part, de connaître le processus par lequel sont passées les personnes interrogées lorsqu'elles se sont établies en Belgique. Deux grands axes sont ensuite abordés. Ceux-ci sont basés sur les approches théoriques qui ont été abordées dans la première partie du travail, à savoir : la théorie de la passivité politique et la structure des opportunités politiques, mais surtout sur les 2 hypothèses que nous avons formulé : « La non-inscription des Portugais de Belgique sur les listes électorales communales relève d'un manque d'expérience démocratique » et « Plus la structure des opportunités politiques du pays de résidence est ouverte au vote des étrangers, plus la participation électorale de ces derniers est grande ».

[http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B\\$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatist.pdf](http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatist.pdf), accédé le 17 juillet 2019.

⁶⁰ Savarese, É. (2006). *Méthodes des sciences sociales*. Ellipses, p.10.

⁶¹ Coman, R., Crespy, A., Louault, F., Pilet, J. B., Van Haute, E., & Morin, J. F. (2016). *Méthodes de la science politique: de la question de départ à l'analyse des données*. De Boeck Supérieur, p. 108.

⁶² *Ibid.*, p. 114.

⁶³ Legavre, J. B. (1996). La «neutralité» dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9(35), p. 218.

Dans le cadre de cette démarche qualitative, neuf personnes ont été interrogées. Certains critères de sélection ont été mis en avant afin de diversifier le profil des enquêtés. Nous avons interrogé des Portugais de Belgique tantôt peu politisés, tantôt très politisés ; des personnes qui sont établies en Belgique depuis plusieurs décennies, mais aussi des personnes issues de vagues d'immigration plus récentes ; nous avons également cherché à rencontrer des personnes disposant de différents statuts socio-économiques ; et finalement, nous nous sommes entretenus tant avec des personnes inscrites pour voter aux élections communales belges, notamment des candidats aux élections de 2006, 2012 et 2018 (pour le Parti socialiste et le Centre démocrate humaniste), mais aussi avec des personnes qui ne sont pas inscrites.

4.1. Confrontation avec la théorie de la passivité politique

Pour rappel, dans le modèle de la culture politique passive, les travailleurs immigrés sont considérés comme une masse dépourvue de culture politique étant donné qu'ils sont originaires de pays où règnent des régimes dictatoriaux hostiles à la libre expression. Confronté aux questions relatives à notre hypothèse sur la thèse de la passivité politique, certains enquêtés émettent la possibilité que la dictature a pu avoir une certaine influence sur le comportement des Portugais vis-à-vis de la politique. Les générations qui ont connu la dictature ont été habituées et conditionnées à ne pas se mêler de la politique et cela aurait eu une incidence sur les générations suivantes, du moins inconsciemment :

« Au Portugal, dans le régime de Salazar, si on ne faisait pas de la politique, [...] on pouvait tout se permettre. Une chose qu'on pouvait pas se permettre, c'était de se mêler de la politique. Si on faisait pas de la politique, on pouvait tout faire au Portugal. » [Entretien PB 3]⁶⁴

« Cela compte, évidemment. Ces années de bouche cousue. On ne pouvait rien dire. On disait à cette époque-là, que chaque Portugais a un membre de la PIDE [la police politique] dans son cœur. Parce qu'on ne pouvait rien faire. Mais, quand on est dans la campagne, dans l'intérieur du pays, sauf certaines régions, on ne connaissait pas beaucoup, on ne se mettait pas, on se mêlait pas de la politique » [Entretien PB 9]

Toutefois, la plupart des enquêtés tendent à partager le même avis : cette théorie ne tient plus la route. Tout d'abord, cela fait maintenant 45 ans que la démocratie a été instaurée au Portugal, presque un demi-siècle. Le temps des censures semble être loin derrière la plupart des enquêtés. De plus, beaucoup de Portugais ont quitté le pays dans les années 60 pour des

⁶⁴ PB : sigle pour « Portugais de Belgique ».

raisons politiques. Ils auraient donc un profil très politisé, bien plus que les générations qui ont suivi :

« Je crois que justement, du fait qu'on a vécu sous une dictature, les gens qui sont venus ici, qui ont quitté cette dictature, les uns pour travailler, mais surtout il y avait beaucoup de réfugiés politiques. Ces gens-là, ils ont voulu s'intégrer. Ils ont travaillé. [...] ceux qui ont subi le régime, ils ont participé après. C'est les autres qui ne suivent pas. [Entretien PB 3]

Le modèle de la stratégie de discrétion, présenté par A. Cordeiro, selon lequel les Portugais adopteraient une posture de discrétion pour faciliter leur intégration, ne convainc pas non plus les enquêtés quand bien même il semble vrai que l'émigré portugais a tendance à éviter les conflits, à ne pas se faire remarquer et à soigner son image auprès des nationaux du pays d'accueil :

« L'apathie portugaise, on voulait en venir, je peux l'accepter dans les détails, en fait. Ça veut dire que peut-être un Espagnol, ou un Italien va oser demander qu'on puisse avoir les documents en italien ou en espagnol. Il va oser demander plus. Et nous, non. Ça fait partie de notre ADN, de notre caractère. Mais après, dans la vue d'ensemble de la situation, on est pas différent des autres. » [Entretien PB 7]

Néanmoins, ce modèle est généralement rejeté car il présente une vision exagérée aux yeux des enquêtés : les Portugais n'ont pas peur de participer. S'ils ne participent pas, c'est plus par indifférence que par peur de déranger.

La thèse de la passivité politique comporte des éléments qui pourraient sommairement expliquer des comportements de non-participation des Portugais de Belgique mais ce modèle, sur lequel repose notre première hypothèse, est rejeté par la plupart de nos enquêtés. En plus, d'être dépassé, ce modèle ne tient pas compte du grand nombre de personnes qui ont fait face à la dictature de Salazar parce qu'ils disposaient d'un profil hautement politisé. Ils étaient donc susceptibles de vouloir participer politiquement et électoralement.

4.2. Passer une vie entière en Belgique... Avec la tête au Portugal : l'optique d'un retour à court terme comme frein à l'intégration

Pour la plupart des personnes interrogées, beaucoup de Portugais se sont installés en Belgique avec l'espoir de retourner assez rapidement dans leur pays d'origine. L'intention initiale était de trouver du travail, faire des économies et retourner au pays, un modèle qui est défendu par D. Beirão dans un travail de recherche réalisé auprès de la communauté portugaise du

Luxembourg⁶⁵. C'est d'ailleurs pour cela que dans un premier temps, bon nombre de Portugais de Belgique ont donné priorité à d'importants investissements immobiliers au Portugal plutôt qu'en Belgique.

« La principale raison, c'est que tous les Portugais qui sont ici, ils se disent moi dans un an ou deux, je vais partir. Je vais rentrer chez moi. D'abord, ils viennent. Après, la chose qu'ils font, ils commencent à construire une maison au Portugal [...] Et puis, il y a toujours quelque chose qui fait qu'on ne rentre pas. Il y a les enfants qui viennent, et puis les enfants vont à l'école, puis qui trouvent une fiancé et qui se marient... »
[Entretien PB 3]

Bien souvent, la naissance d'enfants a conditionné le projet d'un retour à court terme au pays d'origine. Mais d'autres facteurs ont également favorisé un emménagement durable dans le pays d'accueil : des liens d'amitié qui se sont créés sur place, l'arrivée de plusieurs membres de la famille qui ont renforcé l'attachement au pays d'accueil, la formation de couples mixtes, une stabilité acquise au niveau professionnel, ou encore des investissements immobiliers qui se sont faits en Belgique. Même à l'âge de la pension, ceux qui ont décidé de retourner au Portugal se voient retourner régulièrement en Belgique afin de garder contact avec les enfants et les petits-enfants...

Des années et des décennies se sont écoulées, et c'est ainsi qu'un grand nombre de Portugais ont vécu le restant de leur vie en Belgique quand bien même il ne s'agissait pas du but premier. Et **cette idée de retourner au pays d'origine n'est jamais vraiment sortie de leurs pensées et selon les enquêtés, cela a pu constituer un frein à une pleine intégration en Belgique.**

« La plupart des Portugais basés à Ixelles ou à Bruxelles ont le rêve de rentrer à un moment donné chez eux. Ils sont complètement déconnectés de la réalité. C'est un vrai souci parce que la plupart des gens ne comprennent pas qu'ils font partie d'une nouvelle société. [...] Je pense que c'est ça qui coince, le raisonnement des gens de se dire : « Je vais pas participer activement dans une ville où je me dis que je n'ai pas de liens ». Mais en même temps, les enfants sont nés ici, ils sont à l'école... Probablement, ils vont pas rentrer au Portugal... Et c'est là que j'essaie d'expliquer aux gens : vous faites partie intégrale de la société » [Entretien PB 7]

Pour les ménages qui s'installent en Belgique avec la perspective d'y vivre durablement, il existe un autre type d'approche vis-à-vis de l'apprentissage des langues officielles du pays, de leur intégration en général et de leur participation politique, en particulier.

⁶⁵ Beirão D. (1999). *Op.cit.*, pp. 31-38.

« Le déclic se fait quand celui qui avait aussi travaillé pour le Parlement [européen] se marie avec quelqu'un d'ici ou un autre « expat » et là, il y a quelque chose qui se passe. On se dit : « ok, on fait partie de cette communauté. Il y en a ras le bol que les poubelles fonctionnent pas, qu'est-ce qu'on peut faire ?... ». » [Entretien PB 7]

Toutefois, comme expliqué auparavant, beaucoup de Portugais de Belgique se sont retrouvés dans un autre cas de figure : celui d'envisager une installation à court terme dans le pays d'accueil. Hormis l'aspect économique, ils ont quelque peu négligé leur intégration au pays d'accueil, notamment en ce qui concerne l'apprentissage des langues nationales, et ils ont généralement favorisé des liens sociaux avec d'autres Portugais.

4.3. Les modèles de l'exclusion socio-politique

4.3.1. Une vie en vase clos communautaire

Au moment de leur arrivée en Belgique, plusieurs des personnes interrogées se sont tournées vers leurs compatriotes en vue de faciliter leur intégration au pays d'accueil. Par ce biais, ils parvenaient à trouver du travail, comprendre les mécanismes administratifs,... Mais cela ne s'est pas arrêté là étant donné qu'ils ont continué à côtoyer durablement d'autres Portugais dans un cadre communautaire. Cela pouvait se passer au niveau professionnel mais aussi dans la vie de tous les jours : que ce soit pour faire des courses, boire un verre, manger un bout, voire même assister à la messe. Il était donc possible - et ça l'est toujours - de vivre en Belgique en fréquentant exclusivement d'autres ressortissants portugais.

« En étant à l'association des parents portugais, j'ai préparé un dossier pour avoir des subsides du marché commun pour cette association. Et ça a été refusé [...] tout le projet était fait pour joindre la communauté portugaise, pour qu'elle se développe, mais toujours la communauté portugaise. Il y avait rien qui intégrait la communauté portugaise à la communauté belge. Et pour ça, ils ont refusé. Et j'ai dit chapeau, ils ont raison. Parce que c'est dommage qu'on fasse un peu bande à part alors qu'on vit-là depuis 30 ans, 40 ans... » [Entretien PB 3]

Un des problèmes de **ce vivre en vase clos communautaire** est que cela ne permet pas de développer des aptitudes dans une des langues officielles du pays, et **restreint les possibilités de découvrir la réalité du pays d'accueil dans son ensemble**, notamment la vie politique locale.

4.3.2. Une connaissance sommaire des langues du pays d'accueil

C'est un constat établi par plusieurs des personnes enquêtées : le **manque de maîtrise d'une des trois langues officielles de Belgique** peut constituer une barrière à la bonne intégration de la communauté portugaise au pays d'accueil, notamment au niveau de la participation électorale. En effet, de nombreuses matières politiques présentent un certain niveau de complexité et requièrent une bonne maîtrise du français, du néerlandais ou de l'allemand pour les Portugais de Belgique. Sans cela, la compréhension de la vie politique belge devient difficile et cela peut devenir un frein à la participation électorale aux élections communales :

« Oui, je participe aux élections portugaises. Je sais pas, je me sens plus à l'aise avec la langue portugaise que langue française. Bon, je parle français, je me débrouille mais je me sens plus à l'aise avec la langue portugaise que la langue française [...] C'est, c'est ça les motifs que je suis pas intéressé à la politique en Belgique. »
[Entretien PB 1]

En plus du manque de maîtrise d'une des langues du pays de résidence, un autre facteur a régulièrement été pointé du doigt par la majorité des enquêtés pour expliquer la non-participation électorale des Portugais de Belgique : le niveau d'éducation pourrait contribuer à une moindre compréhension des enjeux politiques locaux, parfois complexes. Et ce manque de compréhension engendre aussi un manque d'intérêt. Certaines des personnes interrogées, comme l'enquêté PB 2, pensent que la non-participation pourrait venir du fait que de nombreux expatriés proviennent de milieux ruraux. Mais il est probable que le problème soit également lié au statut socio-économique ou au niveau d'éducation :

« Je pense aussi que malheureusement, c'est des personnes plutôt... C'est une classe plutôt ouvrière, et donc, c'est le niveau d'éducation qui fait que, je pense, les gens se renseignent moins, ils ont, ils voient moins la plus-value du fait d'avoir un représentant ou un représentant politique au niveau local, ou au niveau régional, par exemple, qui puisse défendre les intérêts de la communauté portugaise. » [Entretien PB 8]

« Le peuple travailleur qu'on trouve en Belgique sont des personnes qui ne sont pas trop formées, ils n'ont aucune formation, en fait. Et au Portugal, ils continuent toujours... C'est des paysans. C'est des gens qui travaillent dans les champs, qui n'ont jamais eu une idée du syndicalisme, qui n'ont jamais l'aide de personne. Ils arrivent ici et ils se trouvent tout à fait abandonnés sauf un ami portugais qui est là. Qu'est-ce qu'il y a en Belgique comme perspective de formation pour des Portugais du Portugal qui arrivent ici. Je ne sais pas... » [Entretien PB 9]

Le retrait de la scène électorale s'explique ainsi par l'incompétence politique des personnes visées, très souvent peu scolarisées et issues des milieux ouvriers, comme le souligne M. Ghemmaz, qui renforce l'idée en affirmant que « les conditions socio-économiques constituent le premier facteur d'influence sur le comportement politique »⁶⁶.

4.3.3. Le modèle de l'indifférence politique

En plus d'un manque de compréhension des enjeux électoraux, plusieurs enquêtés expriment un manque d'intérêt pur et dur vis-à-vis de la vie politique locale belge, même s'ils ont quitté le Portugal au début de l'âge adulte et qu'ils vivent en Belgique depuis 30 ou 40 ans en Belgique.

« Moi je suis ici depuis 91, ça fait déjà 20 et quelques ans, j'ai jamais eu envie de voter ici en Belgique parce que ça m'intéresse pas. » [Entretien PB 1]

Une des raisons qui expliquerait ce phénomène pourrait provenir de la **méfiance que ressentent beaucoup de gens vis-à-vis de la politique**, comme l'a précisé l'enquêtée PB 8 : *« Tout l'Occident est traversé, toutes nos démocraties sont traversées par un courant de personnes qui rejettent la politique »*. Une des autres personnes interrogées souligne d'ailleurs que cet environnement négatif aurait pu influencer son envie de s'inscrire sur les listes électorales belges :

« L'environnement, le contexte actuel, c'est ça, les gens râlent. C'est vrai qu'on a tendance à se dire : « Tiens, les gens râlent et pourquoi moi je vais aller faire les démarches, perdre du temps pour le faire alors que généralement, les gens râlent de devoir le faire »... C'est quand même assez bizarre. » [Entretien PB 6]

En effet, plusieurs des personnes interrogées sont très critiques vis-à-vis des politiciens, belges ou portugais, et estiment que la politique ne leur a rien apporté de positif, **ce qui correspond au modèle de l'indifférence politique**⁶⁷.

Nous remarquons dans cette section que les modèles de l'exclusion socio-politiques ont un impact majeur sur la participation électorale des Portugais de Belgique. La faible participation électorale serait du fait qu'un grand nombre de Portugais de Belgique sont issus de milieux et contextes en situation défavorisée.

⁶⁶ Ghemmaz, M. (2008). *Op. cit.*, p. 366.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 374.

4.4. Un manque d'information

Dans la plupart des cas, les interrogés ont dénoncé un manque d'initiative pour mieux informer la communauté portugaise sur les enjeux que représentent les élections communales. Selon eux, les initiatives de la presse ou des associations luso-belges sont quasi inexistantes, et les autorités politiques du pays d'origine et du pays d'accueil devraient faire beaucoup plus pour expliquer, d'une part, les démarches à entreprendre, et d'autre part, les raisons pour lesquelles il est important pour la communauté portugaise de Belgique de tendre vers une plus grande participation. De fait, l'accès à l'information peut avoir un impact considérable sur la compréhension des enjeux politiques en question⁶⁸. Toutefois, quand bien même la problématique de ce travail se base sur des élections en Belgique, les enquêtés considèrent que c'est davantage la classe politique portugaise, et non la belge, qui devrait être plus active en ce qui concerne l'information à prester. Ils ressentent une trop grande distance vis-à-vis des autorités portugaises. Celles-ci contacteraient peu la communauté portugaise :

« Les politiques belges ce sont des gens très communicatifs. Le politique belge, il va dans les cafés, il boit de la bière, il communique beaucoup, c'est pas comme les politiciens au Portugal qui sont... Il y a une plus grande distance par rapport à la population. » [Entretien PB 3]

De plus, un message porté par des politiciens portugais auprès des Portugais de Belgique auraient des chances d'être mieux compris étant donné qu'il serait véhiculé dans la langue maternelle des personnes visées par le message.

« Je vois mal comment un simple ouvrier qui arrive, ce qu'il veut c'est vraiment gagner de l'argent pour l'envoyer, et qui ne connaît pas un mot de Français ni d'autres langues, je vois mal comment il pourrait compter avec les services de la commune en Français et tout ça, pour s'informer. Si ce n'est pas le délégué portugais qui est là pour lui apprendre, ou créer des comités quelconques de citoyens, ou cela. Ben, il reste absolument sans connaître quoi que ce soit de la politique belge » [Entretien PB 9]

Les enquêtés pensent aussi que les candidats de nationalité ou d'origine portugaise seraient également de bon relais pour véhiculer ce type de message et un facteur additionnel de motivation pour s'inscrire sur les listes électorales communales.

⁶⁸ Cordeiro, A. (2004). *Op. cit.*, p. 3.

En ce qui concerne les politiciens belges, ils disposent d'une image moins négative auprès des personnes interrogées mais ils ne sont pas oubliés pour autant. Les personnes enquêtées croient d'ailleurs que le manque d'action et de contact des politiciens belges auprès des Portugais de Belgique découlerait du fait qu'ils ne voient pas l'intérêt de le faire. Pourquoi communiquer ou faire campagne auprès d'une population qui ne vote pas ? Ils ont tout intérêt à faire campagne auprès des citoyens belges qui sont d'office électeurs. Les contacts avec les citoyens étrangers, notamment européens, ne sera donc pas une priorité, et les initiatives en faveur de cette partie de la population seront moindres. Par conséquent, en tenant compte de cette optique, nous serions dans un cercle vicieux sans perspective d'évolution positive.

« Ils cherchent que des votes mais ils pourraient aller vers les autres nationalités, voir comment ça se passe et savoir ce qu'ils pensent, avoir leur avis... Mais je crois que là, ça les intéresse pas beaucoup. Ce qu'ils veulent c'est récolter des voix. » [Entretien PB 2]

Ce problème est lié à la structure des opportunités politiques relative aux étrangers qui résident en Belgique. Mais avant d'aborder ce thème avec plus de détails dans la section suivante, notons que les enquêtés souhaiteraient disposer de plus amples et plus claires informations sur les modalités d'inscription et sur les élections communales de manière générale.

4.5. Une structure des opportunités politiques peu attrayante pour les étrangers de Belgique

Les personnes enquêtées sont quasi unanimes : *a priori*, c'est plutôt simple de s'inscrire sur les listes électorales communales. Et presque tous affirment avoir reçu un courrier les invitant à s'inscrire pour pouvoir voter aux élections communales de 2018 :

« On reçoit quand même avant les élections un dépliant, on reçoit quand même à la maison un courrier. Donc si on a envie de s'inscrire, c'est très simple donc il suffit de remplir le formulaire et le renvoyer. C'est très simple. » [Entretien PB 2]

Toutefois, une fois que nous approfondissons la question, nous remarquons qu'il existe une certaine confusion sur les démarches à suivre pour effectuer l'inscription :

« Oui, facile, oui. Ça oui. [...] Moi à ce niveau-là je vais vous dire franchement, je ne sais pas comme ça fonctionne. Bon, je reçois le papier dans ma boîte à lettres. Mais si on doit le remplir... Non mais je crois qu'on le remplit et on l'envoie directement à la commune... » [Entretien PB 1]

Certains enquêtés, par exemple, pensent que l'inscription sur les listes électorales belges leur ferait perdre leur qualité d'électeurs au Portugal. Ensuite, nous l'approfondirons dans le point suivant, les démarches à effectuer pour s'inscrire peuvent varier d'une commune à l'autre. Outre la confusion régnante, un déplacement à la commune, comme pour tout acte administratif, requiert un minimum de préparation et d'organisation : trouver l'information nécessaire sur le site internet de la commune et le service dans lequel est traitée l'inscription, voir quels horaires sont envisageables par rapport à une disponibilité professionnelle, voire personnelle et familiale... L'enquêté PB 6 avait d'ailleurs l'intention de s'inscrire mais d'autres priorités sont passées au premier plan :

« Je me suis déjà dit plusieurs fois que ça serait bien que je le fasse [...] Je trouve que c'est intéressant de voter pour la commune mais je n'ai jamais pris le temps de le faire parce qu'il faut avoir le temps et je me suis jamais, j'ai jamais fait la démarche. » [Entretien PB 6]

Quand bien même il existe un réel intérêt pour participer aux élections locales, tout individu à ses priorités au niveau professionnel et privé, et la question de l'inscription peut être facilement mise aux oubliettes si une bonne opportunité de le faire ne se présente pas.

4.5.1. L'autonomie communale, moteur de confusions

Certains enquêtés pensent qu'il faut renvoyer le formulaire d'inscription par courrier, d'autres que l'inscription se fait directement à la commune. Les plus intéressés savent que certaines communes acceptent de recevoir ces formulaires par *e-mail*, ou encore que des formulaires d'inscription sont disponibles en ligne sur le site internet des communes... Bref, à Bruxelles, il y a 19 manières de faire⁶⁹, et en Belgique, 589. L'information concernant l'inscription sur les listes électorales communales en Belgique est disparate et peu claire pour le citoyen *lambda*. Ce dernier pourrait entendre de son ami de Rhode-Saint-Genèse que l'inscription se fait d'une certaine manière, et entendre de sa collègue Anderlechtoise que l'inscription se fait d'une autre manière. Le surréalisme belge a son charme mais représente une entrave claire dans ce contexte précis où l'inscription sur les listes électorales locales est également gérée par les communes du pays, en plus de l'information qui peut être transmise par le niveau régional ou fédéral. Chaque commune a sa manière de faire et sa sensibilité sur la question,

⁶⁹ Parallèle avec le nombre de communes bruxelloises.

d'autant plus que certains partis peuvent être plus intéressés que d'autres au vote des étrangers⁷⁰.

« Parce que la politique n'est pas la même, n'est pas uniforme dans les 19 communes. Ça veut dire que peut-être à Ixelles, c'est plus simple, ou ailleurs, c'est plus simple. Donc, ça diverge. Après, c'est encore un défi pour les prochaines élections, c'est d'avoir la même politique partout. La même procédure partout. Il y a plein de choses qu'il faut faire encore pour harmoniser le processus. » [Entretien PB 7]

De plus, l'enquêtée PB 8 considère que l'envoi tardif, par certaines communes, des courriers d'invitation à s'inscrire sur la liste des électeurs peut aussi être un problème, tout en sachant que ces courriers sont envoyés à un moment où les citoyens commencent à recevoir un grand nombre de tracts électoraux, ce qui n'enchant pas toujours les citoyens bruxellois. Mais il y a encore un autre facteur qui refroidit beaucoup d'étrangers, et pas des moindres : le vote est obligatoire en Belgique.

4.5.2. Le vote obligatoire en Belgique

Issus d'un pays dans lequel le vote n'est pas obligatoire, l'idée d'être obligé de voter dérange plus d'un Portugais :

« Mais pour moi... Tu es obligé d'y aller et ça pour moi, écoute euh... Ça moi, écoute je supporte pas. » [Entretien PB 1]

« Obliger les gens à faire quelque chose... Moi je crois que c'est ça qui nous retient aussi. C'est ça qui nous freîne un peu. » [Entretien PB 2]

« Le vote obligatoire, pour moi, c'est anti-liberté, c'est quelque chose qui touche à la liberté des gens [...] il y a une obligation, c'est déjà antidémocratique, à mon avis. Tout le monde n'est pas d'accord avec moi mais c'est mon idée : on ne peut pas parler de liberté d'un acte si on l'oblige à le faire. Donc, ça n'a pas de sens. Et ça ne peut pas être comme ça » [Entretien PB 9]

De plus, il y a aussi le risque (en théorie) de payer des amendes, accompagné d'éventuels tracas administratifs : « dois-je remplir des papiers tous les ans ? » s'imaginent certains enquêtés, « vais-je avoir des amendes à cause de cela ? Et si je pars en week-end ? »... Tout cela semble problématique, alors pourquoi rajouter des problèmes à notre quotidien quand on en a déjà assez ?

⁷⁰ V. R. Cl. (2018), « Les étrangers font peu usage de leur droit de vote », Le Soir, 9 février 2018, disponible sur <http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/lni.pdf>, accédé le 25 juillet 2019.

Le vote obligatoire semble être un frein important à la participation électorale des étrangers aux élections locales belges. Afin de remédier aux problèmes liés à l'actuelle structure des opportunités politique en Belgique, il semble que certaines pistes soient plus appréciées que d'autres.

4.5.3. L'inscription automatique des étrangers sur les listes électorales communales pour une plus grande participation électorale ?

Les élections communales de 2018 représentaient le 4^e scrutin auquel les citoyens européens résidant en Belgique ont pu prendre part. En 2012, 18,5% de ressortissants européens et 14% de non-européens étaient inscrits sur les listes électorales⁷¹. Et en 2018, ils étaient respectivement 17,4% et 15,2%⁷². Par conséquent, nous constatons une stagnation au niveau du taux d'inscription des étrangers et le modèle actuel semble avoir atteint ses limites.

Aux Pays-Bas, le système diffère du modèle belge puisque les étrangers sont automatiquement inscrits sur la liste des électeurs pour les élections locales, au même titre que leurs concitoyens néerlandais. Les enquêtés ont unanimement considéré que ce système d'inscription automatique serait la meilleure des solutions pour faciliter la participation électorale des étrangers aux élections communales en Belgique. Toutes les questions de démarches administratives seraient alors directement réglées. La seule préoccupation de l'électeur, étranger ou non, serait de se déplacer aux urnes le jour des élections.

Toutefois, les enquêtés préféreraient ne pas être obligés de voter malgré l'inscription automatique. Ils ont tendance à proposer un système dans lequel le vote serait obligatoire pour les Belges mais pas pour les étrangers. La démarche du vote devrait rester volontaire selon les enquêtés, non seulement parce que le vote obligatoire « touche à la liberté des gens » mais aussi parce que le vote des personnes moins informés pourrait être néfaste pour la démocratie locale :

« C'est la meilleure des solutions : être inscrit d'office et puis laisser la liberté aux gens d'y aller [...] ils savent qu'ils peuvent exercer leur droit, librement. Sans qu'on le force à le faire, voilà. » [Entretien PB 2]

⁷¹ V. R. Cl. (2018), « Les étrangers font peu usage de leur droit de vote », Le Soir, 9 février 2018, disponible sur <http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/Ini.pdf>, accédé le 25 juillet 2019.

⁷² Voters FR | IBZ Elections (2019), disponible sur <https://stat.elections.fgov.be/fr>, accédé le 25 juillet 2019.

« Le problème c'est que je vois qu'il y a beaucoup d'étrangers qui ne s'intéressent pas à la politique, qui ne s'assimilent pas, qui ne s'intègrent pas au pays. Donc, pour eux, ça ne ferait aucun sens. Ils ne sauraient pas pour qui voter, ils ne seraient pas en mesure de voter correctement » [Entretien PB 6]

Nous pouvons donc retenir de ce chapitre que le modèle d'inscription qui prévaut aujourd'hui en Belgique ne fait pas l'unanimité auprès des enquêtés. Nous l'avons vu, les modalités d'inscription peuvent être différentes d'une commune à l'autre, ce qui porte confusion aux potentiels électeurs. Le fait que le vote soit obligatoire constitue aussi un obstacle non-négligeable : le risque de payer une amende ou autres tracasseries administratives freinent la motivation des personnes qui souhaiteraient s'inscrire.

D'autres facteurs explicatifs de non-participation ont été mentionnés par les enquêtés : l'incompétence politique, qui découle d'un manque de maîtrise des langues nationales du pays de résidence et est propre à des personnes disposant d'un statut-socioéconomique plus défavorisé, notamment en ce qui concerne le niveau d'éducation. Par ailleurs, il existe un « ras-le-bol » général vis-à-vis de la politique : tous ces éléments relèvent des modèles de l'exclusion socio-politique.

Les enquêtés ont également rapporté le fait que beaucoup de Portugais pensaient s'installer de manière provisoire en Belgique. Ils auraient donc négligé leur intégration, dans un premier temps, en privilégiant une vie en vase clos communautaire tout en écartant l'apprentissage rapide d'une des langues officielles du pays en question.

Finalement, les enquêtés regrettent qu'il n'existe pas plus d'information concernant les élections communales. Ils pensent qu'une meilleure communication et un plus grand contact entre élus et électeurs pourrait favoriser un plus grand intérêt de ces derniers. Mais en plus d'un meilleur accès à l'information, tous les enquêtés sont persuadés que le modèle de l'inscription automatique des étrangers sur la liste des électeurs serait une bonne solution pour favoriser leur participation électorale.

5. CONCLUSION

Dans ce travail de recherche, nous avons avancé deux hypothèses : l'une en rapport avec la thèse de la passivité politique, l'autre avec la théorie de la structure des opportunités politiques.

En ce qui concerne notre première hypothèse, « la non-inscription des Portugais de Belgique sur les listes électorales communales relève d'un manque d'expérience démocratique », nous aurions tendance à l'infirmer. Les enquêtés ont souvent évoqué une méfiance ou une indifférence vis-à-vis de la politique, sans exprimer une crainte quelconque ou un autre comportement qui pourrait découler du fait que le Portugal a subi un régime autoritaire pendant presque 50 ans, et ce, jusqu'au 25 avril 1974, jour de la Révolution des Œillets. De plus, cela fait maintenant plus de 45 ans que la démocratie a été instaurée au Portugal, le temps des vestiges laissés par la dictature semble révolu.

« Qu'on soit Portugaise, qu'on soit Marocaine, qu'on soit Belge, il faut parler [exprimer sa voix par le biais démocratique]. On est là pour ça. Chaque fois qu'il y a un problème, on doit fermer la bouche? Non, on doit parler. C'est pour ça qu'on est quand même un pays libre. Ici, partout... On doit parler » [Entretien PB 4]

Pour expliquer la non-participation des Portugais de Belgique aux élections communales, les enquêtés ont préféré relever d'autres facteurs : ils pensent que beaucoup de personnes de la communauté portugaise du pays sont issues de milieux ruraux, des « ouvriers » qui auraient un faible niveau d'éducation et qui éprouveraient des difficultés à comprendre ou apprendre une langue étrangère.

Toutefois, ce sont ces facteurs qui nous poussent à formuler quelques nuances dans l'invalidation de notre première hypothèse. En effet, les problèmes que le Portugal affronte aujourd'hui pour ce qui est du niveau d'éducation, voire même de l'alphabétisation d'une partie de sa population, sont encore la « conséquence partielle du temps de la dictature⁷³ ». En effet, à la fin des années 1990, près d'un habitant sur deux au Portugal lisait mal. Quand bien même la population portugaise ne présente aucune crainte quant au fait de participer

⁷³ Dubois N. (1996), « Au Portugal, le lourd héritage de l'illettrisme. », Libération, 12 février 1996, disponible sur https://www.liberation.fr/planete/1996/02/12/au-portugal-le-lourd-heritage-de-l-illettrisme_163210, accédé le 29 juillet 2019.

politiquement ou de voter, la dictature a laissé des cicatrices qui tardent toujours à se refermer.

Un autre aspect que nous souhaitons relater, relatif à notre première hypothèse et au « manque d'expérience démocratique », est directement lié à l'expérience d'une grande partie de nos enquêtés et des personnes de l'entourage : beaucoup d'entre eux sont arrivés relativement jeunes en Belgique, sans jamais avoir voté au Portugal étant donné qu'ils venaient d'atteindre l'âge adulte. Arrivés dans leur pays d'accueil, ils se sont retrouvés dans un contexte où le vote n'était pas permis pour les étrangers. Cela n'a été possible qu'à partir des élections communales de 2000. Entretemps, ces personnes ont passé une vie entière sans voter. Difficile de convaincre une personne de voter alors que cette culture n'a jamais fait partie de son quotidien pendant des décennies.

Notre deuxième hypothèse, « plus la structure des opportunités politiques du pays de résidence est ouverte au vote des étrangers, plus la participation électorale de ces derniers est grande », mérite une franche validation de notre part.

En plus de mentionner que l'idée du vote obligatoire ne leur plaisaient pas, de nombreux enquêtés ont relevé qu'il existait des procédures d'inscription différentes d'une commune à l'autre. Par conséquent, en plus d'être disparate, l'information n'était pas claire, ce qui constituait un frein pour les potentiels électeurs non-inscrits. L'enquêté PB 7 en a parlé, le grand défi pour les prochaines élections pourrait être d'avoir « la même politique partout », la même procédure partout.

La structure des opportunités politiques du système institutionnel belge freine la participation électorale des étrangers et ces derniers sont persuadés que l'instauration d'un système d'inscription automatique sur les listes électorales serait la clef à la problématique de leur non-participation.

Au Portugal, la loi électorale a été modifiée en août 2018⁷⁴ de sorte que le corps électoral des Portugais de l'étranger est passé de 242.852⁷⁵ à près de 1,5 million d'électeurs⁷⁶. Qu'est-ce

⁷⁴ Assembleia da República (2018), Lei n.º 47/2018, Diário da República n.º 155/2018, Série I de 2018-08-13, pp. 4038 - 4056.

⁷⁵ Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur <https://www.eleicoes.mai.gov.pt/legislativas2015/estrangeiro.html>, accédé le 29 juillet 2019.

qui a changé ? Avant ces changements, les Portugais résidant à l'étranger avaient le droit de vote à diverses élections en lien avec le Portugal – législatives, présidentielles et européennes – mais seulement à condition d'avoir fait la démarche de s'inscrire au préalable sur les listes électorales auprès du Consulat le plus proche, une formalité qui se rapproche de ce que doivent faire les étrangers de Belgique qui souhaitent s'inscrire pour voter aux élections communales. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas : tous les Portugais de l'étranger sont automatiquement inscrits sur la liste des électeurs. Les bénéficiaires de cette mesure ne se sont pas fait attendre : beaucoup de Portugais de l'étranger ont ainsi eu l'opportunité de voter pour la première fois lors des élections européennes de mai 2019, même ceux qui sont très méfiants vis-à-vis de la politique et votent peu, voire jamais. Cela est d'ailleurs arrivé avec une des personnes que nous avons interviewé :

« Je crois que c'est en mai ou juin, j'ai voté pour la première fois parce que depuis que je suis parti du Portugal, j'ai jamais voté. Jamais. Voilà. Un jour, j'ai pris ma carte d'identité avec mon adresse du Portugal pour aller voter au Portugal, mais après finalement, j'y étais pas et à ce moment-là, j'ai pris une nouvelle carte d'identité avec l'adresse de Belgique, pour que je peux voter ici, en Belgique »
[Entretien PB 1]

Alors qu'en 2014, à peine 317 Portugais s'étaient déplacés au Consulat du Portugal à Bruxelles pour voter aux élections européennes, ils étaient 849⁷⁷ en mai 2019, presque le triple, fruit des changements qui ont été apportés à la loi électorale.

Le cas de l'enquête PB 1 démontre bien l'impact que peut avoir la structure des opportunités politiques dans la participation électorale des citoyens, même auprès de ceux qui ont un moindre degré d'affinité avec la politique. Quand, en termes de participation électorale, **la politique fait un pas vers le citoyen, le citoyen fait un pas vers la politique.**

Pour contrecarrer le faible niveau de participation électorale des étrangers aux élections communales belges, il semble opportun que la classe politique belge fasse un pas vers le citoyen étranger et faire en sorte que la démocratie locale soit un peu plus ouverte à toutes et à tous.

⁷⁶ XXI Governo - República Portuguesa (2019), disponible sur <https://www.portugal.gov.pt/pt/gc21/comunicacao/noticia?i=recenseamento-automatico-de-portugueses-no-estrangeiro-quebrou-obstaculos>, accédé le 29 juillet 2019.

Voir annexes.

⁷⁷ Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur <https://www.eleicoes.mai.gov.pt/europeias2019>, accédé le 29 juillet 2019.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Almond G., Verba S. (1963), *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press.
- Alves, D. B. (2010). *Viagens noutras terras : Almeida Garrett, diplomata em Bruxelas (1834-1836)*. 1^a ed. Bruxelles : Orfeu (Portugal-Bélgica).
- Beirão, D. (1999). Les portugais du Luxembourg. *Des familles racontent leur vie*, 192.
- Belga vida (2001), *Guia da Comunidade Portuguesa da Bélgica*. Edição MAR,
- Blais, A., Massicotte, L., & Dobrzynska, A. (2003). *Pourquoi le taux de participation est-il plus élevé dans certains pays que d'autres?*. Elections Canada.
- Carreira T., Tome M-A. (1994), *Portugais et Luso-Français. Tome I : Double culture et identité*, Paris, CIEMI/Collection Migrations et Changements.
- Coman, R., Crespy, A., Louault, F., Pilet, J. B., Van Haute, E., & Morin, J. F. (2016). *Méthodes de la science politique: de la question de départ à l'analyse des données*. De Boeck Supérieur.
- Franklin, M. N. (2004). *Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*. Cambridge University Press.
- Ghemmaz, M. (2008). *Des Portugais en Europe du Nord: une comparaison France, Belgique, Luxembourg. Contribution à une sociologie électorale de la citoyenneté de l'Union européenne* (Doctoral dissertation, Université du Droit et de la Santé-Lille II).
- Hermet G., Badie B., Birnbaum P., Braud P. (2000), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus.
- Lazarsfeld P. et al. (1944); *The People's Choice*, New York, Columbia University Press.
- Lijphart, A. (1977). *Democracy in plural societies: A comparative exploration*. Yale University Press.
- Marques, A. (1980). La politique économique portugaise dans le période de la dictature (1926-1974). Analyse de trois stratégies de l'État.
- Norris, P. (2002). *Democratic phoenix: Reinventing political activism*. Cambridge University Press.

Norris, P. (2004). *Electoral engineering: Voting rules and political behavior*. Cambridge University Press.

Pereira, V. (2003). Pèlerinage au Portugal révolutionnaire: les intellectuels français et la révolution des Œillets. *De la dictature à la démocratie: révolution portugaise, transition espagnole, regards croisés*.

Pires, N. L. (2011). Portugal em Guerra na Grande Guerra (1914-1918). *Atas do III Ciclo de Conferências" O Algarve e a 1ª República*.

Savarese, É. (2006). *Méthodes des sciences sociales*. Ellipses.

Serrão, J. V. (1995). Le Portugal et la Flandre dans le cadre de l'expansion maritime du Portugal. *Handelingen van het Genootschap voor Geschiedenis*, 132(3).

Vandecandelaere, H. (2013). *Bruxelles: un voyage à travers le monde*. ASP.

Zibouh, F., & Martiniello, M. (2007). *L'inscription des étrangers aux élections communales de 2006. Analyse de la campagne de sensibilisation et d'information au droit de vote des étrangers en Wallonie*. Namur.

Chapitres d'ouvrage

Jaffre J., Muxel A., « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? » dans Brechon P., Laurent A., Perrineau P. (2000), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po.

Jodelet, D. (1984). Représentations sociales: Phénomènes, concepts et théorie, dans «Psychologie sociale», a cura di S. MOSCOVICI, Paris, PUF. *cit. in POLMONARI A., CAVAZZA N. e RUBINI M.[2002]*.

Percheron A. (1986), « Les absents de la cène électorale » dans Dupoirier E., Grunberg G. (dir.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, PUF.

Articles scientifiques

Blais, A., & Dobrzynska, A. (1998). Turnout in electoral democracies. *European journal of political research*, 33(2).

Celik, D. (2010). Participation électorale des étrangers aux communales de 2006. Le cas des Turcs d'Herstal et de Saint-Nicolas. *Cahiers de Science politique*.

- Cordeiro, A. (2000). Les Portugais résidents à l'étranger. Pourquoi ne votent-ils pas?. *Latitudes-Cahiers lusophones*, (10), 9, pp.9-14..
- Cordeiro, A. (2004). Comment interpréter la faible participation civique des Portugais de France? Exception ou conformisme ambiant?. *Cahiers de l'Urmis*, (9), pp.55-68.
- Huylebrouck, R. (1990). O português no ensino universitário e para-universitário em terras de expressão neerlandesa: Bélgica/Flandres e Países Baixos.
- Jacobs, D. (2000). Le droit de vote des étrangers aux Pays Bas. *Agenda Interculturelle*, (186).
- Jacobs D., Martiniello M. et Rea A. (2002), « Changing patterns of political participation of immigrant origin citizens in the Brussels Capital Region. The October 2000 elections », *Journal of International Migration and Integration*, vol. 3, n° 2, 2002, pp. 201-221.
- Legavre, J. B. (1996). La «neutralité» dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9(35), pp. 207-225.
- Martiniello, M. (1997). Quelle participation politique? *La Belgique et ses immigrants: Les politiques manquées*, pp. 101-120.
- Martiniello, M., & Hily, M. A. (1998). Les élus d'origine étrangère à Bruxelles: une nouvelle étape de la participation politique des populations d'origine immigrée. *Revue européenne des migrations internationales*, 14(2), pp. 123-149.
- Miranda, F. (2010). Commerce, conflits et justice: les marchands portugais en Flandre à la fin du Moyen Âge. *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest. Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine*, (117-1), pp. 193-208.
- Peyroulou, J. P. (2019). L'Algérie passée des manifestations. *Esprit*, (6), pp. 61-70.
- Siaroff, A., & Merer, J. W. (2002). Parliamentary election turnout in Europe since 1990. *Political Studies*, 50(5), pp. 916-927.

Documents officiels

Diário da República (1979), 1979-03-07, n°55, pp. 364-367, disponible sur <https://dre.pt/application/conteudo/383786>, accédé le 17 juillet 2019.

Assembleia da República (2018), Lei n.º 47/2018, Diário da República n.º 155/2018, Série I de 2018-08-13, pp. 4038 - 4056.

Article de presse

Dubois N. (1996), « Au Portugal, le lourd héritage de l'illettrisme. », Libération, 12 février 1996, disponible sur

https://www.liberation.fr/planete/1996/02/12/au-portugal-le-lourd-heritage-de-l-illettrisme_163210, accédé le 29 juillet 2019.

V. R. Cl. (2018), « Les étrangers font peu usage de leur droit de vote », Le Soir, 9 février 2018, disponible sur

<http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/lni.pdf> , accédé le 25 juillet 2019.

Site web

Direction générale Institutions et Population, Statistiques officielles des électeurs (2019), disponible sur

<https://web.archive.org/web/20130726065000/http://www.contact.rrn.fgov.be/fr/statelc/elec.php>, accédé le 2 juillet 2019.

Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur

<https://www.eleicoes.mai.gov.pt/legislativas2015/estrangeiro.html>, accédé le 6 juillet 2019.

Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur

<https://www.eleicoes.mai.gov.pt/legislativas2015/estrangeiro.html>, accédé le 29 juillet 2019.

Eleições - Resultados dos Escrutínios Provisórios (2019), disponible sur

<https://www.eleicoes.mai.gov.pt/europeias2019>, accédé le 29 juillet 2019.

MYRIA - Centre fédéral Migration (2019), disponible sur

https://www.myria.be/files/Migration2016-Eggerickx_changements_nationalite.pdf, accédé le 6 juillet 2019.

Observatório da Emigração, Relatório Estatístico 2015. Database on Immigrants in OECD Countries, DIOC-2000/01 e DIOC-2010/11. (2019), disponible sur

[http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B\\$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatistic.pdf](http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatistic.pdf), accédé le 17 juillet 2019.

Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019), disponible sur

<https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/changements-de-nationalite#figures>, accédé le 6 juillet 2019.

Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Population par commune selon la nationalité et le sexe depuis 1992, disponible sur <https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.1%20Structuur%20van%20de%20bevolking/popstranger-1992-fr.xlsx>, accédé le 17 juillet 2019.

Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Etrangers ayant obtenu la nationalité belge selon la région de résidence et la nationalité précédente, 2000-2018, disponible sur https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.7%20Nationaliteitswijzingen/pop-naturalisation_pays_FR.xlsx, accédé le 17 juillet 2019.

The Economist - Intelligence unit (2019), disponible sur http://pages.eiu.com/rs/753-RIQ-438/images/Democracy_Index_2018.pdf, accédé le 6 juillet 2019.

UNESCO. Classification internationale type de l'éducation ou CITE - ISCED pour International Standard Classification of Education (2019), disponible sur <http://uis.unesco.org/fr/topic/classification-internationale-type-de-leducation-cite>, accédé le 17 juillet 2019.

Voters FR | IBZ Elections (2019), disponible sur <https://stat.elections.fgov.be/fr>, accédé le 2 et le 25 juillet 2019.

Wikipedia (2019), disponible sur https://pt.wikipedia.org/wiki/Batalha_de_La_Lys, accédé le 17 juillet 2019.

XXI Governo - República Portuguesa (2019), disponible sur <https://www.portugal.gov.pt/pt/gc21/comunicacao/noticia?i=recenseamento-automatico-de-portugueses-no-estrangeiro-quebrou-obstaculos>, accédé le 29 juillet 2019.

ANNEXES

Annexe 1 : guide d'entretien.

Annexe 2 : entretien avec PB 1.

Annexe 3 : entretien avec PB 2.

Annexe 4 : entretien avec PB 3.

Annexe 5 : entretien avec PB 4.

Annexe 6 : entretien avec PB 5.

Annexe 7 : entretien avec PB 6.

Annexe 8 : entretien avec PB 7.

Annexe 9 : entretien avec PB 8.

Annexe 10 : entretien avec PB 9.

Annexe 11 : Portugais ayant obtenu la nationalité belge selon la région de résidence entre 2000 et 2018.

Annexe 12 : niveau d'instruction des Portugais de Belgique selon un rapport de l'OCDE publié en 2011.

Annexe 13 : Portugais de l'étranger inscrits sur les listes électorales portugaises au 31/12/2018. Classification par aire consulaire.

Annexe 14 : liste des communes belges (76 au total) qui disposent de plus de 100 ressortissants portugais sur leur territoire, ou celles qui disposent d'un minimum de 0,9% d'individus de nationalité portugaise au 1^{er} janvier 2016. La liste inclut aussi les taux d'inscription de la communauté portugaise pour les élections communales de 2006 et 2012⁷⁸.

Annexe 15 : règlement sur le plagiat.

⁷⁸ Direction générale Institutions et Population, Statistiques officielles des électeurs (2019), disponible sur <https://web.archive.org/web/20130726065000/http://www.contact.rn.fgov.be/fr/state/c/elec.php> et <https://web.archive.org/web/20120216095909/http://www.contact.rn.fgov.be/fr/state/c/elec.php>, accédé le 2 juillet 2019.

Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Population par commune selon la nationalité et le sexe depuis 1992, disponible sur <https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.1%20Structuur%20van%20de%20bevolking/popstranger-1992-fr.xlsx>, accédé le 17 juillet 2019.

Guide d'entretien.

- 1) Pourriez-vous me raconter votre parcours jusqu'en Belgique ? Pour quelles raisons avez-vous quitté le Portugal ? Qu'est-ce qui a fait que vous avez choisi la Belgique ?
- 2) Avez-vous un projet de retour au Portugal ?
- 3) Quels rapports avez-vous avec les autres Portugais de Belgique ? Avez-vous des activités au sein de la communauté portugaise? Au niveau associatif, politique ou autre ?
 - Voyez-vous la communauté portugaise comme une communauté ouverte ou comme une communauté qui vit plutôt en vase clos ? Pourquoi ?
 - Considérez-vous que la communauté portugaise soit active dans la promotion du vote ? Pourquoi ?
 - Fréquentez-vous aussi des citoyens non-Portugais ?
- 4) Vous intéressez-vous à ce qui se passe dans votre commune et en Belgique de manière générale ? Qu'en est-il de la même question pour le Portugal ?
- 5) Vous avez le droit de vote pour les communales et les européennes. Participez-vous ? Pourquoi ? Pensez-vous que c'est important de participer ? Pourquoi ?
 - Participez-vous aux élections portugaises ? Pourquoi ?
- 6) Selon vous, pourquoi si peu de Portugais votent aux élections communales belges?
 - Comment expliquer le fait que la participation des Portugais de Belgique soit plus basse que celles des italiens, des français et des espagnols ?
- 7) Pendant un peu plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment avec Antonio Oliveira Salazar. Pensez-vous que cela a pu avoir un impact sur la participation électorale des Portugais au jour d'aujourd'hui ?
 - Pensez-vous qu'il soit possible que la faible participation des Portugais soit liée à un manque d'expérience démocratique ?
 - Avez-vous l'habitude d'avoir des conversations d'ordre politique en famille ou avec vos amis ?

- Pensez-vous qu'il soit possible que la communauté portugaise ne participe pas aux élections communales dans le but de ne pas se faire remarquer, d'être volontairement discrète pour faciliter son intégration ?

8) Considérez-vous qu'il soit simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire sur les listes électorales communales ? Que pensez-vous de la procédure ?

- Pensez-vous que le vote obligatoire en Belgique puisse être un frein?
- Que pensez-vous du fait qu'aux Pays-Bas, les étrangers de l'Union Européenne soient automatiquement inscrits pour voter aux élections locales ? Pensez-vous que ce système devrait être transposé en Belgique ?

9) Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Questions annexes :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Profession :

Niveau d'éducation :

Année de migration :

Nationalité partenaire :

Enfants :

Durée d'installation dans le pays d'accueil :

Inscription sur les listes électorales de la commune :

Inscription sur les listes électorales portugaises :

I. Entretien PB 1, Bruxelles le 17 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Donc, dans le début de l'entretien, ce qu'on va avoir au début c'est de connaître un petit peu votre parcours, comment vous êtes arrivé en Belgique et cetera. Et puis, petit à petit, on va se recentrer sur le thème de la participation des Portugais de Belgique aux élections belges. Très bien. L'idée c'est : vous allez parler, moi je vais très peu intervenir. De temps en temps, je vais intervenir pour continuer dans les questions ou pour essayer d'approfondir mais je vais très peu intervenir. D'accord ? Vous êtes prêt ? On est parti ?

Portugais de Belgique 1 (PB 1) : Oui...

PR : Allez, c'est bien. Voilà, première question. Je voudrais savoir si vous pouvez me raconter votre, votre parcours jusque en Belgique, les raisons pour lesquelles vous êtes, vous avez quitté le Portugal ? Pourquoi vous êtes venu en Belgique ? Comment est-ce que ça s'est déroulé ?

PB 1 : Ok. Bon, en fait, je suis Portugais, j'étais dans mon village au Portugal, à Fontes... Et j'ai travaillé dans, j'étais étudiant. Après j'ai quitté les études, j'ai travaillé dans un café. Un certain moment, j'en ai eu marre du café, je commence à travailler pour une firme qui faisait la distribution de vin, et de boissons aux cafés, restaurants, épiceries, tout. Et là, j'ai eu un accident, un accident grave, j'étais 3 semaines au coma. J'étais à Porto à l'hôpital de Santo António. Après je suis transféré à l'hôpital Vila Real. Là, on m'a fait beaucoup d'interventions chirurgicales. En 91, les médecins à Vila Real, ils commençaient déjà à parler avec mon père : ils voulaient m'amputer la jambe. Moi, je savais rien du tout. Et c'est arrivé au mois d'août, j'ai un cousin qui est en Belgique il y a pas mal d'années... Il est parti de vacances. Et mon père a parlé avec lui. Il a parlé avec lui et il a raconté mon cas et mon cousin a dit à mon père « si vous voulez, je vais l'amener en Belgique. Amputer pour amputer, laissez-moi l'emmener en Belgique. C'est ça le motif de mon arrivée en Belgique. Je suis arrivé en Belgique... Des moments très durs pour l'adaptation. J'ai souffert beaucoup. Je rentrais à l'hôpital... Bon voilà... Après j'étais bien, j'ai commencé à travailler dans un café à mon cousin qui m'a emmené ici en Belgique. Voilà, en 96... en 94 j'ai connu ma femme au café de mon cousin, là où est-ce que je travaillais. De là est venu le mariage, je me suis marié en 96. En 98, j'ai eu avec ma femme, on a eu la première fille. On a deux. Voilà et c'est parti. Et de là, bon, j'ai acheté un appartement à la place Meiser pour avoir de meilleures conditions. Et aujourd'hui je me sens bien en Belgique. Je me sens bien en Belgique, j'aime bien partir au

Portugal pour les vacances mais pour vivre, je préfère rester en Belgique. Je sais pas. Je me suis arrêté maintenant, je me sens mieux ici que là-bas mai ça n'empêche pas de partir au Portugal toutes les années voir ma mère, ma famille, mes copains mais à part ça, je préfère rester en Belgique. Moi je vais gagner l'EuroMillions, je vais jamais quitter la Belgique. Je reste toujours en Belgique. Bon, la vie c'est différent mais je reste toujours en Belgique.

PR : Ça, c'était justement la deuxième question, c'était de savoir si vous aviez un projet de retourner au Portugal ?

PB 1 : Pas du tout... Pas du tout. Bon, j'ai ma mère qui a pas mal de terrains... Avant mon accident, je pensais avoir tous les terrains et moi je me mettais dans l'agriculture mais aujourd'hui c'est pas possible. Alors, c'est pour ça que j'ai pas de projet de partir.

PR : Ok. Donc, on revient, alors... Toujours en Belgique, de savoir... L'idée est de savoir quels sont les rapports que vous avez avec les autres Portugais qui vivent en Belgique ? Est-ce que vous avez des, des activités au sein de la communauté portugaise au niveau associatif ou autre chose, est-ce que vous pouvez nous expliquer un petit peu ça ?

PB 1 : Euh bon, euh, je vais vous dire. Disons environ 10 ans avant, j'ai commencé à faire partie d'une équipe de foot ici en Belgique. Et moi je suis quelqu'un qui aime bien parler avec tout le monde. Bon, je me suis intégré dans la communauté portugaise, j'ai pas mal de gens de çà et là, j'aime bien. Bon, le vendredi arrive. J'ai envie que vienne le samedi pour être ensemble avec tous les copains, on a une ambiance formidable. Et voilà, je sais pas. Je me sens bien.

PR : Et dès que vous êtes arrivé en Belgique. Vous avez eu toujours des contacts avec la communauté portugaise, dès le départ...

PB 1 : Toujours. Je vais vous dire : moi quasiment je parle même pas beaucoup français parce que moi je suis toujours avec les gens... Parce que moi je suis toujours bien avec des Portugais, je vais boire mon café dans un bistrot Portugais. J'ai besoin de parler avec les gens. Et là ou est-ce que je me sens plus à l'aise, c'est avec les Portugais.

PR : D'accord. Et par rapport à la communauté portugaise, est-ce que selon vous, votre opinion, est-ce que vous, vous considérez que la communauté portugaise est une communauté plutôt ouverte ou est-ce que vous considérez que la communauté portugaise est plutôt fermée, repliée un peu sur elle-même ? Quelle est votre opinion par rapport à ça ?

PB 1 : Moi je pense que la communauté portugaise, à mon idée, ils sont des gens bien, j'ai rien contre ces gens, les gens ils disent « bonjour et ça et là, comment ça va ? » Moi je pense que c'est ouvert. Pas fermé. Mais, voilà.

PR : Vous avez une idée par rapport à ça, une idée plutôt concrète, par exemple, par rapport à d'autres communautés d'étrangers, est-ce que vous trouvez que justement, que les Portugais sont un peu plus ouverts que d'autres communauté étrangères ? Avec euh... Et là, vous avez, vous avez peut-être un exemple par rapport à ça ? Ou, ou c'est difficile de trouver ?

PB 1 : Euh,... Là, je crois, par exemple, la communauté marocaine. Ils sont plus attachés les uns aux autres. Nous Portugais, on se connaît bien, ça et là, mais on se met beaucoup dans la vie un des autres. Je crois, par exemple, je vous donne l'exemple, les Marocains, ils sont très unis. Par exemple, si on a un problème, tout le monde est là. Par rapport aux Portugais, à ce point, ils sont pas comme les autres.

PR : Ok, très bien. Et par rapport... Là, on va un petit peu commencé à parler un peu plus de la question du vote. Est-ce que vous trouvez que la communauté portugaise est active dans la promotion du vote ? Est-ce que vous sentez dans la communauté portugaise, qu'il y a souvent des initiatives, des actions pour inciter les gens à voter pour expliquer, comment est-ce qu'il faut faire, pourquoi est-ce que c'est important, par exemple, est-ce que vous sentez ça sur le terrain en Belgique, que dans la communauté portugaise, il y a des initiatives de ce genre ?

PB 1 : Non, non, je vois pas... Je vois pas... Moi personnellement, je vote pas ici en Belgique. Je vote pour le Portugal, pour les élections au Portugal. Mais il y a jamais quelqu'un qui est venu : « Ah, est-ce que tu peux voter ? ». Jamais. Jamais. Alors, même à ce point-là, je connais rien du tout, de ce projet, vos voyez ? Au Portugal, comme je vois toujours les journaux à la télé et tout ça, je vois, maintenant j'ai l'opportunité de voter ici euh...

PR : Pour les communales ?

PB 1 : Non, non, euh... Pour euh...

PR : Les européennes ?

PB 1 : Oui. Je vais voter ici, comment ça s'appelle, en représentation du Portugal.

PR : Ah ok...

PB 1 : Voilà, j'étais là, je crois que c'est en mai ou juin, j'ai voté pour la première fois parce que depuis que je suis parti du Portugal, j'ai jamais voté. Jamais. Voilà. Un jour, j'ai pris ma carte d'identité avec mon adresse du Portugal pour aller voter au Portugal, mais après

finalement, j'y étais pas et à ce moment-là, j'ai pris une nouvelle carte d'identité avec l'adresse de Belgique, pour que je peux voter ici, en Belgique. Mais pour les communes, ici en Belgique, j'ai jamais voté.

PR : Jamais voté... Et, j'avais oublié de vous poser une question. Est-ce que vous avez aussi, dans vos fréquentations, des amis qui ne sont pas Portugais ? Est-ce que vous avez aussi dans votre réseau d'amis des gens que vous voyez régulièrement et qui ne sont pas Portugais ? Ou c'est surtout des Portugais ?

PB 1 : Non, non. De temps en temps, je vois des copains qui sont pas Portugais et on parle très bien, même français et tout ça, hein. J'ai un exemple : j'ai ici un magasin de matériel. Je vais boire presque tous les jours un café. Je suis bien reçu par les patrons. On s'entend très bien, tout le monde me dit je suis comme de la famille là-bas mais moi, ma priorité, c'est les Portugais. Là, c'est autre chose.

PR : D'accord. OK. Alors, voilà maintenant on va de nouveau de plus en plus se centrer sur les questions.... Mais maintenant on va commencer par une question plus générale. Est-ce que vous vous intéressez à ce qui se passe ici dans votre commune, donc Schaerbeek, et est-ce que vous suivez un petit peu l'actualité de ce qui se passe à Schaerbeek et à ce qui se passe en Belgique, de manière générale ?

PB 1 : Je vais vous dire. Je suis complètement à côté de la politique en Belgique. Je sais pas qui se passe à Schaerbeek. Ça m'intéresse pas.

PR : Mais pas forcément de politique ça peut être des choses de toutes sortes qui se passent dans votre commune, je saurais pas vous dire exactement mais...

PB 1 : Oui mais, écoutez, je suis à côté de ça, je suis à côté de ça parce que, bon euh, si un jour... Non mais c'est rare que je... Non.

PR : Et la même question mais pour le Portugal. Est-ce que vous suivez un petit peu l'actualité du Portugal ?

PB 1 : Oui

PR : Donc vous suivez plus l'actualité du Portugal...

PB 1 : Oui. Je suis plus les choses du Portugal

PR : D'accord. OK, euh, donc voilà, ça c'était la question plus générale. Maintenant on commence à se concentrer un peu plus sur la question du vote. Vous m'avez déjà répondu

mais je vais reposer la question. Vous avez le droit de vote pour les élections communales et les européennes. Est-ce que vous participez ? Est-ce que vous votez ? Et pourquoi ?

PB 1 : Non, ici je vote pas. Je vote pas parce je veux dire bon, on reçoit les papiers pour s'inscrire, tout ça, mais j'ai jamais, bon... Je suis pas intéressé à ça. Moi, je préfère Portugal

PR : Mais par exemple, quand il y a des questions de gestion des poubelles ou des écoles, des choses qui ont quand même des liens avec votre quotidien en général...

PB 1 : Oui...

PR : C'est quand même ici que ça se passe...

PB 1 : Oui, mais...

PR : Vous avez peut-être confiance dans la manière que les choses sont gérées par les politiques belges ou c'est pas par-là ?

PB 1 : Écoutez, je connais rien du tout à ce point. Je suis complètement à côté.

PR : D'accord...

PB 1 : Je suis complètement... Ça ne m'intéresse même pas.

PR : Ok. Donc il y a vraiment un intérêt qui est très peu...

PB 1 : Oui...

PR : Qui est très faible à ce niveau-là. Ok. Alors la même question mais pour le Portugal, est-ce que vous vous participez aux élections portugaises ?

PB 1 : Oui, je participe aux élections portugaises. Je sais pas, je me sens plus à l'aise avec la langue portugaise que langue française. Bon, je parle français, je me débrouille mais je me sens plus à l'aise avec la langue portugaise que la langue française.

PR : Vous pensez que ça peut être ça aussi, le fait que vous n'êtes pas à l'aise à 100 %...

PB 1 : Oui.

PR : Avec le français...

PB 1 : Oui...

PR : Fait que, qu'il y a certains thèmes que vous ne comprenez pas aussi bien que si c'était expliqué en portugais ?

PB 1 : Voilà, tout à fait, c'est ça. C'est, c'est ça les motifs que je suis pas intéressé à la politique en Belgique.

PR : Ok. Et est-ce que pour la politique belge, pour les élections communales belges, est-ce que vous pensez que c'est important de participer ou est-ce que c'est, en fin de compte, est-ce que ça ne fait pas de grande différence ? Quelle est votre opinion ?

PB 1 : Non, écoutez, les élections, c'est toujours important de participer. C'est ici, c'est au Portugal, c'est partout. C'est toujours important de participer. Mais moi personnellement, je participe pas parce que je vais vous dire, franchement, ça ne m'intéresse pas. Ça ne m'intéresse pas, je suis pas à l'aise pour discuter la politique belge comme je discute la politique portugaise.

PR : Ok. Très bien, très bien. Alors. Là, c'était une opinion personnelle, c'était votre opinion personnelle, et maintenant si vous deviez donner votre opinion sur la communauté portugaise en général, parce que je vous l'ai expliqué tout à l'heure, il y a très peu de Portugais qui votent pour les élections communales en Belgique par rapport aux Espagnols, par rapport aux Italiens, par rapport aux Français... À votre avis, pourquoi est-ce que si peu de Portugais votent aux élections communales belges. Est-ce que ce serait des raisons semblables aux vôtres... Quelle est votre opinion par rapport à ça ?

PB 1 : À mon avis, c'est les mêmes motifs. Je suis sûr de cela. Parce que je me sens pas à l'aise. Voilà, c'est ça que, à mon avis, je crois que c'est ça.

PR : Ils sont pas à l'aise et donc, c'est comme s'ils ont pas envie de faire une bêtise...

PB 1 : Voilà.

PR : Parce que c'est quelque chose qu'ils ne...

PB 1 : Parce que ici, on connaît même pas... Les, les projets ni l'un, ni l'autre, ni ça, ni là. Et c'est ça, par exemple, le Portugais, on est plus à l'aise à lire, un projet parce que c'est notre langue maternelle. Ici, non. C'est différent. Et à mon avis, la plupart des Portugais qui participent pas à des élections belges, c'est à cause de ça.

PR : Ok. Et donc, vous pensez alors indirectement que les Italiens ou les Espagnols, alors, sont plus à l'aise avec le français ?

PB 1 : Je peux pas parler de lui mais...

PR : Comment est-ce que vous pouvez expliquer que d'autres communautés étrangères participent un peu plus ?

PB 1 : Par exemple, la communauté française, elle participe plus parce que c'est la même langue.

PR : Ça c'est vrai.

PB 1 : Voilà, ça, c'est la même langue. Et les Italiens, je sais pas mais... Ou ils sont plus à l'aise que nous ou... Ça, c'est une question à vous répondre, un peu euh...

PR : Parce que les Espagnols, ils ont un profil qui est probablement, qui ressemble beaucoup au profil des Portugais...

PB 1 : Oui, oui, oui. Mais je sais pas vous répondre à ce niveau-là. Je ne sais pas parce que chacun, euh... Je sais pas.

PR : Alors, il y a justement une théorie que je vais plus ou moins vous expliquer ici. Pendant un peu plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment beaucoup d'années avec Salazar.

PB 1 : Oui, oui...

PR : Est-ce que vous pensez que cela a pu avoir un impact sur, justement, la participation électorale des Portugais, donc sur la participation des Portugais à des élections en générale, que ce soit en Belgique, ou que ce soit au Portugal. Est-ce que vous pensez justement que cette théorie a quelque chose d'intéressant à retenir ou pas ? Pensez-vous que le fait que le Portugal ait vécu dans une dictature très longtemps a pu éventuellement avoir un impact sur le fait que les Portugais ne participent pas beaucoup à des élections ?

PB 1 : Je sais pas, je ne sais pas...

PR : Ça vous semble, euh,.. Parce qu'en fait, ce que cette théorie défend, c'est que si une communauté, comme la communauté portugaise n'a pas beaucoup d'expérience démocratique...

PB 1 : Oui...

PR : ... N'a pas vécu très longtemps en démocratie, comme la France, comme la Belgique, qui n'ont pas eu de dictature comment il y a eu au Portugal, et bien que justement, quand on vit dans un pays où il y a une dictature, où il y a pas beaucoup de liberté d'expression, où il y a pas de liberté de presse et que pendant de longues années, il y a pas eu beaucoup de partis politiques, il y avait qu'un seul parti...

PB 1 : Oui...

PR : ... Et donc que ces petites choses font que les gens ne sont pas habitués à avoir une opinion politique, ne sont pas habitués au débat, ne sont pas habitués à participer parce que le régime voulait que les gens ne participent pas, qu'ils ne dérangent pas.

PB 1 : Non mais à ce point-là, je vais vous dire. Cette génération, maintenant, ils votent de moins en moins. Par exemple, la génération de mon père, là, tout le monde votait. Mais après la dictature de Salazar, attention... Maintenant, je crois que tous les gens ils s'en foutent parce qu'ils disent que les politiciens sont tous les mêmes, que ce soit l'un ou l'autre, qu'est-ce qu'ils aiment, c'est arrivé au top. Et voilà. Ils disent une chose mais après il fait jamais. C'est pour ça que les gens ils laissent tomber. Parce que vous voyez au Portugal, avant, il y avait beaucoup, beaucoup de gens qui allaient voter et maintenant, la déception c'est énorme. Les gens ils ont plus de confiance aux politiciens.

PR : Donc, vous considérez que, après la dictature, il y a eu une période où les gens ont beaucoup voté...

PB 1: Oui.

PR : Et qu'après petit à petit...

PB 1 : Voilà.

PR : Il y a eu de plus en plus de méfiance par rapport au... de méfiance et de déception...

PB 1 : À mon avis, c'est ça les motifs que les gens ne votent pas beaucoup.

PR : ... Et les gens vont de moins en moins participer. Ok, très bien. Et par rapport à votre, à votre famille, est-ce que vous avez l'habitude, à table de parler de questions d'ordre politique que ce soit de Belgique ou du Portugal. Est-ce que ça peut arriver ?

PB 1 : C'est rare. C'est rare mais avant ces dernières élections, ma femme, elle parlait de temps en temps ici de : « qu'est-ce que tu penses de s'inscrire à la commune pour aller voter et ça et là » mais c'est pas le cas parce qu'elle s'est pas inscrite. Mais, mais c'est rare qu'on parle de la politique. Ici si on parle de la politique, c'est pour critiquer l'un et l'autre.

PR : Et dans, dans votre famille quand vous, vous étiez plus jeune, c'était un peu la même chose aussi ?

PB 1 : Non, c'est différent. Moi, au Portugal, avec mon père, par exemple, moi j'ai deux choses, les clubs, les partis, je change jamais. C'est que notre papa, nos parents disaient voilà, si ils sont de ce parti-là, nous on suivait toujours. Moi je serai toujours jusque, jusqu'à toute ma vie, Parti Socialiste comme je suis FC Porto. Mais là, on participait beaucoup dans mon village au Portugal. Mais là, c'est les pré-élections.

PR : Vous sentez qu'il y a une grande différence ?

PB 1 : Enorme. Enorme.

PR : À quel niveau, par exemple ?

PB 1 : Niveau entre la dispute entre un parti et l'autre. Les gens ne se parlent même pas pendant quelques temps... Non mais c'est vrai hein, pendant les élections, c'est une euh...

PR : Grande rivalité...

PB 1 : Voilà, c'est une rivalité énorme. Mais pour les élections locales.

PR : Pour les locales...

PB 1 : Écoute, c'est la folie. Là-bas, c'est la folie. C'est pour ça que je te dis avant j'ai pris ma carte d'identité avec les adresses du Portugal pour aller participer à ces élections-là. C'est des élections qu'on vit. Mais là, à ce sujet-là, je crois qu'à mon village au Portugal, les gens ils vont même pas pour les gens qui sont candidats. Là, c'est le parti.

PR : Ah oui, c'est d'abord le parti...

PB 1 : Voilà.

PR : C'est d'abord le parti avant la personne.

PB 1 : Ici, qui est-ce qui gagne, c'est le Parti Socialiste. Voilà. Mais quand il y a, pendant, avant les élections, les gens se laissent pas parler et tout. Non, c'est incroyable.

PR : C'est vrai que c'est très différent.

PB 1 : J'ai jamais vu en Belgique. Non, il y a même des bagarres et tout (rires) ! Non, non, non... C'est vrai, hein.

PR : C'est vraiment très sérieux... On a bientôt fini. Alors, il y a encore une théorie qui est plus ou moins liée à celle-là, c'est qu'il est possible que la communauté portugaise ne participe pas aux élections communales belges parce qu'en fait, elle ne veut pas se faire remarquer. Les Portugais, ne voudraient pas participer, ne voudraient pas voter pour rester discrets. En fait ça serait volontaire, c'est une initiative qui est voulue par la communauté portugaise dans le but de faciliter son intégration. Donc, de ne pas participer, de ne pas voter pour ne pas déranger, par exemple, la population belge. Pour que les Belges ne se sentent pas... Est-ce que vous pensez que ça pourrait être cela ?

PB 1 : Peut-être... Mais moi je crois pas. Moi je crois que la mentalité des Portugais, c'est voter au Portugal. La plupart des Portugais, leur idée c'est voter au Portugal. Bon, ils sont ici comme moi, attention, mais moi je vais vous dire franchement, j'ai pas dans mon idée de voter en Belgique.

PR : Donc en fait il y a vraiment une grande distance...

PB 1 : Pour moi, oui...

PR : Par rapport à la vie politique locale belge, il y a vraiment une grande distance même s'il y a des gens qui, par exemple, vivent ici depuis 20 ou 30 ans alors que ils n'ont vécu que 15 ou 20 ans au Portugal. Ils ont, la majorité de leur vie, la majorité du temps de leur vie, vécu en Belgique mais même comme ça ils sentent une plus grande distance vis-à-vis de la Belgique.

PB 1 : Tu as mon cas.

PR : C'est votre cas...

PB 1 : C'est mon cas.

PR : C'est votre exemple...

PB 1 : C'est mon cas. Moi je suis ici depuis 91, ça fait déjà 20 et quelques ans, j'ai jamais eu envie de voter ici en Belgique parce que ça m'intéresse pas. Par exemple, j'aimais bien aller partir au Portugal en avion. Bon, c'est vrai que la vie, parfois c'est pas facile de partir au Portugal en avion, pour participer aux élections au Portugal. Maintenant, on a la facilité de voter ici euh... En représentation du Portugal pour les élections européennes. Bon, ça va mais moi j'aime bien aller voter là-bas pour les, pour les élections locales.

PR : Et pour les élections locales en Belgique, est-ce que vous trouvez que pour un étranger, que c'est facile de s'inscrire ?

PB 1 : Oui, facile, oui. Ça oui. Mais moi franchement, j'ai jamais eu envie de m'inscrire. Jamais.

PR : Et, est-ce que vous trouvez que, qu'est-ce que vous pensez de la procédure pour s'inscrire ici en Belgique, est-ce que vous pensez que ça devrait être fait autrement ou, ou comme, comme ça l'est maintenant... Donc, très souvent, on dit qu'il faut aller à la commune pour remplir un papier...

PB 1 : Moi à ce niveau-là je vais vous dire franchement, je ne sais pas comme ça fonctionne. Bon, je reçois le papier dans ma boîte à lettres. Mais si on doit le remplir... Non mais je crois qu'on le remplit et on l'envoie directement à la commune...

PR : Oui...

PB 1 : Mais après, après, après je sais pas. Je sais pas.

PR : Est-ce que vous pensez que ce serait le fait que ce soit, que le vote soit obligatoire en Belgique, que ça peut aussi freiner les gens ?

PB 1 : Je crois que c'est un motif aussi. Parce qu'une fois que tu es inscrit, tu es obligé d'y aller. Parce que sinon tu payes une amende. Et je crois que c'est ça le problème.

PR : Ça aussi, ça, ça freine euh...

PB 1 : Par rapport, là-bas au Portugal. Tu vas voter oui, si tu veux pas voter, tu votes pas. Mais je crois qu'ici un des grandes problèmes, c'est ça. Et si tu dois partir en week-end ou quelque part, si il y a des élections, tu dois voter parce que sinon tu vas recevoir une amende. Parce que tu es inscrit pas. Ça, moi je... À ce point-là, je trouve pas bien. C'est mon idée parce que le vote est libre. Chacun il fait qu'est-ce qu'il veut. Maintenant, on est obligés d'y aller... Pour moi, à mon avis, pour la communauté portugaise, la plupart des gens, ils vont pas voter, c'est à cause de ça.

PR : Et quel serait le plus grand facteur qui empêche la communauté de participer. C'est le manque d'intérêt ou ce serait le vote obligatoire ?

PB 1 : Non, en fait, en fait, je vais te dire. Je crois que les problèmes de gens portugais qui votent pas en Belgique, c'est qu'après ils croient qu'ils peuvent pas voter au Portugal. Maintenant, à ce point-là... Pardon, j'ai pas bien compris la...

PR : Qu'est-ce qui serait le facteur, le motif qui empêcherait le plus les Portugais de voter en Belgique ? Ça serait un manque d'intérêt, ça serait un sentiment d'une distance trop grande avec ce qui se passe en Belgique ou ça serait plutôt parce que le vote est obligatoire, que les gens ne veulent pas être...

PB 1 : À mon avis, c'est à cause d'être que le vote est obligatoire.

PR : Ça, ça serait un motif encore plus grand alors ?...

PB 1 : Pour moi, oui.

PR : ... Qui empêcherait les gens de faire le pas.

PB 1 : Parce que tu vois, si on avait la facilité, par exemple, de voter ici et au Portugal. Parce que je ne comprends pas pourquoi on peut voter ici et au Portugal pas. Ça c'est une question... Bon, j'ai jamais abordé cette question avec les gens qui travaillent à la commune. Mais, par exemple, si on pouvait voter ici, et s'il y a des élections au Portugal, et on pouvait voter au Portugal, peut-être que moi je m'inscris ici dans la commune pour voter. Ça, c'est un vrai motif aussi. Bon, à part que, ça m'intéresse pas la politique en Belgique, mais peut-être si on avait cette facilité d'ici et au Portugal, peut-être que moi je m'inscris ici.

PR : Donc, en fait, c'est pas parce que vous êtes contre...

PB 1 : Non, non, non !

PR : ... C'est parce que vous n'êtes pas très informé ou intéressé... C'est plutôt ça. C'est pas parce que vous êtes contre.

PB 1 : Non, non, je suis pas contre. Attention, moi je suis pas contre. Mais pour moi... Tu es obligé d'y aller et ça pour moi, écoute euh... Ca moi, écoute je supporte pas.

PR : Il y a quelque chose qui se passe aux Pays-Bas, c'est que les européens, contrairement à la Belgique, pour les élections communales, ici on doit s'inscrire, remplir le papier... Aux Pays-Bas, c'est différent : tous les européens sont automatiquement inscrits, et donc, ils ont exactement les mêmes droits que les Néerlandais. Ils sont tous automatiquement inscrits. Bon, le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas, c'est un contexte différent mais qu'est ce vous pensez de ça ? Que justement, l'inscription est automatique pour tous les citoyens des Pays-Bas, Néerlandais ou pas, et qu'ils puissent voter aux élections locales ?

PB 1 : Je suis pas du tout opposé, au contraire. Comme je t'ai dit, bon, s'il y avait la facilité, comme tu viens de dire, en Hollande, tous les européens peuvent voter et qu'ils fassent la même loi en Belgique, moi, ça me dérange pas mais que on peut aussi voter au Portugal. Là, je suis tout à fait d'accord. Tout à fait d'accord mais je sais pas si ça, ça sera possible ou pas.

PR : Je pense que c'est possible...

PB 1 : Si c'est possible...

PR : Et si, que pensez-vous si le système aux Pays-Bas était implémenté en Belgique mais avec le vote obligatoire. Donc que tous les étrangers européens soient automatiquement inscrits pour pouvoir voter aux élections communales belges mais qu'après, que le vote soit obligatoire ? Est-ce que pour vous, ça serait eu... Comment est-ce que vous verriez ça ?

PB 1 : Non mais...

PR : Voilà demain, tout le monde est inscrit pour voter. Tout le monde.

PB 1 : Oui. Obligatoire, mais pas...

PR : Qui n'empêche pas de voter au Portugal...

PB 1 : De voter au Portugal... Mais je suis tout à fait d'accord mais une amende ou là ou l'autre, je sais pas si tu comprends. On est libres, on fait qu'est-ce qu'on veut, on doit voter. Et si on met la loi que c'est obligatoire d'y aller, mais pas d'amendes. Là je suis tout à fait d'accord. Mais qu'on puisse après voter au Portugal aussi.

PR : Que ça n'empêche pas de voter au Portugal...

PB 1 : Voilà. Là, je suis tout à fait d'accord.

PR : Merci beaucoup pour votre temps, on est arrivés à la fin de l'entretien, est-ce que vous avez quelque chose à ajouter ? Vous avez peut-être pensé à dire quelque chose mais que vous vouliez peut-être pas interrompre l'entretien ? Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ?

PB 1 : Non, ça va, ça va.

II. Entretien PB 2, Bruxelles le 18 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Très bien. On va commencer. Comme j'ai dit, on va commencer avec des questions plus générales et on va de plus en plus approfondir. Alors, la première question... La première question, c'est... Je voudrais que vous me racontiez votre parcours jusqu'en Belgique. Qu'est-ce qui a fait que, que vous avez quitté le Portugal ? Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez quitté le Portugal et pourquoi est-ce que vous avez choisi de venir ici, en Belgique ?

Portugais de Belgique 2 (PB 2) : Ok. Bonjour. Voilà, mon parcours c'est tout simplement... Voilà, j'avais 17 ans, j'ai quitté mon pays parce que voilà, il y avait pas d'avenir pour moi. Et voilà, mes parents n'avaient pas beaucoup de moyens non plus pour me... Voilà, ce qui est logique, tout à fait. Et voilà, j'ai atterri ici par hasard, par des amis que j'avais ici et... Et on est venus tous ensemble..

PR : C'était via des amis alors... Des connaissances qui étaient déjà ici...

PB 2 : Déjà ici, voilà... Et voilà, ça fait 30 ans que je suis là.

PR : Et du Portugal, ils étaient du même village ?

PB 2 : Du même village, voilà. Des gens du même village. Du même âge, du même village. On a tous pris notre valise en carton, on a atterri en Belgique.

PR : D'accord. Tous assez jeunes, j'imagine.

PB 2 : Jeunes, jeunes, à 17 ans, oui.

PR : Et est-ce qu'au jour d'aujourd'hui, vous avez un projet de retourner au Portugal ? Est-ce que vous avez un plan à court terme ou à moyen terme de retourner vivre au Portugal et pourquoi ?

PB 2 : Euh... Voilà peut-être que oui. Actuellement oui... j'envisage oui... Peut-être pas tout de suite mais j'envisage de retourner parce que voilà, voilà, les enfants grandissent et elle est partie aussi au Portugal donc... Et ça donne envie aussi... On sait jamais les petits-enfants plus tard et vieillir un peu au soleil, et vieillir un peu au soleil...

PR : Et c'est plutôt ça qui vous a influencé à aller au Portugal, à vous imaginer retourner au Portugal, que votre fille aille au Portugal ou vous avez toujours eu cette idée de retourner ?...

PB 2 : Non, c'était récemment, c'était récemment... Donc, elle a fait ses études ici et voilà, après son départ donc, euh... Voilà, ça nous motive aussi un peu de... Comme le pays va un

peu mieux, donc ça remonte un peu... J'attends ma pension (rires) pour pouvoir partir peut-être, on sait jamais ! On sait pas ce que la vie nous réserve. Mais mon envie c'est quand même de... De terminer...

PR : Mais si elle revenait ici peut-être que vous...

PB 2 : Voilà, je changerais d'avis. Voilà...

PR : D'accord...

PB 2 : À ce moment-là, je changerais d'avis, peut-être oui, parce que c'est quand même, j'ai vécu ici plus d'années qu'au Portugal, donc, c'est mon pays quoi, en fait...

PR : Vous vous sentez bien ici ?

PB 2 : Ici, oui. Oui, oui, c'est mon pays donc voilà je... Voilà, j'ai tout ici. Donc...

PR : Vous avez pas la double nationalité ?...

PB 2 : Non, non, ça j'ai pas. Je sens pas le besoin, voilà. J'ai tout construit ici, voilà. J'ai ma maison, j'ai mon travail, j'ai mes amis qui sont ici, la plupart, ils sont aussi donc... Voilà, donc, ma vie est ici quoi...

PR : Et vos amis, ils sont plutôt Portugais, ils sont plutôt d'autres nationalités ?

PB 2 : Oh, c'est un mix...

PR : Un mix ? Est-ce que vous avez l'habitude de fréquenter des milieux portugais ?

PB 2 : Non, pas du tout, non. J'ai des amis Portugais mais je fréquente pas les endroits... Donc, voilà, c'est un peu la routine, travail, maison et un peu sortir... Voilà. Mais avec des copains, un peu mixte, de tout quoi...

PR : Est-ce que vous considérez que vous avez peut-être plus fréquenté le milieu portugais quand vous êtes arrivé en Belgique ?

PB 2 : En Belgique. Voilà... Oui, oui... J'avais le besoin à ce moment-là. On avait le besoin de se sentir un peu chez soi...

PR : Ça facilitait l'intégration ?

PB 2 : Ça facilitait un peu l'intégration et voilà, de voir un peu la vie des autres aussi qui étaient là depuis longtemps... Donc et voilà, ça facilitait aussi un peu l'intégration...

PR : Et petit à petit vous avez de moins en moins fréquenté les milieux portugais, les cafés ou les restaurants, les associations...

PB 2 : Voilà, quand on a pris nos repères, on a du travail, donc... Voilà donc, à ce moment-là, bah... On commence un peu à voir comment ça se passe ailleurs aussi chez les autres...

PR : Et comment est-ce que vous avez connu ces...

PB 2 : Par rapport au travail, beaucoup de contacts donc euh... Dans mon travail j'ai pas mal de contacts donc... Et après, avec le voisinage, avec les gens du quartier, ça se passe très bien.

PR : Ok. Ok, très bien. Et par rapport... Votre opinion par rapport à la communauté portugaise ? Donc là, on parle plus de votre expérience personnelle mais de votre opinion par rapport à une communauté. Comment est-ce que vous voyez la communauté portugaise, est-ce que vous pensez que c'est une, une communauté plutôt ouverte, qui, comme vous, par exemple, ce sont des gens qui ont un mix d'amis dans les nationalités, des gens qu'ils fréquentent ? Ou qui ne sont pas forcément fermé dans un milieu portugais ou alors, en général, vous pensez que c'est une communauté plutôt fermée ? Et donc, une communauté qui est un petit peu recroquevillée sur elle-même et qui a un petit peu de mal à s'ouvrir sur les autres, sur... Et à s'ouvrir au pays dans lequel elle vit ?

PB 2 : Oui je crois. C'est une communauté un peu fermée, quoi. Ils vivent un peu en... Enfin, tout dépend un peu de la mentalité des gens, d'où ils viennent, de quel endroit ils viennent. Mais je pense que c'est une communauté un peu fermée, qui reste souvent dans leur petit milieu, milieu de confort... Donc, et qui souvent la plupart, un tiers, ne s'adapte pas du tout au pays, donc, euh...

PR : À quel niveau est-ce que vous pensez qu'ils ne s'adaptent pas ?

PB 2 : Mais la langue, déjà. Beaucoup la langue.

PR : Vous pensez qu'il y en a beaucoup qui ne parlent pas le français ou le néerlandais...

PB 2 : Beaucoup, beaucoup. Parce qu'ils fréquentent que les endroits portugais, donc... Ils travaillent qu'avec des Portugais, donc... Ils sont, forcément... ils parlent que le Portugais entre eux donc... Mais le reste, ils vivent que... Voilà entre eux. Très souvent, ils vivent entre eux parce que leur idée, c'est de venir ici, gagner de l'argent et repartir. Mais bon, après les années passent mais... Ça c'est quand même qu'une partie quoi...

PR : Donc, vous pensez qu'il y en a beaucoup qui pensent s'installer ici temporairement...

PB 2 : Temporairement, voilà...

PR : ... Qui viennent ici pour travailler exclusivement et ils oublient un peu de s'intégrer, de parler la langue du pays, et des choses comme ça ?...

PB 2 : Tout à fait, oui. Je suis sûr à cent pour cent... Et qui vivent entre eux donc, euh... Ils mangent que du portugais, ils boivent que du portugais... La plupart, c'est comme ça.

PR : Et est-ce qu'il y a des d'autres choses que la langue qui font qu'ils ne soient pas, qu'ils ne se sentent pas... Qu'ils ne soient pas vraiment intégrés au pays ? Est-ce que vous voyez d'autres choses ?

PB 2 : C'est dans leur mentalité, surtout les gens du Nord. C'est dans leur mentalité, c'est comme ça. Ils vivent dans leur milieu, il savent pas s'ouvrir à d'autres univers.

PR : Et vous pensez que c'est plus les gens du Nord...

PB 2 : Plus les gens du nord, oui. C'est des gens d'un autre milieu, d'une classe un peu plus euh... Enfin, de la classe moyenne quoi. Et qui restent très enfermés dans leur système quoi. Et qui... Leur but c'est venir ici et après repartir donc...

PR : Ok. Et qu'est-ce que, ... Est-ce que vous considérez que la communauté portugaise soit active dans la promotion du vote, dans la promotion des questions d'élections ? Ici, on parle plutôt d'élections communales belges ou des élections portugaises pour lesquelles les Portugais de l'étranger peuvent voter. Est-ce que vous pensez qu'il y a des initiatives qui ont eu lieu dans la communauté portugaise qui favorisent l'information, qui donnent de l'information par rapport à ça, qui encouragent les gens à voter ? Qu'est-ce que vous voyez par rapport à ça ?

PB 2 : Par rapport à ça, je vois que... En fait, je sais pas, j'ai pas de tellement de... Comment je vais dire ça... Il y a pas tellement... En tout cas dans la commune où j'habite, je sens pas du tout ça donc, parce qu'on a pas de représentant portugais déjà dans la commune même... Et je vois pas du tout... Voilà, après dans les autres communes, je crois qu'il y a peut-être une motivation plus élevée puisque il y a plus une concentration de Portugais par rapport à la commune j'habite... Mais le reste, je suis pas tellement... Je suis pas tellement dans ces communes-là, donc... Je sais pas comment ça se passe, là...

PR : Mais est-ce que vous considérez que vous êtes quelqu'un qui s'intéresse aux choses qui se passent dans votre commune ?... Vous habitez à Molenbeek... Dans votre commune, ou en Belgique en général. Vous êtes quelqu'un qui suit l'actualité, qui sait ce qui se passe ?

PB 2 : J'aime bien l'actualité mais... Après, en fait, j'ai quand même un parcours... J'habite dans une commune mais je passe la plupart du temps dans une autre commune donc, moi, la commune où j'habite c'est simplement pour bouger de mon domicile. Après, je m'intéresse un peu à tout ce qui se passe mais sans plus, donc, voilà...

PR : Un intérêt normal...

PB 2: Un intérêt normal... Un citoyen. Quand ça va, ça va et quand ça va pas, bah, on aime bien aussi être au courant de qu'est-ce qui va pas. Après, on aime bien, quand même, savoir un peu en général comment ça se passe ailleurs. Mais c'est une question politique que ça m'intéresse pas beaucoup quoi...

PR : L'actualité, c'est pas forcément politique, c'est général.

PB 2 : Oui, oui. L'actualité en général, j'aime bien quand même parce que c'est l'endroit où j'habite. C'est quand même mon pays d'adoption donc euh... Je m'intéresse quand même hein...

PR : Et par rapport au Portugal, vous suivez aussi l'actualité ?

PB 2 : Je suis quand même l'actualité...

PR : Mais vous suivez plus l'actualité belge ?

PB 2 : Je suis plus l'actualité belge. Oui, oui, c'est normal. C'est tout à fait normal. C'est là que je suis, c'est là que j'ai mes habitudes... Mais c'est là que j'habite donc euh... J'ai mon travail. J'ai toute ma routine qui est ici.

PR : Est-ce que vous pensez que le milieu dans lequel vous vivez au niveau du travail, par exemple, a pu avoir une influence sur le fait que vous soyez quelqu'un qui s'intéresse aujourd'hui un peu plus à l'actualité belge que l'actualité portugaise ? Ou si vous avez, si vous aviez travaillé dans un autre endroit, vous auriez eu la même vision...

PB 2 : La même vision, la même curiosité, voilà. C'est l'endroit où on aime quand même savoir qu'est-ce qui va, qu'est-ce qui va pas... Donc, on est quand même intéressés donc... C'est là où on habite, on aime bien sentir, se sentir en sécurité, se sentir bien. On est quand même un peu curieux de voir tout ça, quoi... Parce que même, c'est notre pays, quoi. Voilà.

PR : Et donc, là on va nouveau parler des élections communales. Vous savez que vous avez le droit de voter pour les élections communales. Est-ce que vous participez ? Est-ce que vous votez ? Et pourquoi ?

PB 2 : Mais actuellement... Je sais que c'est une bêtise que je vais dire mais... Là, voilà, comme je disais... Je suis en deux parties, je travaille dans un endroit, j'habite dans un autre. Je suis coupée en deux, donc, euh... Mais voilà, je viens d'un pays où on nous oblige pas à faire des choses, donc, euh... Je sais que c'est un devoir de citoyen mais, voilà, pour l'instant, je ne sens pas ce besoin-là, donc, je sais que c'est peut-être une bêtise de ma part donc, c'est

une erreur de ma part mais, voilà, donc, euh... Mais forcer à faire quelque chose que j'ai pas envie de faire, donc, euh... Moi, ça me... Ça déjà, ça me coupe un peu donc... Je sais qu'un citoyen qui ne vote pas n'a pas le droit non plus à la parole... Façon de parler, quoi... Donc je peux pas critiquer ce qui va, ce qui va pas si je veux pas donner mon avis, donc, euh... Je sais que c'est une erreur de ma part, donc, euh... On sait jamais plus tard si je le ferai. Je sais que ça serait très bien de le faire, donc, euh...

PR : Est-ce que c'est une question d'intérêt parce que, il y a beaucoup de gens qui disent « ça m'intéresse pas » ou est-ce que c'est plutôt une question de... « j'en ai pas vraiment besoin, je ne vois pas vraiment l'utilité »...

PB 2 : Voilà. Sur ce point-là. Oui, donc, je vois vraiment pas l'intérêt, donc, euh... Et je vois vraiment pas l'utilité donc pour moi, en tout cas, actuellement pour moi, je parle pour moi. Après je veux pas juger les gens qui... Voilà... Actuellement, quand on voit la politique européenne, moi ça m'intéresse pas beaucoup.

PR : Mais ici on parle de questions locales. Et par exemple, si vos enfants vont dans une bonne école ou pas, si vos enfants peuvent se promener en sécurité dans leur quartier ou pas, c'est quand même de votre intérêt.

PB 2 : Ah oui bien sûr.

PR : Parce que vous avez, j'imagine, envie que votre famille puisse grandir dans un environnement sain. Et tout ça a un rapport évidemment avec la commune donc... Comment est-ce que vous voyez par rapport à ça, votre participation, ou votre manque de participation en sachant que vous avez quand même quelque part un intérêt...

PB 2 : Oui bien sûr, je suis d'accord mais, voilà, là on arrive de nouveau...

PR : est-ce que vous considérez, est-ce que vous faites confiance aux politiques belges ? Vous pensez qu'ils font assez bien leur travail pour vous dire « j'ai pas besoin de voter vu que les choses se passent plutôt bien »...

PB 2 : Non, parfois c'est le ras-le-bol... Ras-le-bol parce que quand on voit l'actualité politique, en fait, voilà, on est un peu dégoûté aussi de tout ce qui se passe. Il y a des choses à améliorer et la politique actuelle, c'est un peu... Enfin, je parle pour moi, je parle par rapport à des opinions que j'ai aussi d'autres personnes. Donc c'est, c'est un peu le ras-le-bol aussi donc un peu... Pour qui voter ? Pour qui on va voter ? Pour qui on va pas voter ? C'est un peu, voilà... Il arrive un moment où on se dit ben voilà...

PR : Ça serait pas de la confiance mais plutôt de la méfiance...

PB 2 : De la méfiance...Et quand on voit l'actualité actuelle donc, voilà... C'est un peu de ras-le-bol.

PR : Et vous êtes plus méfiant vis-à-vis des politiques belges ou des politiques portugais ?

PB 2 : Non, des deux, oui. Des deux carrément... Je peux dire ce que je pense ?

PR : Oui...

PB 2 : Je crois que eux ils pensent qu'à eux, quoi... Donc, euh, le peuple va voter et le lendemain, il font quand même ce qu'ils veulent donc... Parfois notre opinion, on est un peu délaissés parce que notre opinion ne compte pas du tout en fait... Voilà, c'est surtout ça quoi, en fait, et tant ici ou au Portugal, c'est la même chose... Il y a pas de... On voit tout le temps les mêmes têtes, on voit tout le temps les mêmes personnes... Il y a pas de jeunes politiciens avec des nouvelles idées et on voit tout le temps les mêmes personnes. Donc ça, c'est un peu... Ça me coupe un peu déjà, ça me coupe un peu d'aller plus loin.

PR : Vous sentez que le système est un peu...

PB 2 : Oui, c'est une boule de neige... Un système implanté et on se lasse pas du pouvoir... C'est le pouvoir en fait. Et après, bah, voilà c'est, c'est, c'est... Quand je parle, je dis ça parce que 100% de personnes que je connais disent la même chose. En fait, ils sont tous... Et quand on voit l'actualité, c'est partout...

PR : Les gens, c'est des Portugais ou...

PB 2 : Des mélanges, un mix...

PR : Et tout le monde a plus ou moins le même discours ?

PB 2 : Bien sûr, oui...

PR : Donc il y a une méfiance...

PB 2 : Oui, il y a une vraie méfiance actuelle... Si on parle de sécurité, c'est ce qu'on voit actuellement, donc euh... Il y a un peu de laisser aller et je crois qu'on devait être un peu plus ferme... Et je sais que peut-être que ma voix serait aussi intéressante là-dessus donc, c'est pour ça que je peux pas trop m'exprimer. Si je donne pas mon avis non plus là-dessus donc... Mon avis c'est aller aux urnes, c'est voter et après voilà... C'est un peu voilà...

PR : Vous êtes un peu entre les deux...

PB 2 : C'est un peu le côté portugais qui revient, la mentalité portugaise qui revient... Voilà, on est pas obligés, on nous force pas donc je m'inscris pas donc euh... Mais peut-être dans le futur, je le ferai donc...

PR : Vous pensez que la mentalité portugaise, c'est un peu « je vais attendre. Je vais voir comment ça se passe et si ça si ça peut se passer sans moi, on laisse comme ça»...

PB 2 : Voilà, je mets de côté. C'est ça, tout à fait ça et, et, voilà. Et nous, on a toujours une mentalité : faut pas nous forcer à faire des choses. Faut pas nous obliger à aller voter. Si on a envie d'y aller, on va y aller...

PR : D'où est-ce que ça vient ça à votre avis ? De de cette mentalité où on se dit qu'on a pas envie d'être obligés ?

PB 2 : Mais oui... De chez nous, on vient avec nos racines, avec un pays assez ouvert et on aime pas trop qu'on nous force à faire des choses qu'on a pas envie de faire... Donc, c'est ce qu'on voit actuellement. Moi, je crois qu'ils devraient laisser le vote libre aux gens qui veulent aller voter. Mais obliger à faire quelque chose qui parfois, les gens n'ont pas envie de faire, donc voilà...

PR : Ça c'est votre expérience personnelle mais pourquoi est-ce que, selon vous, les Portugais de Belgique participent beaucoup moins que les Espagnols, ou que les Français, ou que les Italiens ?... Parce que c'est quand même une différence assez grande... Comment ça se fait ? Quels pourraient être les facteurs qui font que les Portugais soient un peu plus en dessous que les autres ?

PB 2 : Oui, justement. Par rapport aux mentalités, c'est des gens qui, qui vivent dans leur confort, qui vivent dans leur monde et ils vivent entre eux très souvent. Donc c'est une communauté, c'est fermé. Quand on voit, quand on fréquente des endroits, on parle tout le temps de la même chose. On s'intéresse pas beaucoup à la politique. Demandez à quelqu'un un nom d'un politicien belge, il le connaît même pas... Donc il s'intéresse pas beaucoup non plus. Et voilà quoi donc, c'est un peu notre mentalité à nous et c'est toujours... On vient ici et après partir... Alors que les Italiens, les Espagnols, c'est des gens qui sont là depuis des années et des années et voilà, ils se sont bien adaptés ici. Donc, quand on voit les Espagnols, ils parlent très bien le français. Certains, ils parlent même le néerlandais, ils s'intéressent beaucoup, ils s'intègrent beaucoup plus facilement que nous.

PR : Donc, j'entends deux choses, c'est que les autres communautés seraient un peu plus ouvertes. Et aussi que, pour le cas de la communauté italienne, qu'elle est installée en Belgique depuis plus de temps et donc éventuellement, qu'avec le temps, c'est ce que, au niveau de la communauté portugaise, ça pourrait... Ces questions-là pourraient aussi s'améliorer avec les enfants, les petits-enfants...

PB 2 : Oui, bien sûr. Ils sont là depuis longtemps, la relève a été faite, donc... Les enfants qui sont nés ici, les petits-enfants donc un peu la relève... Et, et quand on voit souvent l'état des pays, ces pays-là ou un autre pays, c'est des crises qu'il y a eu et tout ça donc, ça nous permet de rester ici quand même plus longtemps.

PR : Et votre fille à la nationalité belge ?

PB 2 : Non, non, elle a la nationalité portugaise mais elle est née ici en Belgique...

PR : Parce qu'elle avait pas vraiment besoin de ça...

PB 2 : Oui, on est citoyens européens. Donc, on a vraiment pas le besoin de.... Belge ou Portugais, donc euh... Elle est portugaise donc, si un jour plus tard, elle a envie, si elle revient en Belgique, pourquoi pas ? donc euh... Mais moi... Pourquoi pas donc euh... Je sais pas mais... Parce que j'ai pas le besoin, on n'a pas le besoin de traverser les frontières en Europe donc on a pas besoin du tout de tout ça... Mais je paye mes impôts ici donc je suis un peu, j'ai le même droit qu'un belge.

PR : On se rapproche tout doucement de la fin. En sciences politiques, il y a une théorie qui défend que... Au Portugal, on pourrait avoir une plus faible participation au niveau des élections à cause de la dictature qu'il y a eu. Donc, pendant plus de 50 ans au Portugal, il y a eu un régime autoritaire, une dictature avec Salazar, beaucoup d'années. Et est-ce que... Donc la question c'est de savoir si vous pensez que, que cela a pu avoir un impact sur la participation des Portugais à des élections au jour d'aujourd'hui. Parce que, par exemple, vivre dans une dictature, vivre dans un pays où il y a pas beaucoup de liberté d'expression, où il y a pas beaucoup de liberté de presse, où il y avait pas beaucoup de débat entre partis parce qu'il y avait qu'un seul parti... Donc, est-ce que vous pensez que le fait d'avoir vécu plus d'un demi-siècle dans un système antidémocratique fait que aujourd'hui, même après quand même plus de 40 ans... Maintenant, le 25 avril 1974, c'était il y a plus de 40 ans... Mais que à cause de ça, il y a quand même encore des choses qui font que les gens n'ont pas encore des habitudes démocratiques, n'ont pas encore cette culture démocratique de débattre, de participer, qu'on pourrait avoir plus dans des pays comme la France ou la Belgique qui n'ont jamais eu de dictature comme ça, ou du moins, il y a très, très longtemps... Est-ce que vous pensez que ça, ça peut avoir un impact ?

PB 2 : Non, je crois pas parce que quand je suis un peu la politique au Portugal ou ici... Moi je vois... Et le temps que j'ai habité là-bas, je vois quand même que c'est les personnes âgées qui vont voter. C'est peut-être les personnes qui ont peut-être vécu ça qui vont voter. Moi, je trouve que c'est la nouvelle génération, des gens maintenant, des jeunes, en fait... Voilà,

comme je disais tout à l'heure, c'est qu'ils en ont ras-le-bol et que l'avenir, ils le voient pas très souriant donc, et moi, je crois que c'est plutôt les jeunes actuels qui ne vont pas voter du tout. Ils préfèrent la plage, tout ce qui est loisirs, que d'aller se lever pour aller voter. Mais je crois que ça n'a rien à voir avec tout ce qui s'est passé il y a 40 ans. Moi je crois que c'est l'actualité, c'est le... C'est l'avenir qu'ils ne voient pas très brillant, très souriant et eux voilà, cette mentalité des jeunes maintenant qui ne sentent pas cette nécessité d'aller voter. Et quand on voit la politique actuelle aussi c'est que, voilà, c'est un ras-le-bol, en fait. Moi je pense que c'est un ensemble. Voilà parfois, je sais même pas expliquer, c'est chacun pense pour soi et je crois que c'est, c'est vraiment la, la nouvelle génération qui ne s'intéresse plus à ça.

PR : Qui ne s'intéresse pas et qui se méfie aussi...

PB 2 : Qui se méfie, voilà, oui. Qui se méfie, qui ne sent pas le besoin. Ils ne sentent pas le besoin parce que... Moi en tout cas, moi je voyais que c'était ces gens-là qui ont vécu ce temps-là, donc il y a 40 ans, et que maintenant, eux-mêmes ils se déplacent pour aller voter. Parce qu'ils ont vu le changement donc, ils ont vécu tout ça et...

PR : Ils accordent plus d'importance...

PB 2 : Ils accordent plus d'importance, voilà. Ils ont vécu tout ce... Ils ont vécu donc, il y a 40 ans donc, et eux, sont encore des gens qui ont leur valeur et que... Je veux pas dire que les gens n'ont pas de valeur mais... Voilà quand on voit la nouvelle génération de jeunes, je crois qu'un tiers voilà, ils s'intéressent pas du tout donc... Je crois que c'est un peu dans tous les pays aussi. Donc, je veux pas généraliser.

PR : Les nouvelles générations ont toutes tendance à être comme ça...

PB 2 : Voilà...

PR : Et il y a une, une autre théorie qui défend que la communauté portugaise ferait exprès de ne pas participer dans le but d'être discrète, de ne pas se faire remarquer pour faciliter son intégration. Qu'elle ne voudrait pas trop participer pour offusquer les nationaux, par exemple les Belges, ici, en l'occurrence, en Belgique... Il y a des communautés, par exemple, en France qui... Il y a des théories qui défendent que, par exemple, les Portugais de France ne participent pas beaucoup, ne votent pas beaucoup parce qu'ils n'ont pas envie de donner l'impression qu'ils sont trop présents et qu'ils pourraient être décisifs, par exemple, dans une élection communale. Dans certaines communes, ils sont tellement nombreux qu'ils pourraient être décisifs s'ils votaient tous... Et que donc, à cause de ça, pour ne pas déranger la population française, ils préfèrent ne pas voter, ne pas participer pour ne pas être un problème et donc, de cette manière-là, ils faciliteraient leur intégration...

PB 2 : Non, je crois pas...

PR : Les gens ne pensent pas à ça...

PB 2 : Mais non, on connaît quand même une communauté qui s'intègre, qui travaille donc... C'est pas une communauté qui doit pas avoir peur de tout ça donc... La question d'aller voter, si c'est ça la raison... Moi je trouve ça vraiment ridicule. C'est dommage quoi. Moi je trouve que c'est ce, comme je disais tout à l'heure, c'est qu'en fait, ils ont pas envie du tout de voter, c'est tout... Mais de montrer des données de leur avis, de toute façon c'est anonyme donc on sait pas qui a voté, qui n'a pas voté. On sait pas si c'est des Portugais ou si... Enfin voilà. Moi je trouve que c'est une excuse un peu farfelue quoi...

PR : C'est vraiment le manque d'intérêt.

PB 2 : Voilà, c'est le manque d'intérêt mais je trouve qu'en France il y a quand même une différence parce qu'il y a quand même beaucoup, ils sont quand même déjà, ils ont la nationalité française, donc, la plupart... C'est différent d'ici donc je crois que c'est une communauté différente par rapport à la Belgique. Donc ici, voilà, ici, je crois pas qu'il y a beaucoup de Portugais qui ont la double nationalité. J'en connais pas beaucoup. Mais de penser comme ça, moi je trouve que c'est un peu... J'imagine pas, donc... Voilà parce que le vote est quand même anonyme donc on sait pas qui a voté pour qui...

PR : Et par rapport à l'inscription, à la procédure, au formulaire d'inscription pour pouvoir voter aux élections communales belges, est-ce que vous, vous considérez que ce soit facile de le faire ? Est-ce que vous savez un petit peu comment ça se passe ?

PB 2 : Oui, parce qu'on reçoit quand même avant les élections un dépliant, on reçoit quand même à la maison un courrier. Donc si on a envie de s'inscrire, c'est très simple donc il suffit de remplir le formulaire et le renvoyer. C'est très simple.

PR : Vous trouvez que l'information passe plutôt bien ?

PB 2 : L'information passe puisqu'on reçoit le courrier. Chaque citoyen européen, dans la commune où j'habite il reçoit l'inscription, le bulletin d'inscription. Par rapport à ça, je crois qu'ils sont très ouverts là-dessus.

PR : Et donc, on en a parlé tout à l'heure. Vous, vous pensez que le vote obligatoire est un frein, empêche qu'il y ait plus de personnes de nationalité portugaise ou étrangère...

PB 2 : Je crois tout à fait, oui. Je suis à 100 % sûr que c'est ça. En fait, si on nous laisse le libre choix de pouvoir exprimer ce qu'on a à dire... Mais obliger les gens à faire quelque

chose... Moi je crois que c'est ça qui nous retient aussi. C'est ça qui nous freine un peu. Et des amendes et tout ça... Je crois que c'est ça qui nous freine un peu, oui...

PR : Et vous avez parlé, tout à l'heure, d'un manque d'intérêt, vous avez parlé d'un manque de confiance... C'est plus l'un que l'autre ? Les deux ensembles ?

PB 2 : Plus le manque d'intérêt, oui. En tous cas, dans notre communauté, je pense que c'est plus le manque d'intérêt, oui. Le ras-le-bol, un peu de tout quoi. Je crois que quand on voit un peu l'état des populations actuelles, je crois que c'est un peu le ras-le-bol, c'est un peu le manque... On s'en fout, on s'intéresse pas beaucoup... C'est un ministre un tel... Très souvent on sait pas qui il est, donc... Qui est ce ministre. Donc je crois que c'est un manque d'intérêt.

PR : Là, on parle quand même de personnes qui ont vécu jusqu'à leur 15-20 ans au Portugal et qui en suite, ont vécu 30 ou 40 ans en Belgique mais ils ont quand même un manque d'intérêt énorme pour des choses qui sont très locales, qui touchent fort à leur quotidien. Est-ce que vous pensez que les politiciens belges sont aussi fautifs par rapport à ça ?...

PB 2 : Bien sûr...

PR : Est-ce que vous pensez qu'ils ont failli à leur mission de ne pas promouvoir une plus grande intégration des populations immigrées ?

PB 2 : Ah mais je suis sûr et certain, à 100%.

PR : Parce que c'est quand même des gens qui agissent comme si ils vont rester ici temporairement mais ils le font pendant des décennies et peut-être que les politiciens belges se sont un peu...

PB 2 : Oui voilà, c'est ça. Je pense qu'ils se sont pas beaucoup intéressés aux immigrés et je crois que c'est aussi ça. Ils devraient quand même faire beaucoup plus pour que nous on s'intègre plus dans la communauté. Plus aussi du côté portugais, il faudrait des gens de la communauté européenne, ou des parlementaires européens qui viennent, qui s'expriment pour expliquer au Portugais moyen, au Portugais immigré, via des réunions, qui expliquent un peu tout ce qui se passe pour que les gens sachent un peu...

PR : Vous sentez un peu un manque de contact...

PB 2 : Voilà, un manque de contact... Il faudrait voir un parlementaire européen faire un débat, appeler le peuple portugais à se réunir, à aller expliquer un peu, les motiver pour aller voter et tout ça. En tous cas, moi j'entends pas parler de ça. Peut-être que ça existe dans un petit milieu mais en tous cas, dans ma commune, j'entends pas parler du tout de ça. Donc je

crois que ça c'est un manque aussi. Je crois que le côté politique, c'est un peu distancié du peuple aussi. Je crois que ça joue aussi.

PR : C'est intéressant ce que vous dites parce que justement, des candidats belges auront plus tendance à faire campagne auprès des belgo-marocains parce qu'ils ont la double nationalité et votent d'office. Mais ils auront beaucoup moins cette initiative auprès d'une communauté qui doit s'inscrire.

PB 2 : C'est ça le déclic qu'il fallait faire. Mais eux, ils cherchent que des votes mais ils pourraient aller vers les autres nationalités, voir comment ça se passe et savoir ce qu'ils pensent, avoir leur avis... Mais je crois que là, ça les intéresse pas beaucoup. Ce qu'ils veulent c'est récolter des voix.

PR : Et on est dans un cercle vicieux...

PB 2 : Voilà, et on fait la distinction entre certaines communautés. Il y a certaines communautés qui sont plus favorisées que d'autres. C'est mon avis, mon opinion. Après, je peux pas non plus trop critiquer parce que je suis dans mon... Je me sens bien en tous cas, je me sens bien où je suis.

PR : Et pour votre information, aux Pays-Bas, tous les étrangers européens, Portugais, Espagnols,... Ont automatiquement le droit de vote pour les élections communales aux Pays-Bas. Ils sont d'office inscrits sur les listes électorales. Bon, le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas. Ils ne sont pas obligés d'y aller mais en tous cas, tout le monde est inscrit, donc tout le monde est inscrit d'office. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 2 : C'est la meilleure des solutions : être inscrit d'office et puis laisser la liberté aux gens d'y aller. Est-ce qu'on a envie d'y aller, est-ce qu'on croit en cette personne-là... Est-ce que ce parti-là nous convient... Voilà, et laisser la liberté d'y aller. Ils sont inscrits d'office, donc il peut se lever le dimanche et voter tranquillement. Et pas les obliger à faire quelque chose. Mais ils savent qu'ils peuvent exercer leur droit, librement. Sans qu'on le force à le faire, voilà.

PR : Que pensez-vous si ce système était instauré en Belgique mais avec le vote obligatoire ? Donc, que tous les étrangers soient automatiquement inscrits mais avec l'obligation d'aller voter ?

PB 2 : Non, non. Je ne serais pas d'accord. Moi je trouve qu'il faut aller dans ce sens-là. Il faut quand même laisser un peu la liberté aux gens de dire ce qu'ils pensent et pas de les obliger à quoi que ce soit. On est dans des pays libres, heureusement... Et il faut pas obliger

les gens à faire des choix. Il faut laisser le choix aux gens de donner leur avis librement. Voilà, ils sont inscrits, ils y vont parce qu'ils croient en une personne, ils croient en un parti, ils croient dans un projet qui lui convient mais je crois que c'est l'idéal.

*PR : Et vous pensez que la communauté portugaise aurait une opinion semblable à la vôtre ?
Qu'elle serait réticente à l'idée que le vote soit obligatoire ?*

PB 2 : Je crois bien. Une inscription automatique mais sans vote obligatoire. Parce que si une personne portugaise s'inscrit dans une commune, pourquoi pas voter pour cette personne-là. Mais pas en tant qu'obligatoire, moi je trouve que c'est vraiment le plus grand frein.

PR : Très bien, on a fini les questions. Est-ce qu'il y a quelque chose que vous voudriez ajouter ? Quelque chose dont vous voudriez parler ?

PB 2 : On a fait le tour. Merci beaucoup.

PR : Merci à vous.

III. Entretien PB 3, Bruxelles le 18 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Les premières questions sont des questions très générales. Tout d'abord, moi ce que j'aurais souhaité, c'est que vous me racontiez un petit peu votre parcours jusqu'en Belgique. Qu'est-ce qui a fait que vous avez quitté le Portugal ? Pourquoi est-ce que vous avez choisi la Belgique ? Donc, si vous pouviez m'expliquer ça...

Portugais de Belgique 3 (PB 3) : Donc, voilà. Moi j'ai quitté le Portugal parce que j'étais à l'armée portugaise à l'époque. Et moi j'avais déjà milité dans des mouvements de gauche, disons comme ça. Des mouvements qui s'opposaient à la guerre coloniale. A l'époque, nous avions trois guerres : Angola, Mozambique et Guinée-Bissau. Et moi, j'étais pour l'indépendance des peuples, j'étais contre la colonisation. Et alors, au moment où je suis rentré dans l'armée, j'ai décidé que j'irais pas. J'étais certain que j'allais être convoqué. Donc, je suis rentré dans l'armée comme milicien. Donc, j'étais sergent-milicien. Et je suis resté 2 ans. Et au bout de 2 ans, j'étais convoqué pour aller au nord du Mozambique encore 2 ans dans une campagne militaire. Comme j'étais sergent, j'ai donné une instruction au Portugal, au corps. Et puis je devais partir. À ce moment-là, j'ai décidé de quitter le Portugal et j'avais toutes mes coordonnées, avec des amis, donc, pour aller en Suède. Mon intention, c'était d'aller en Suède. Et puis le hasard a fait que je suis parti avec beaucoup de péripéties puisque je suis parti tout seul. Arrivé à Bruxelles, j'avais une adresse, Carlos Fino, un journaliste parce que c'était un ami à moi du Portugal. Donc, je suis venu avec l'adresse, je suis venu avenue de la couronne chez mon ami Carlos Fino et donc, il me disait : « ah non, tu vas rester ici au lieu d'aller en Suède ». Moi je dis : « non, je veux aller en Suède ». Mais, je suis arrivé, je crois, jeudi. Et le vendredi, il m'a dit on va ouvrir un club portugais, à la rue du trône. « Donc, on va y faire un tour, tu peux venir avec nous » et tout ça. Donc vendredi, on y est allés parce que ça devait ouvrir samedi, faire les dernières retouches. J'y suis allé et j'ai trouvé que l'ambiance était extraordinaire parce que c'était tous des alentejanos⁷⁹. C'était de Campomaior, d'Elvas surtout, mais surtout, de Aljustrel. Le reste c'est tout de Aljustrel. Oh, j'ai trouvé l'ambiance tellement bonne, il m'a convaincu et le lundi, j'étais venu demander l'asile politique. Donc, je suis devenu réfugié politique en Belgique, comme ça. Et depuis lors, ça, dans les années 72. En 1972 je suis arrivé en Belgique. Et donc, comme j'étais arrivé en Belgique, à cette époque-là, il y avait beaucoup de travail, donc j'ai plusieurs boulots. Et j'en ai trouvé un dans la rue où j'habite maintenant. J'avais trouvé un boulot près de l'aéroport et dans ce boulot-là, je suis quand même resté longtemps, une quinzaine d'années. Et je suis

⁷⁹ Habitants de l'Alentejo, région au sud du Portugal.

arrivé là, et comme j'étais dans des mouvements de gauche au Portugal, il y avait aussi des Portugais qui travaillent-là. Tout de suite, je me suis mis dans le syndicat, la FGTB, et tout ça. Bon euh, mais après ça n'allait pas parce qu'il y avait que la FGTB qui était-là. Il y avait un petit monsieur qui était là, le délégué syndical qui... Il était dans un coin, il ne faisait rien. Et donc, il y a un réfugié tchécoslovaque qui est venu-là et qui était du syndicat chrétien. Et il m'a invité à venir au syndicat chrétien pour me présenter une autre liste pour qu'on se présente aux élections. Et c'est comme ça que je suis allé au syndicat chrétien parce que de l'autre côté, c'était endormi, c'était toujours avec le patron. Alors, je suis allé dans la CSC et je suis devenu délégué syndical et dès lors, je me suis engagé toujours. C'est comme ça que j'ai pris mes engagements politiques aussi : syndicalement et dans la vie politique.

PR : Donc très, très vite, vous êtes arrivé ici et très vite, vous vous êtes intégré dans le milieu syndical belge, et très vite vous avez eu des contacts avec la population belge. Même si vous ne parliez pas forcément très bien le français.

PB 3 : Je parlais déjà un peu, je me suis pas amélioré, c'est ça. Parce que j'ai vécu toujours avec des Portugais. On me comprend mais j'ai pas un français très net, disons ça comme ça. Mais bon, à l'époque je me débrouillais déjà un petit peu. Donc, c'était le secteur de transformation de papier et carton et donc, je me suis engagé directement. Même comme délégué syndical, j'avais le droit d'aller au comité régional de Bruxelles, donc je me suis engagé au comité régional de Bruxelles de la CSC. Et au bout de 3 ans, j'ai été élu au comité fédéral, donc les instances régionales de la CSC et puis quelques années plus tard, je suis devenu président de la section locale, à Ixelles, de la CSC. C'était un syndicat important parce que c'est quand même une commune de quelques milliers d'habitants, quelques milliers de membres, donc. Et là, j'ai été une quinzaine d'années président de la section locale.

PR : Et donc, aujourd'hui vous êtes pensionné depuis quelques années. Mais pendant tout le temps où vous étiez en Belgique comme travailleur, est-ce que vous avez eu le projet de retourner au Portugal à court terme ou moyen terme ? Ou vous aviez déjà l'idée d'être plus régulièrement Portugal à l'âge de la pension ? Qu'est-ce que vous aviez comme plan ?

PB 3 : Mon tout premier plan, c'était retourner au Portugal. Je devais participer à l'action politique là-bas. Disons que je suis venu en 72. En 74, il y a la révolution au Portugal. Il y a une circonstance assez bizarre. Donc, qu'est-ce que j'ai fait ? J'étais à la maison communale, j'ai remis tous mes papiers et je repars au Portugal. Et je suis parti au Portugal pendant... Je sais pas, 3 jours. Je suis arrivé là-bas, tout était arrêté. Les commerces n'étaient pas ouverts, les transports ne fonctionnaient pas ou fonctionnaient très mal. Il y avait des manifs, j'étais à Lisbonne, il y avait des manifs dans les villes, dans les villages, il y avait des manifestations

du matin au soir. C'était le comité de quartier, le comité d'usine, tout, tout, tout. J'ai été voir parce que j'avais besoin, j'ai été voir dans l'usine où j'avais travaillé et donc elle était fermée... Elle était tout le temps en grève. Donc, je ne pouvais pas rester là-bas, au bout de quelques jours, je suis revenu en Belgique. J'ai été redemander mes papiers. J'ai dû me réinscrire à la maison communale comme nouvel arrivant. Donc je sais pas parce qu'ils comptent toujours la date où je suis arrivé avant mais je sais que j'ai fait une réinscription à la maison communale, chose que plus tard, ça n'aurait pas été possible. Mais à l'époque, bon, on fermait beaucoup les yeux... À la maison communale, ils ont été gentils, ils m'ont accepté. Et moi pour une question économique, j'ai dû rester. Après j'ai connu une Portugaise, je me suis marié. Et comme je l'ai connu ici, elle avait sa vie ici, et donc s'est toujours dit on va retourner au Portugal, on va retourner mais les années ont passé, ont passé, ont passé et voilà, c'est maintenant que je pense vraiment retourner, maintenant que je suis déjà pensionné donc...

PR : Maintenant vous êtes plus souvent au Portugal qu'en Belgique...

PB 3 : Je suis plus souvent au Portugal qu'en Belgique maintenant que je suis pensionné, oui. Je pars, je reste quelques mois là-bas et je viens ici quelques mois donc... Voilà.

PR : Vous avez aussi de la famille ici ?

PB 3 : Non, pas du tout. J'ai mon fils ici, j'ai ma fille au Portugal. J'ai divorcé il y a pas mal d'années, donc, j'ai ma fille au Portugal, qui travaille là-bas et j'ai toute ma famille dans deux-trois villes dans l'Alentejo. Mais ils sont tous prêts les uns des autres. J'ai une grande famille, mais ils sont tous prêts les uns des autres. Ils sont tous très bien. Et donc je vais souvent maintenant là-bas. Je vais m'installer là-bas donc, c'est une question de mois...

PR : Et vous avez un parcours assez atypique contrairement à pas mal de Portugais de Belgique qui arrivent ici et qui, pour faciliter leur intégration, commencent par côtoyer surtout des compatriotes portugais et vous, vous avez directement un plus grand contact avec la population belge...

PB 3 : Ça, oui...

PR : Et comment ça se passait ? Vous aviez aussi eu des contacts portugais en arrivant via votre ami ou via le club à la rue du trône... Donc, c'était pour vous, c'était un mélange ? Vous étiez directement en contact et avec les Belges et avec les Portugais ?

PB 3 : Avec les uns et avec les autres parce que je me suis engagé de plus en plus, plus tard même, auprès de la communauté portugaise. La communauté portugaise a commencé à

grandir, parce qu'on était pas beaucoup au départ, et on se disait que la communauté portugaise allait disparaître parce qu'on va rentrer au Portugal, et effectivement, à partir de la révolution des Œillets, il y a peut-être 30% ou 20%, tout ce qui était le monde politique qui est rentré au Portugal, les autres sont restés. Mais avec les difficultés économiques là-bas, donc, la population a commencé à augmenter ici, et comme j'étais membre d'une grande association à intérêt, qui s'appelle l'APEB⁸⁰, et donc j'ai continué à être intégré, même si dans cette association, je me suis jamais engagé à travailler comme membre de la direction, puisque il y avait des choses qui plaisait pas tant, parce qu'elle était contrôlée, à mon avis, par un seul parti politique, qui imposait, disons, sa volonté. Et au fond ce n'était pas la volonté de ses membres. La volonté, elle était dictée au Portugal. Et donc, parce que j'ai encore participé dans l'achat d'un siège pour cette association, et on avait de l'argent à ce moment... Ils avaient de l'argent, la direction, et on a trouvé, je me rappelle de trois maisons qu'on aurait pu faire l'affaire et puis, bon, on a dit : « non, non. On a besoin de l'argent ici ». Et on a pas acheté, l'association. Et je connais des détails, ça vaut pas la peine parce que... Sinon on va encore dire que je suis un gars de droite qui est en train de critiquer, là... Et ça, je ne veux surtout pas. Et donc après cette association, j'ai eu deux enfants après, qui sont allés dans les écoles portugaises, et là j'ai commencé à travailler beaucoup, parce que j'ai trouvé un travail très intéressant auprès des enfants des écoles portugaises. C'est là que me suis engagé, j'ai été pendant huit ans vice-président de l'association des parents de l'école portugaise. Elle était déjà fondée quand je suis arrivé donc, elle avait déjà quelques années. J'ai beaucoup travaillé pour dynamiser cette association qui à l'époque était vraiment très forte puisqu'elle a même trouvé, chaque année, de l'argent pour payer aux élèves qui terminaient ses études, pour aller faire un voyage d'études au Portugal qui était très intéressant. C'était une motivation pour les élèves, pour réussir leur année puisqu'au bout, il y avait ce voyage au Portugal et ça c'est nous, quand j'étais dans la direction, qu'on a réalisé ça. D'ailleurs j'ai accompagné des années de suite les enfants au Portugal et donc, là je trouve que j'ai fait un travail beaucoup plus intéressant que dans une association où on passait le temps à discuter de football ou de ceci ou de cela.

PR : Donc vous connaissez bien la communauté portugaise. Et selon vous, est-ce que vous considérez, de par votre expérience, que c'est plutôt une communauté qui est ouverte ou si c'est une communauté qui est replié sur elle-même ?

PB 3 : Moi personnellement, je trouve, et j'ai compris après un certain moment, je trouve que c'est une communauté assez fermée sur elle-même. Elle s'entend bien avec les Belges, elle

⁸⁰ Association des Portugais Emigrés en Belgique.

communiqué beaucoup avec les Belges mais elle se rencontre toujours entre elle. Donc, c'est les associations, il y en a plusieurs. Disons que chaque couleur politique à la sienne. Les catholiques ont leur association et j'ai compris cette démarche parce qu'en étant à l'association des parents portugais, j'ai préparé un dossier pour avoir des subsides du marché commun pour cette association. Et ça a été refusé, j'oublierai jamais la raison et je me suis dit chapeau, ils ont raison, ces gens, ils sont quand même malins. Il y a quand même des gens qui savent. Les raisons c'était cela : c'est que tout était fait, toute la demande, tout le projet était fait pour joindre la communauté portugaise, pour qu'elle se développe, mais toujours la communauté portugaise. Il y avait rien qui intégrait la communauté portugaise à la communauté belge. Et pour ça, ils ont refusé. Et j'ai dit chapeau, ils ont raison. Parce que c'est dommage qu'on fasse un peu bande à part alors qu'on vit-là depuis 30 ans, 40 ans... Il y a des gens qui décèdent ici, qui sont ici toute leur vie, donc...

PR : Et par rapport, de nouveau à la communauté portugaise, est-ce que vous considérez qu'elle soit active dans le but de promouvoir le vote ou de promouvoir les élections belges ? Est-ce que vous, vous considérez qu'à ce niveau-là, la communauté portugaise a un papier, un rôle majeur dans la promotion du vote auprès de...

PB 3 : Elle devrait l'avoir, mais du fait que justement elle vit un peu repliée sur elle-même, elle n'a pas ce désir puisqu'elle vit entre elle. « Bah, je vais m'inscrire pour voter ! », « Oh non, ne fais pas ça parce que demain on doit jouer au football, ou demain on a le groupe folklorique »... Et donc comme elle vit sur elle-même, elle ne sent pas ce besoin de se dire, moi je dois participer pour que je puisse donner mon avis, si ma commune est propre, si mon quartier propre, les rues,... Ce que les gens oublient, c'est qu'ils vivent ici, ils payent les impôts ici, qu'ils payent leur gaz, l'électricité, qu'ils ont toutes les taxes, et donc pour ça, ils devraient aussi avoir des droits. Et ils négligent ces droits. Donc, ils se referment sur eux-mêmes. Résultat : ils ne votent pas. C'est vrai que la communauté portugaise vote très peu. Ces dernières années, elle a quand même voté parce qu'il y a eu quelques candidats... Donc, j'en suis un de ceux que... Je me suis présenté aux élections dans la commune où j'habite, comme candidat, et là, on a fait un effort pour inscrire des gens pour voter. Mais c'était très difficile, les gens ne veulent pas. Après, ils viennent : « bon, le vote obligatoire, on est obligés d'aller voter »... On doit lui expliquer que si un jour il veut arrêter, il peut toujours se désinscrire, comme c'est des étrangers, ils peuvent toujours... C'est des résidents mais d'origine étrangère, mais c'est des européens, ils peuvent toujours se désinscrire... Mais ça, ils ont peur. Et résultat, ils s'inscrivent pas. Et donc, c'est vrai que c'est dommage qu'il y en a

pas beaucoup qui participe alors qu'on a une communauté quand même très grande en Belgique, et surtout à Bruxelles.

PR : C'est vrai que le vote obligatoire est un argument qui revient souvent, c'est peut-être aussi le cas pour d'autres communautés étrangères... Mais les Portugais disent que... Certains Portugais que j'ai interviewé me disent que les Portugais n'aiment pas se sentir obligés de faire quelque chose. Est-ce que vous pensez qu'il y a quelque chose de culturel par rapport à ça ou c'est une coïncidence et que tous les étrangers en règle générale, qui s'installent ici, n'aiment pas cette idée du vote obligatoire ?

PB 3 : Non, il y a peut-être dans les plus anciens, il y a peut-être des raisons. C'est qu'on a vécu sous un régime fasciste, il y avait beaucoup d'obligations, on était obligés de faire ceci, de faire cela, et ça devait être suivi. Et les gens sont un peu contre ces systèmes d'être obligatoire. Alors que moi, personnellement, je suis pour le vote obligatoire. Ça doit permettre à tout le monde d'enlever son derrière de sa chaise et aller une fois dire ce qu'il pense. Bon, s'il n'est pas d'accord il peut voter blanc, mais il doit y aller, il doit bouger. Je trouve que c'est un bon système, je trouve que si un jour on veut vraiment faire participer les gens démocratiquement, il va falloir les obliger sinon ils ne vont plus voter. « Oh, c'est des politiciens, c'est toujours les mêmes, c'est de père en fils »... Ce qui est très vrai. Il y a beaucoup de cas mais c'est tout à fait normal. C'est comme dans le temps, un gars était menuisier, son fils devenait menuisier. Un gars qui était maçon, son fils devenait maçon. Donc, les politiciens, c'est à peu près la même chose. Son enfant qui voit son père aller dans le meeting, qui l'accompagne, qui voit des gens venir à la maison,... Il a la tendance pour ça. Il faut pas trop critiquer là-dessus. Mais ça sert d'excuses pour les gens pour dire « c'est tous les mêmes, c'est tous des magouilleurs, des pourris »... Tous les arguments pour ne pas voter.

PR : Il y a beaucoup de méfiance aussi par rapport aux politiciens en général ?

PB 3 : La méfiance pas, parce que les politiques belges ce sont des gens très communicatifs. Le politique belge, il va dans les cafés, il boit de la bière, il communique beaucoup, c'est pas comme les politiciens au Portugal qui sont... Il y a une plus grande distance par rapport à la population. Ici, ils sont quand même très proches mais bon, les gens peut-être culturellement, du temps du fascisme, au moins les plus anciens, ils n'aiment pas ce qui est obligatoire. Donc, c'est peut-être une des raisons, maintenant je me trompe peut-être... C'est peut-être une partie de la vérité, bon...

PR : Maintenant, si vous deviez me citer deux ou trois raisons pour lesquelles si peu de Portugais votent aux élections communales, par rapport aux Espagnols, ou aux Italiens, ou

les Français qui ont le double, le triple d'inscrits pour voter... Pourquoi est-ce que... Quelles seraient les raisons propres aux Portugais de Belgique qui feraient qu'ils votent moins que les autres communautés étrangères ?

PB 3 : Je trouve que la principale raison, c'est que tous les Portugais qui sont ici, ils se disent moi dans un an ou deux, je vais partir. Je vais rentrer chez moi. D'abord, ils viennent. Après, la chose qu'ils font, ils commencent à construire une maison au Portugal, ils partent chaque année là-bas pour construire deux-trois murs, et puis pour aller peindre chaque année la maison, embellir et faire quelque chose.... Ils se disent « moi je retourne l'année prochaine ou deux années après ». Et puis, il y a toujours quelque chose qui fait qu'on ne rentre pas. Il y a les enfants qui viennent, et puis les enfants vont à l'école, puis qui trouvent une fiancée et qui se marient... Et font que ces gens veulent retourner... Parce que ça j'ai remarqué chez les Portugais, ils veulent tous rentrer au pays mais pour finir, ils restent alors que les communautés étrangères, comme les Italiens, ils viennent, ils se disent « moi je vais faire ma vie ici ». Ils s'installent. Et ils participent comme moi j'ai participé. Mais avec aussi toujours l'intention de retourner... La mentalité portugaise... Mais j'ai participé. Les Italiens, ils participent. On le voit en Wallonie, dans le mouvement syndical, dans le mouvement des mutualités et tout ça. Une grande partie des travailleurs, c'est des Italiens ça parce que ce sont des gens qui sont engagés. Ils se sont dit dès le départ « nous on va rester ». Les Portugais, non. On est là mais on doit retourner. Et ça c'est un dilemme qu'ils ont.

PR : Donc, vous pensez que, très souvent, les Portugais se sont installés ici avec l'optique de retourner assez vite au Portugal...

PB 3 : Oui, oui. Ça, quand on parle avec eux, même ceux qui sont là depuis 20 ou 30 ans, c'est toujours pour retourner tout de suite, et puis il y a des choses qui se passent dans la vie, qui font qu'ils n'y retournent pas.

PR : Et donc à cause de ça, ils adoptent une posture où ils visent plutôt une émigration temporaire... Donc, ils limitent l'intégration, et qu'ils préfèrent privilégier des contacts avec d'autres Portugais et pas forcément avec des Belges, mais les années passent, ils restent quand même en Belgique, et ils se mettent dans une situation où, en fin de compte, ils ne s'intègrent pas aussi vite que quelqu'un qui pense s'installer ici directement...

PB 3 : Ils sont déjà, c'est vrai, très travailleurs, très serviables. Et souvent, ce qui arrive, c'est qu'il y a plusieurs crises. Comme ça, tous les 10 ans, il y a une bonne crise au Portugal et résultat, chaque fois, ils sont, disons, les sauveurs d'une partie de la famille qui est au Portugal. Et alors, quand il y a cette crise, ils reçoivent la famille. La famille vient, il y a un

frère qui arrive, ou une sœur, une belle-sœur qui arrive... Ils s'installent chez eux pendant un mois ou deux. Ils vont travailler, ils trouvent du boulot. Et puis ils restent, et la famille s'agrandit comme ça. Et ça fait grandir les attaches des gens, et sans qu'on se rende compte, on y reste. Et on se dit toujours on y va et on y va chaque année en vacances, et comme j'ai expliqué, une bonne partie des vacances, c'est pour travailler dans leur maison, surtout les gens du nord du Portugal, qui sont terribles. Ils ont des grandes maisons, ils sont des gens vraiment qui se battent pour leur bien. Mais... Je rencontre maintenant pas mal qui regrettent. On commence à voir les gens qui regrettent. Ils disent : « je veux vendre parce que ça m'intéresse plus ». D'autant que maintenant on doit déclarer tous ces biens ici, une fois qu'on est là et tout ça, et c'est en train de poser pas mal de problèmes aux immigrés.

PR : Et des gens que j'ai rencontré jusqu'à présent et qui me disent comme principale raison, pourquoi est-ce qu'ils ne votent pas, et bien tout simplement parce que ça ne les intéresse pas. Ils ne se sentent que très peu concernés par les questions locales, par ce qui se passe dans leur quartier, par ce qui se passe dans leur commune... Même s'ils sont depuis 20 ou 30 ans en Belgique... Ils disent « ça ne m'intéresse pas ».

PB 3 : Là, vous avez peut-être raison parce que je remarque, les Portugais ont une certaine façon de vivre. Dans sa façon de vivre, il ne veut pas empiéter sur la vie des autres. Il veut être indépendant, mais il ne veut pas non plus qu'on l'accuse qu'un Belge dise : « Bon, si nous on est arrivés là, c'est parce que ils ont choisi tel bourgmestre, tel ceci, tel cela ». Et le Portugais, ça l'intéresse pas, ça. Ça les intéresse la vie dans leur village au Portugal, mais pas ici où ils vivent, où ils habitent, parce qu'ils ont peur de causer, de participer à quelque chose qui ne leur appartient pas parce qu'ils ne sont pas Belges.

PR : C'est intéressant ce que vous dites puisque c'était une des questions qui allaient suivre. C'est qu'il y a une théorie qui existe, et qui défend justement qu'il est possible que la communauté portugaise ne participe pas aux élections communales dans le but de ne pas se faire remarquer, d'être volontairement discrète pour faciliter son intégration. Donc, justement, de ne pas déranger la population belge de manière à ce qu'il n'y ait pas de conflit, et qu'il n'y ait pas de problèmes, et ainsi de faciliter son intégration. Est-ce que vous êtes plutôt d'accord avec ça ?

PB 3 : Je suis un peu d'accord avec cette théorie parce que quand on examine tout ce qui se passe, c'est vraiment comme ça. Donc, point de vue les dames qui travaillent, par exemple comme... Beaucoup de concierges portugais, ce sont des gens qui sont bien acceptés parce qu'ils s'occupent pas de la vie des autres, ce sont des gens très honnêtes, très serviables. Les travailleurs, pareil. J'ai parlé encore il y a deux jours avec un Belge qui parlait français mais

qui est d'origine néerlandaise, et que lui, il disait « Moi, j'ai appris à travailler avec les Portugais. Je ne veux pas d'autres. Parce que moi... ». Et le gars, il m'a expliqué, par exemple, ils sont en train de faire des stations d'épuration à Forest, là. Alors, ils se disent, quand tu mets 5 ou 6 travailleurs belges du bâtiment, tu dois avoir un ingénieur qui lui explique : « il faut faire ça, il faut être là pour ne pas dépasser ça... ». Un ouvrier portugais, il arrive, il lui dit : « Bon, il faut faire ceci ». Et lui, il fait ça, sans problèmes. Il met le fer, il plie, il fait les armatures, il prépare tout pour couler le béton. Et l'ingénieur il dit : « comment est-ce qu'il a pensé à ça ? Comme est-ce qu'il a vu ça ? ». Un ingénieur qui se trouve comme ça... « Je ne veux plus que travailler qu'avec des Portugais parce que c'est des gens vraiment extraordinaires. Ils sont champions dans le bâtiment, rien à faire ». Il me dit : « rien à faire... On dirait qu'ils sont nés dans ça ». Et c'est vrai. Et parfois des gens qui ont très peu d'études, même. Mais bon, on a vécu dedans, c'est comme ça. Il m'a expliqué cette histoire d'épuration d'eau : « des Portugais, il y en a 5, 6... Il faudrait 40 Belges et trois ingénieurs autour pour expliquer, pour qu'ils ne fassent pas de bêtises... Avec eux, je suis tranquille ».

PR : Mais donc, par rapport à ce que je disais vous, vous pensez alors que...

PB 3 : Il pense à son intégration, oui. C'est une façon peut-être de ne pas se faire remarquer, de pas faire de bruit... Euh... Pas faire de conflits, disons comme ça. On évite les conflits. Et comme ça, on est acceptés.

PR : Vous pensez qu'il y a des gens qui pourraient se dire « je ne vais pas m'inscrire sur les listes parce que j'ai pas envie que... ». Donc, ça c'est une démarche collective. C'est une stratégie collective : « on est Portugais, on va pas trop voter pour pas que ça se sache... »

PB 3 : Je ne vois pas ça parce que les Portugais ils n'aiment pas décider trop ensemble, ils ne sont pas... C'est pas une stratégie collective, c'est individuel, c'est comme ça... Les gens individuellement, ils pensent à peu près tous de cette façon-là. Donc euh... J'ai mon voisin, je lui souris. S'il a besoin, je lui arrose les plantes pendant qu'il va quelques jours en vacances... Je peux sortir son chien s'il est malade ou un truc comme ça... Les Portugais sont toujours disposés à ça. Alors qu'au contraire, un Belge, souvent il ne fait pas ça. Le Belge, il vit sur lui-même. Et le Portugais a cette façon de faire qui est très bien acceptée. Et donc, il a peur de déranger... En votant... À être candidat... Ceci, cela... Il s'occupe pas de cela. Ce qu'il veut, c'est la relation humaine.

PR : Le Portugais est toujours ouvert à aider son concitoyen belge mais il ne fera jamais la démarche de le déranger.

PB 3 : Non, non. Il évite de déranger.

PR : Donc lui, il n'y a aucun problème pour qu'on lui demande du sel à prêter. Mais lui n'ira jamais chez un autre pour lui demander.

PB 3 : Peut-être mais moins. Il s'organise ou alors il va chez un compatriote, il va peut-être pas chez le Belge. C'est un peu cette drôle de mentalité mais c'est comme ça.

PR : D'accord. Donc, de nouveau pour parler de théorie. Vous avez parlé tout à l'heure vaguement du temps de Salazar. Et donc, comme vous le savez, pendant un peu plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire. Est-ce que vous pensez que cela a pu avoir un impact sur la participation des Portugais au jour d'aujourd'hui. Dans le sens où, pendant un demi-siècle, les gens n'ont pas connu la liberté d'expression, n'ont pas connu la liberté de la presse, ont vécu dans un pays où il n'y avait qu'un seul parti, qu'il y avait une absence de débat... Est-ce que vous pensez que ce manque d'expérience démocratique, pendant si longtemps, a pu faire qu'au jour d'aujourd'hui, même après 40 ans de démocratie, qu'il y ait encore des petites choses qui restent, et qui font que, aujourd'hui, les Portugais de manière générale sont un peuple qui participe moins que des Belges ou des Français qui ont connu une démocratie...

PB 3 : Là, j'ai des doutes parce que je crois que justement, du fait qu'on a vécu sous une dictature, les gens qui sont venus ici, qui ont quitté cette dictature, les uns pour travailler, mais surtout il y avait beaucoup de réfugiés politiques. Ces gens-là, ils ont voulu s'intégrer. Ils ont travaillé. Bon, là, où une bonne partie de ces personnes-là sont retournées. Aujourd'hui, ils sont pensionnés, ils sont très âgés, ils sont décédés... Parce que dans les années 68, 70, 71... Jusqu'à 74. Donc euh, ces gens-là ont participé. Je crois que c'est les plus jeunes qui ne participent pas. Ils ne devaient pas faire comme leurs parents, qui passent le matin jusqu'au soir dans une association fermée, à parler de football, ou organiser un groupe folklorique, ou les sardines grillées, ou le « bacalhau⁸¹ », ou un bon repas parce qu'ils adorent ça, les Portugais, pour vivre ensemble, disons, et les jeunes sont... C'est pas parce qu'ils ont connu un régime fasciste parce qu'ils ne l'ont pas connu. Et donc, là je que je ne suis pas très d'accord avec cette théorie parce que justement, ceux qui ont subi le régime, ils ont participé après. C'est les autres qui ne suivent pas. Ils ne suivent pas parce qu'ils ne voient pas la nécessité. En Belgique, tout est organisé...

PR : Est-ce que vous pensez qu'on pourrait faire une distinction entre les personnes les plus âgées qui étaient plus engagées parce qu'ils avaient aussi un, un plus grand niveau, un plus

⁸¹ Morue.

haut niveau d'éducation. Et d'autres Portugais qui avaient un niveau d'éducation plus bas, et donc qui étaient moins engagés, alors ?

PB 3 : Ça c'est sûr, parce que les premiers qui sont venus, ce sont... Surtout ces réfugiés politiques, d'abord, c'étaient des gens qui avaient, souvent des universitaires qui sont venus ici, des militaires, parfois des gradés, déjà... Des bons grades... Capitaines... Des gens comme ça. Lieutenants, sergents... Donc ça c'était une partie, l'autre partie c'étaient des universitaires qui se sont intégrés d'ailleurs dans l'ULB, des autres à Charleroi. Encore maintenant il y en a quelques-uns. Et... Ceux-là, ils ont fait l'effort, après de, induire ses critères aussi dans ses enfants, faire des études comme il faut. Et puis, à la deuxième vague d'émigration, c'est les jeunes qui viennent pour travailler, pour travailler, pour travailler... Soit dans les bâtiments, soit ceci, soit cela, Alors, ce qui arrive souvent, ces enfants ils vont à l'école, mais souvent le samedi et le dimanche, ils allaient aidé leurs parents.

PR : Mais cette vague d'émigration, par exemple, dans les années 80, elle part, elle quitte le Portugal plutôt pour des raisons économiques, mais ils ont aussi connu la dictature...

PB 3 : Oui, ils ont connu mais...

PR : Alors pourquoi ne participeraient-ils pas autant que ceux qui sont euh...

PB 3 : Ils ont peut-être connu mais peut-être qu'ils étaient encore plus jeunes quand il y avait la dictature. Et dans la dictature, il y avait des choses qui étaient mauvaises, mais il y avait des choses que les jeunes, d'ailleurs, aujourd'hui, ils regrettent, ils disent que c'était très bien. Parce qu'il y avait de l'ordre, il n'y avait pas de vol, il y avait de la discipline... Ça souvent, les gens maintenant ils viennent avec ça. C'était... Plus intéressant. Une autre partie qui avait à la dictature, et ça j'ai expliqué à des Belges, ils étaient étonnés quand je suis arrivé. Ici, en 74, disons qu'au Portugal, dans le régime de Salazar, si on ne faisait pas de la politique, on avait plus de liberté qu'en Belgique à l'époque. En Belgique, on ne pouvait pas faire du bruit, on ne pouvait pas ceci, on ne pouvait pas cela. Au Portugal, on pouvait tout se permettre. Une chose qu'on pouvait pas se permettre, c'était de se mêler de la politique. Si on faisait pas de la politique, on pouvait tout faire au Portugal. On ne pouvait pas voler, c'était bien vu d'aller à la messe les dimanches ou appartenir à la jeunesse portugaise, là, c'était presque comme des nazis... Euh, mais sinon, ils avaient toute la liberté, il n'y avait pas de problème. Et on était tranquilles parce qu'il y avait pas de vol, pas ceci, cela... Il y avait un autocontrôle, déjà, et on vivait bien, les gens... Bon, pauvrement, ça oui, parce que le pays était pauvre, il y avait pas de développement parce qu'il y avait la guerre et tout ce que le Gouvernement trouvait, c'était

pour alimenter la guerre. Pour envoyer des soldats. Donc, la guerre mangeait toute l'économie portugaise...

PR : On est tout doucement en train de terminer. Une des dernières questions, c'est de savoir si vous considérez qu'il est simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire sur les listes électorales communales. Qu'est-ce que vous pensez de la procédure pour s'inscrire sur les listes électorales communales ici en Belgique ?

PB 3 : Je pense qu'elle est simple, hein. La liste électorale, ça veut dire participer, se présenter dans un parti ?

PR : Non, juste de s'inscrire pour pouvoir voter.

PB 3 : Ah, pour s'inscrire, c'est simple... Il faut remplir euh.... Ça pouvait être simplifié dans un sens que maintenant ils font les Portugais. Ça veut dire que maintenant les gens sont là et, on leur demande jamais rien et après s'il y a des élections trois, quatre années après, qu'ils sont là, ils doivent faire une démarche pour s'inscrire. Ils doivent faire une démarche. Elle est simple, mais il faut une démarche. Bon, ce qu'il y a c'est que souvent c'est les candidats qui viennent frapper à la porte, ou au café, et qui essaient de les inscrire. Mais il y avait peut-être une démarche à faire du point de vue communal, c'est que quand les gens s'inscrivent, leur poser la question directement au départ, avoir un formulaire où les gens pouvaient remplir. Ils pouvaient dire non. Mais peut-être qu'ils allaient tous dire oui.

PR : Au moment de l'inscription communale...

PB 3 : Au niveau communal... Ou au moins, être appelé au bout de deux trois ans d'être... A la maison communale, dans la commune. pour aller au bout de deux et trois ans d'être dans la maison communale dans la commune... Au bout de cinq ans, je ne sais pas parce qu'il y a tout un tas de choses au bout de cinq ans, on peut demander, par exemple, la nationalité belge. On pourrait très bien, à ce moment-là, envoyer une petite lettre en disant : « voilà, vous êtes arrivé, vous avez cinq ans dans notre communauté, dans notre belle commune, vous êtes accepté. Nous on vous accepte, vous nous acceptez. Ça fait 5 ans. Vous avez plusieurs choses que vous pouvez choisir. Vous pouvez même choisir maintenant de devenir Belge, vous pouvez choisir de vous intégrer un peu plus en votant dans les élections communales ». Une simple lettre, une convocation et poser ces deux questions.

PR : Il n'y a pas mal de personnes qui disent que c'est assez simple. Par contre, tout le monde n'est pas au courant que les démarches sont des fois différentes entre la Flandre, la Wallonie et à Bruxelles. Et même à l'intérieur de Bruxelles, des fois, une commune accepte qu'on

envoie le formulaire par courrier, des fois pas... Et des fois, même, il y a des communes qui acceptent qu'on envoie par mail, et d'autres pas...

PB 3 : Ça, c'est la complication de la Belgique. C'est vrai que de ce point de vue-là, c'est compliqué mais les gens arrivent quand même à le savoir. Mais c'est vrai qu'il faudrait plus simple. Il faudrait plus simple que ça soit égal partout mais en Belgique c'est impossible. Chacun veut commander son village donc... Et ça, j'ai compris depuis longtemps que la Belgique a très difficile à faire avancer certaines choses parce que le Bourgmestre a un Pouvoir, les gens au niveau communal, ils veulent décider certaines choses. Et ils n'ont pas beaucoup décidé au moins ces petites choses-là.

PR : Et ici on a, dans notre conversation, on a surtout essayé de, on a surtout parlé de la communauté portugaise pour expliquer le problème. Mais est ce qu'on ne pourrait pas expliquer le problème, ailleurs, notamment via les politiques belges ? Est ce qu'on pourrait pas aussi dire : « c'est un peu la faute des politiques belges si les Portugais de Belgique ne votent pas plus » parce que justement, ils n'ont pas plus de démarches pour inciter une plus grande intégration, et une plus grande participation. Quel est votre avis à ce niveau-là ? Est-ce que vous vous pensez que les politiciens belges font le nécessaire ? Et que donc, que ça serait plutôt de la faute des Portugais qu'il n'y a pas une participation convenable ? Ou c'est un peu une faute partagée ? Parce qu'on m'a, par exemple, dit que du fait que les Portugais doivent s'inscrire pour pouvoir voter, donc, il y en a moins qui votent et que donc, le politicien belge va voir la communauté portugaise avec moins d'intérêt. Et donc faire moins campagne, moins de contacts, et donc penser moins aux Portugais dans les politiques qu'il va entreprendre. Contrairement à ce qui pourrait se passer éventuellement avec les Belgo-Marocains ou les Belgo-Turcs étant donné que ces populations immigrées ont très souvent la double nationalité. Quel est votre avis par rapport à ça ?

PB 3 : Mon avis, c'est que le politicien belge, il est en tort dans beaucoup de choses, ça c'est vrai. Parce qu'il devrait faire des démarches et même à beaucoup de niveaux, des démarches d'approche pour commencer. Contacter plus ces gens en disant, comme j'ai expliqué tout à l'heure, convoquer pour le dire : « voilà, maintenant vous êtes là depuis autant de temps, vous pouvez obtenir si vous le voulez, plus de droits, ceci, cela... ». D'un autre côté, il fallait peut-être faire plus dans le niveau de la discrimination positive parce que il y a beaucoup de choses où il faut un peu réveiller les gens. C'est la responsabilité des politiques. Et je pense, par exemple, une mutuelle. Les mutuelles ont des comités qui sont élus tous les 4, 5 ans au niveau de la mutuelle. Et donc, la mutuelle, elle-même, qui est quand même un organisme, pas seulement de la santé mais aussi de politique. Il faut voir à la mutualité socialiste, à la

mutualité chrétienne, tout ça, très liés aux partis politiques. On pourrait se dire, bon, on va voir, « tiens, on a ici 10% de membres portugais. Alors, on devrait quand même convoquer et essayer d'avoir dans notre Conseil d'administration, je ne sais pas quoi, ce qui correspond à ça ». Ça c'était une façon, de discrimination positive. D'intégrer les gens au niveau des écoles, peut être aussi,...

PR : Et vous sentez que les Belges freinent un peu cela ?

PB 3 : Oui, ils freinent. Les politiques ils freinent et les autres ne font pas de démarches parce qu'ils se disent « Bon euh... C'est à nous peut-être de faire la démarche ». Malheureusement, il y a le problème culturel qui fait frein, il y a la langue, il y a toutes les difficultés parce que bon, on vient d'un autre pays de toutes façons. Nous sommes européens mais il y a des différences. Et là c'est aux politiques d'aligner ces différences. Et on doit essayer parce que l'Europe, ça doit être ça. On doit essayer de construire une Europe des régions et l'Europe des régions, c'est ça aussi. C'est là où on est, intégrés dans une petite région. Et l'argent de Bruxelles, ça doit pas être seulement Bruxelles... Ça doit être tous les bruxellois qui sont nés ici, hein. Mes enfants sont nés ici tous les deux.

PR : Tout à l'heure, on a dit qu'il y avait des situations où il y avait des Portugais qui habitaient ici, par exemple, depuis 10 ou 15 ans mais qu'ils avaient toujours un petit peu cette mentalité de croire qu'ils allaient retourner assez vite au Portugal, et justement, par rapport à ça, est-ce que vous pensez que les politiques belges auraient pu faire quelque chose pour essayer de, d'inciter les Portugais à penser, par exemple, à s'établir ici, à penser à... A avoir une pensée ou ils envisageraient directement une installation plus durable ? Est-ce que vous pensez que...

PB 3 : Il y a peut-être des choses à faire, je ne sais pas dire lesquelles, mais sûrement. Bon, les politiques ont beaucoup de moyens, beaucoup de connaissances, sûrement qu'il y a des choses à faire. Bon, maintenant, en quelques minutes dire quoi... Parce que j'ai même pas pris le temps pour avoir cette réflexion-là. Mais devant un débat et devant une discussion, on arriverait sûrement... Mais on organise pas ce débat, et on organise pas cette discussion parce qu'on a peur. Les politiques souvent ont peur. ils aiment bien dire ce qu'il faut faire, gérer, essayer d'aller chercher des gens intéressants, comme ils disent. « Bon, celui-là, c'est un bon garçon, une fille qui est bien, on connaît ses parents, tout ça... Ça pourrait être intéressant, ça représente la communauté »... Et parfois, c'est pas le cas, on peut se tromper. Donc, il y a un manque de communication, ça oui. Et ça, un politicien doit le faire au niveau communal. On doit faire beaucoup plus au niveau de la police et tout ça. Peut-être parce que bon, euh... on est pas seulement là pour attraper les amendes. On devrait avoir une participation...

PR : Une plus grande interaction entre le politique belge et la population communale, notamment les Portugais...

PB 3 : Il y a beaucoup de choses à faire. Pour éviter des ghettos, disons comme ça. Il y a pas de ghettos chez les Portugais on vit quand même un peu à part. Donc voilà.

PR : Juste pour votre information, aux Pays-Bas, les étrangers européens ont le vote... Ils sont automatiquement inscrits pour pouvoir voter aux élections communales néerlandaises. Bon, le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas...

PB 3 : Mais ils sont inscrits...

PR : Ils sont tous inscrits...

PB 3 : C'est ce que je disais !

PR : Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 3 : Je trouve que c'est très bien, c'est ce que j'ai donné comme point de vue, qu'au départ, il devrait y avoir une démarche du pouvoir communal quand ils arrivent, peut-être avoir un formulaire et pourquoi pas les inscrire d'office. Bon, maintenant, on vote pas, c'est pas punissable... mais bon, les Belges, c'est punissable. Là, il y a peut-être une discrimination, après. Ils pourraient étudier la solution, le problème. Mais peut-être les inscrire d'office en sachant que comme on est étrangers, on est pas obligés d'aller voter.

PR : Et qu'est-ce que vous pensez d'un système où les gens, tous les étrangers européens, par exemple, seraient automatiquement inscrits pour voter pour les communales mais avec le vote obligatoire ?

PB 3 : Moi je suis pour ça. Si on est là euh... Moi je suis pour ça. Je suis pour le vote obligatoire. C'est une façon de faire réveiller les gens, de les intégrer, de les faire réfléchir, au moins.

PR : Et selon vous, quel pourrait être le ressenti de la communauté portugaise par rapport à ça ?

PB 3 : Elle va pas dire non euh... Elle va aller, elle va participer et peut-être qu'elle participerait beaucoup plus après. Parce qu'elle se sentirait plus intégrée. Pour moi, elle devrait se sentir plus intégrée. De fait, oui, c'est normal, en Belgique le vote est obligatoire. Et ben, nous, c'est obligatoire aussi. C'était un moyen d'égalité. Pendant que maintenant, non, on est oubliés. On est pas obligés. « Vous ne comptez pas ». On peut prendre ça comme ça,

hein. Moi on me dit pas d'aller voter euh... Ça veut dire que je compte pas. Le Belge est obligé donc... Voilà.

PR : Très bien. On a fini l'entretien. Est-ce que vous avez éventuellement quelque chose à ajouter par rapport à ce qui a été dit ?

PB 3 : Non, je pense qu'on a fait un bon tour de la question de l'immigration. Donc j'ai pas... Je ne savais pas d'ailleurs euh... Qu'elle était... De quoi on allait parler... Enfin, Je savais de quoi on allait parler mais pas tout à fait. Et donc, c'est une surprise. Beaucoup de questions ont été posées et maintenant, je... Comme ça d'un coup je... Je ne me rappelle pas euh... Bon, il faudrait peut-être créer, mais ça c'est... dans le monde associatif, de plus d'interactions entre les Portugais et les Belges, je ne sais pas. Entre les communes portugaises les communes belges, peut-être trouver un échange, les jeunes, des écoles... Un genre comme on a fait en Erasmus, peut-être le faire à un autre niveau ? Je sais pas comment... Le travail en été, d'échange de vacances, il y avait peut-être de bonnes choses à faire, hein.

PR : Créer des échanges pour faciliter l'intégration et faciliter la participation...

PB 3 : L'intégration et la connaissance parce que... Pas obligé d'intégrer les Portugais mais que les Belges ont connaissance aussi de ces populations, de ses façons de vivre, de ses habitudes... Parce que c'est très enrichissant et je trouve que ça, peut être que là il y a des choses à réfléchir mais évidemment, il y a toujours des coûts, mais, parfois ce n'est pas tellement cher. C'est une question d'organisation et ça peut rapporter beaucoup. Parce que la droite avance de plus en plus en Europe... Et la droite avance. Pourquoi ? C'est surtout sur l'immigration. Elle se bat là-dessus. Et bon, maintenant c'est ceux qui viennent d'Afrique mais si c'est pas ceux-là, c'est nous hein, qui viennent du Portugal. Donc, le problème maintenant il est un peu déplacé mais il est toujours là, en attente. Si il y avait pas celle-là, c'est nous qui aurions attrapé. Quand il y aura un problème, c'est ça. C'est les Italiens, les Espagnols, c'est les Portugais, les Turcs... Bon, maintenant, c'est le nord d'Afrique. Et bon, c'est fini. Et là, la droite profite toujours. On pourrait peut-être faire beaucoup de choses, ou plusieurs choses pour éviter ça. Et ça peut-être un échange, je sais pas. Entre municipalités et entre je sais pas quoi... Écoles, universités... Ça c'est déjà fait, l'Erasmus, tout ça mais... Il y a d'autres choses à faire à un niveau plus bas.

PR : Très bien, merci beaucoup.

PB 3 : Voilà, je crois qu'on a bien parlé.

IV. Entretien PB 4, Bruxelles le 21 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Alors, pour commencer, on va aborder la question de votre arrivée en Belgique. Je voudrais juste savoir, que vous m'expliquiez comment ça s'est passé. Comment s'est passé votre voyage, la raison de votre venue en Belgique. Pourquoi est-ce que vous avez quitté le Portugal? Comment est-ce que ça s'est passé?

Portugais de Belgique 4 (PB 4) : Donc moi je travaillais dans une crèche au Portugal et puis j'ai une copine qui était déjà ici qui m'a demandé si je voulais venir m'occuper de 3 enfants. Moi, j'avais 20 ans, et Je me disais: « bon, comme j'aime bien les enfants, je vais quand même en Belgique pour voir comment ça va se passer ». Quand je suis arrivé, j'étais un peu triste parce que je suis arrivé en camionnette à la gare de midi, et tout est noir, tout est sale... alors j'ai dit: « mon dieu, qu'est-ce que c'est sale ici, qu'est-ce que c'est moche ». Mais après, quand je suis arrivé ici à Ixelles, j'ai vu que c'était pas comme à la gare du midi, c'est différent et voilà. J'ai commencé à travailler avec des enfants.

PR : Comment s'est passée l'adaptation? Un petit peu difficile au début et puis...

PB 4 : Euh... Un petit peu difficile. Pas la langue parce que moi j'étais à l'école au Portugal, je connaissais quand même les bases du français. Pas grand comme qu'on parle maintenant mais je connaissais quand même quelques bases. Mais c'était un peu difficile parce que moi j'étais trop attachée avec... surtout avec ma maman et j'ai pleuré chaque soir. C'était pas drôle, pendant 3 mois je faisais que pleurer parce que je voulais ma maman. Parce que c'est tout un changement... Oui, une maison, 3 enfants... j'avais quoi 22 ans, 3 enfants, occuper des enfants, aller ramener les enfants à l'école, les ramener à la maison, faire à manger et m'occuper d'eux. J'étais tout jeune quoi, moi j'étais une vraie petite maman pour les enfants. C'était ça mon travail quand je suis arrivée en Belgique.

PR : Et donc vous êtes arrivée en Belgique quand vous aviez 22 ans... et ça veut dire que vous êtes ici depuis déjà...

PB 4 : 34 ans, j'ai plus d'années ici qu'au Portugal.

PR : ... Et ... Ah oui, beaucoup plus. Et durant ces 34 années, est-ce que vous avez eu l'idée de retourner un jour au Portugal?

PB 4 : Non, parce que un an après je me suis marié. J'ai connu mon mari ici. Parce que moi j'habite au nord du Portugal, mon mari habite au sud. Alors on s'est connus ici, on s'est mariés et puis j'ai eu mes enfants. J'ai eu mes enfants, et j'ai fait un stage dans une école avec les

petits enfants et après c'est ça, c'est un travail que j'aime bien. J'ai réussi à trouver une place à l'école où je travaille maintenant, je travaille dans une école avec des enfants. C'est un travail que j'aime bien quoi, c'est pour ça que j'ai travaillé toute ma vie.

PR : Donc très rapidement, vous vous êtes dit: je vais m'installer. Je pense que je vais m'installer en Belgique.

PB 4 : Ah oui, oui, oui. Et moi j'aime bien la Belgique. Si on me demande si je préfère le Portugal ou la Belgique, pour vivre, moi je pense deux fois avant de dire que c'est le Portugal. En vacances, oui, mais pour vivre... Je sais pas. Je pense que c'est la Belgique que je préfère.

PR : Et quels sont les rapports que vous avez avec les Portugais de Belgique? J'imagine que quand vous vous êtes installés, vous avez peut-être eu tendance à contacter plus de Portugais? Comment est-ce que ça s'est passé, et au jour d'aujourd'hui, comment ça se passe au niveau de votre réseau d'amis? Vous avez plus d'amis portugais? Vous avez un mélange? Comment ça se passe?

PB 4: J'ai un mélange. J'ai un mélange, mais j'ai beaucoup de Portugais, parce que moi, je vais à la messe, et je connais beaucoup de monde parce qu'on va la messe en portugais. Et puis le catéchisme des enfants, c'est en portugais et puis il y a plein de parents qui mettent aussi les enfants à l'école où je travaille parce qu'il y a des gens qui parlent portugais, alors je suis toujours en contact avec des gens qui parlent portugais. Parce que bon sur l'ordinateur, ils voient qu'à l'école X, il y a des gens qui parlent portugais. Alors, on met les enfants chez nous. Il y a moi et une autre dame, toutes les deux on parle portugais, après des enfants qui viennent du Portugal qui savent pas parler un mot en français, alors on aide, on fait la traduction du portugais du Brésil et le portugais du Portugal.

PR : Donc même au niveau du travail vous êtes amenée à parler régulièrement en portugais et à contacter des Portugais pour les aider à s'intégrer ?

PB 4 : Ah, il faut, des petits de deux ans et demi, ils arrivent ici, ils parlent en portugais. Alors tout le monde me connaît : « Amelia, viens, je veux de l'aide ». Je comprends direct ce que veut le petit, il parle portugais.

PR : Ah oui, mais donc vous êtes assez active dans la communauté portugaise... Et ça a toujours été le cas? C'est venu un peu par hasard ou?...

PB 4 : Non, c'est toujours le cas. Je crois que c'est ma façon d'être. Au Portugal j'étais déjà comme ça. Je parle avec tout le monde, je communique avec tout le monde, qu'il soit Marocain, Portugais, Français, n'importe. J'aime bien communiquer.

PR : Vous avez le besoin d'être active et de...

PB 4 : Je dis bonjour à tout le monde même si je connais pas. C'est ma façon d'être. (rires)

PR: (Rires) Ok, très bien. Maintenant, je voudrais un petit peu avoir votre opinion sur la communauté portugaise, j'aurais aimé savoir si vous pensez que la communauté portugaise est une communauté qui est plutôt ouverte au pays d'accueil, ouverte à la Belgique, ouverte à ce qui se passe en Belgique ou si vous considérez qu'au contraire la communauté portugaise est un petit peu fermée ?

PB 4 : Je crois qu'elle est surtout fermée. On dit euh... un quart est ouvert mais le reste est fermée. Ils ne s'intéressent pas avec la politique. Ni la politique de Belgique, ni la politique du Portugal. Pas du tout.

PR : Mais, en dehors de la politique, est-ce que vous pensez, par exemple, que les Portugais de Belgique sont des gens qui s'intègrent bien à la Belgique?

PB 4 : Oui... Les plus âgés non, les plus âgés ils parlent tout le temps le portugais et ça les intéresse pas de parler en français, mais les plus jeunes, oui.

PR : Là, je voudrais revenir sur votre expérience personnelle. Quand vous êtes arrivée en Belgique, vous ne vous êtes pas directement dit : « je vais m'intéresser à la politique belge » ?

PB 4 : Non.

PR : Par contre, on va peut-être en parler un peu plus tard, vous avez été candidate pour les élections communales de 2006, donc, vous êtes une personne qui s'intéresse à ce genre de choses. Et, comment est-ce que c'est venu cet intérêt? C'est quelque chose qui est venu progressivement en parlant avec des gens ou parce qu'on a commencé à parler de ça dans la communauté portugaise? Comment est-ce que cet intérêt pour la politique belge, l'actualité belge est venu chez vous?

PB 4 : C'est venu comme ça. Écoute, il y a une dame qui s'appelle Julie De Groote qui est venu chez moi et m'a invité pour faire partie du CdH. J'ai dit: « je sais pas ». « Mais viens, parce que... ». Elle a parlé avec des gens pour savoir s'il y avait une dame et tout le monde a parlé de moi. Et l'association Emaús⁸² a dit: « Ah oui, il y a une dame qui est très bien ». Et puis tout le monde a parlé de moi et alors la madame est venu chez moi et elle a parlé un petit peu avec moi et j'ai dit pourquoi pas. C'est une belle expérience et voilà. Et j'ai bien aimé, c'était très sympa. Mais on se parlait que français, d'habitude je parle le portugais avec les Portugais mais là c'était très, très, très sympa et j'ai bien aimé. Elle était très sympa, on a été

⁸² Association portugaise basée à Ixelles.

souvent mangé chez elle, on a fait souvent des pique-nique avec tous les candidats, c'était très chouette. Pendant un mois, j'étais enceinte de ma fille mais c'était très, très chouette. Très chouette.

PR : Et avant ça, vous vous rappelez si vous aviez déjà une connaissance de, par exemple, ce qui se passait dans votre commune? C'est quelque chose que vous accompagniez déjà avant d'être candidate?

PB 4 : Non.

PR : Donc, en fait, après avoir reçu l'invitation pour faire partie de la liste, là vous avez commencé à vous intéresser?

PB 4 : J'ai commencé à parler avec les gens pour aller voter, je suis allé avec les gens qui disaient : « Ah, je sais pas aller toute seule », j'ai été avec eux à la Commune d'Ixelles, tout ça. J'ai été avec quelques-uns, oui, j'ai fait quelques choses comme ça.

PR : Et est-ce que vous pourriez vous rappeler pourquoi ça ne vous intéressait pas avant ?

PB 4 : Je sais pas...

PR : Peut-être que l'information n'était pas arrivée ? Peut-être que vous n'aviez pas assez d'information sur ça?

PB 4 : Peut-être. Parce que moi j'aime bien communiquer, j'aime bien parler avec les gens. Et en politique, c'est ça qu'il faut faire: parler avec les gens, être entre les gens. Je sais pas, peut-être que c'est pour ça qu'on m'a invité. Mais avant non, je n'ai jamais pensé à ça.

PR : Ou est-ce que vous disiez: « voilà, ce n'est pas mon pays »?

PB 4 : Non, ça n'a rien à voir. Entre le Portugal et la Belgique, si je mets une balance, je crois que je préfère la Belgique. Le Portugal pour les vacances, mais pour vivre: la Belgique.

PR: Ok, ok, très bien. Alors, durant toutes ces années, donc depuis que vous avez été candidate jusqu'au jour d'aujourd'hui, est-ce que vous avez senti que dans la communauté portugaise y avait des initiatives pour encourager les gens à voter pour les élections communales? Est-ce que vous avez vu ça? Est-ce que vous avez senti ça?

PB 4 : Non, pas tellement.

PR : Au niveau des associations, par exemple?

PB 4 : Oui, peut-être, mais pas grand-chose. Quand je vois des gens qui parlent de ça, je dis: « va à la commune, c'est facile et comme ça tu peux aussi choisir quelqu'un... ». C'était gai d'avoir quelqu'un de Portugais dans la commune, Il n'y a jamais de Portugais. Il y a des

Italiens, Marocains mais pas des Portugais parce que les gens, ils ne votent pas. C'est normal... Quand je vois des gens qui veulent aller, je dis : « vas-y, tu peux aller, c'est chouette ». Mais sinon, je ne vois pas grand-chose.

PR : Heu, peut-être à l'église? Est-ce qu'il y avait des initiatives à l'église pour cela?

PB 4 : Parfois. Parfois on parlait de ça mais... Parler, c'est tout. Ça n'intéresse pas aux gens. Ils n'ont pas envie.

PR : Donc, tout ce qui s'est passé au mieux, c'était des gens qui en parlaient, mais il n'y a pas vraiment eu de choses concrètes pour encourager les gens à le faire. La question que je voulais vous poser c'est si vous vous intéressez à ce qui se passe dans votre commune et en Belgique de manière générale. Vous m'avez déjà répondu que oui, que c'est venu avec votre candidature et donc, aujourd'hui c'est quelque chose que vous suivez toujours? Donc vous n'êtes plus candidate?

PB 4 : Oui, je parle toujours avec madame Julie De Grootte. Elle vient chez moi, je vais chez elle, parfois on va boire un café, on parle un peu de tout... Mais maintenant là, j'ai terminé là. Le parti...

PR : Oui, vous avez terminé mais vous aimez bien savoir ce qu'il se passe dans votre commune?

PB 4 : Oui, elle m'envoie toujours des messages et tout. Je suis en contact avec.

PR : D'accord. Parce qu'avant, vous habitiez à Ixelles?

PB 4 : Et puis Etterbeek, maintenant j'habite toujours à Ixelles.

PR : Donc, vous aimez bien savoir ce qui se passe?

PB 4 : Mais oui, s'il y a quelque chose qui ne va pas, moi j'écris un mail: « Écoutez, ça ne va pas... Ça, dans la rue ». Le lendemain, je parle avec elle : « les poubelles sont restées longtemps, ça ne va pas... ». Elle m'écoute, hein.

PR : Oui, et pour le Portugal vous accompagnez aussi l'actualité, vous accompagnez aussi la politique?

PB 4 : Oui, je vois le journal, oui. Mais je vois ce que je dois voter mais sinon c'est tout.

PR : Vous pensez que vous vous intéressez plus pour la politique belge ou pour la politique portugaise?

PB 4 : Je pense que c'est plus ici, parce que j'habite ici, maintenant. Là-bas, je vais voter mais comme j'habite ici...

PR : Vous accompagnez plus ce qui se passe ici....

PB 4 : Je vois ça au journal, c'est tout. Je vois au journal, je parle avec ma maman, je parle avec mon frère de tout ça...

PR : Et donc j'imagine, je suis presque sûr, que vous vous pensez que c'est important de participer aux élections communales en tant que Portugaise. Et, pourquoi est-ce que c'est important de participer à des élections, de voter, d'exprimer votre voix... ?

PB 4 : Parfois avec notre voix, ça fait tout changer. Il faut pas se taire. Quelque chose qui ne va pas, il faut parler, c'est tout. Qu'on soit Portugaise, qu'on soit Marocaine, qu'on soit Belge, il faut parler. On est là pour ça. Chaque fois qu'il y a un problème, on doit fermer la bouche? Non, on doit parler. C'est pour ça qu'on est quand même un pays libre. Ici, partout... On doit parler.

PR : Vous pensez que les Portugais auraient peur de parler?

PB 4 : Je pense que ils s'en foutent. Ils veulent pas savoir. Même si je parle, ça ne change pas. C'est la façon ici. Même si je dis quelque chose, je fais quelque chose, ça change rien du tout, alors ça ne vaut pas la peine que je vais m'inscrire à la commune.

PR : C'est justement la question que j'allais vous poser maintenant. Selon vous, pourquoi si peu de Portugais votent aux élections communales belges? Comment expliquer le fait que la participation des Portugais de Belgique soit plus basse que celle des Italiens, des Français, des Espagnols?

PB 4 : Mais oui, c'est comme je dis, ils n'ont pas envie. Ils disent que même s'ils vont voter, c'est toujours la même chose. Ça ne change pas. Ils ont ça dans la tête : « pour quoi faire? ». Ils votent pas ici, ils ne votent même pas au Portugal. Ça ne change rien du tout, c'est toujours la même chose alors ça ne vaut pas la peine de se déplacer jusque là-bas.

PR : Ils sont très méfiants vis-à-vis de la politique en général.

PB 4 : Ils disent que c'est tous des voleurs. Que ce soit ici, que ce soit au Portugal.

PR : Ils ont une très mauvaise image des politiques Belges.

PB 4 : Oui, pas que les Belges. Les Portugais aussi.

PR : Parce qu'il y a, donc vous savez que pendant plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment avec Salazar. Est-ce que vous pensez que ce contexte a pu avoir un impact sur la participation des Portugais, sur la mentalité, sur la manière de voir la politique au jour d'aujourd'hui? Parce que pendant 50 ans, il n'y avait pas de liberté

d'expression, il n'y avait pas de liberté de presse. Il y avait un seul parti politique, donc, il y avait très peu de débat démocratique, et pendant très longtemps les gens n'ont pas vraiment vécu ce qu'est une démocratie. Et donc, il y a une théorie qui défend que les gens qui viennent d'un pays qui a vécu longtemps dans une dictature, ils ont justement moins l'habitude de participer, de voter?

PB 4 : Mais ça, c'est ancien, hein.

PR : *Il y a plus de 40 ans, oui.*

PB 4 : Ben oui, c'est les gens de maintenant hein. Non, ça ne veut rien dire...

PR : *Vous pensez que ça, c'est dépassé?*

PB 4 : Non, c'est le passé. Ça n'a rien à voir. Je pense que chaque fois qu'on doit dire quelque chose, on doit parler, pas garder pour nous. On est là pour ça. Quand ça va, ça va et quand ça va pas, il faut quand même parler. Non, non. Ça n'a rien à voir avec Salazar. Rien du tout.

PR : *Donc, au jour aujourd'hui, les gens qui ne votent pas ne le font pas parce que ils sont pas intéressés?*

PB 4 : Non, du tout. Du tout. Que ce soit ici, que ce soit au Portugal, c'est la même chose.

PR : *Et, vous savez pourquoi ils ont si peu d'intérêt?*

PB 4 : Je sais pas. Ils disent que ça ne change pas, que ce sont tous des voleurs. C'est toujours la même chose, ils veulent toujours aller... euh... dès qu'ils sont là, ils font rien du tout, c'est toujours la même chose. C'est la réponse des gens. Là, je peux rien faire. Tu peux pas obliger les gens à aller faire une chose qu'ils n'aiment pas.

PR : *Et vous croyez que c'est... ça doit être probablement la même chose au Portugal? Les gens ont une mauvaise image de la politique en général ?*

PB 4 : Pareil. Que ce soit ici, que ce soit au Portugal, c'est la même chose.

PR : *Donc, peut-être à cause du fait qu'il y a eu durant ces dernières années beaucoup de mauvais politiciens au Portugal, au jour d'aujourd'hui, les gens ont une très faible envie de participer ?*

PB 4 : Oui, ils croient personne. Avant, ils croyaient encore, maintenant il croient personne. Ils sont tous pareils, que ce soit un parti ou un autre, ils sont tous pareils.

PR : *Il y a une grande déception...*

PB 4 : Oui, ça je sens. Très fort. Même quand on va voter pour le Portugal, il n'y a pas beaucoup de monde qui vote. Je dis: « Tu as été voter? », « Oh, pour quoi faire? Non, non, ça n'intéresse pas ». Je connais plein de monde: « Tu as été voter? », « Non, j'ai pas envie... »

PR : Ok. Et il y a encore une autre théorie qui dit qu'en fait, si les Portugais ne participent pas c'est pour faciliter leur intégration. Je m'explique, par exemple en France, certaines personnes disent que les Portugais de France ne veulent pas participer, ne veulent pas voter, parce qu'ils ont pas envie de se faire remarquer. Ils ont pas envie de déranger les Français. Ils n'ont pas envie que les Français pensent: hou-là, il y a beaucoup de portugais, ils votent, ça me dérange et que donc ce serait... vous pensez que c'est...

PB 4 : Non, non... C'est pas ça. C'est pas une raison, ça.

PR : Ok. Et... par rapport à la procédure d'inscription pour voter pour les élections communales belges, est-ce que vous pensez que c'est que c'est facile?

PB 4 : Oui, j'ai été avec quelques personnes. Tu vas là-bas, tu prends ta carte d'identité, tu remplis des formulaires et c'est tout, hein. C'est vite fait. J'ai été avec quelques personnes.

PR : Mais avec quelques commune des fois, on peut l'envoyer par courrier, des fois on peut l'envoyer par email...

PB 4: Ah, je sais pas. Ici, quand j'ai été avec des gens. J'ai été sur place avec des gens et c'est vite fait.

PR : Mais les gens doivent prendre une journée de travail pour ça ou une après-midi.

PB 4 : Faut pas prendre une journée pour ça... Une matinée, ou une après-midi. Voilà. Qui est intéressé, une heure... Il faut avoir une heure, c'est tout. C'est pas loin, c'est vite fait.

PR : Et, est-ce que vous pensez que le vote obligatoire en Belgique soit un frein à ce que beaucoup de personnes ne participent pas, beaucoup de portugais notamment? Parce que le vote est obligatoire?

PB 4 : Je ne pense pas. Non... C'est parce qu'il n'a pas envie. Il n'a pas envie. Que ce soit ici, que ce soit là-bas, c'est la même chose.

PR : On a l'impression qu'ils voient vraiment le vote comme quelque chose de très dangereux, de très mauvais, très malsain. C'est curieux ça... Ok, très bien. Je sais pas si vous savez qu'aux Pays-Bas, les étrangers européens comme les Portugais, les Espagnols,... ils sont automatiquement inscrits pour voter aux élections communales néerlandaises ?

PB 4 : C'est très bien, il fallait faire ça ici aussi...

PR : Automatiquement inscrits.

PB 4 : C'est très bien, je suis d'accord avec ça. Il fallait faire ça ici aussi.

PR : Mais le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas. Donc, si le système des Pays-Bas était implémenté en Belgique avec le vote obligatoire vous seriez pour? Vous pensez que c'est une bonne chose?

PB 4 : Bah oui, je crois que c'est une très bonne chose. Il faut faire ça, parce que la plupart, là comme c'est marqué ils avaient peur, ils allaient voter.

PR : Et, vous pensez que... comment est-ce que la communauté portugaise pourrait réagir? Vu que c'est une communauté qui est très réticente à l'idée de voter.

PB 4 : Moi, je pense que là, c'était quelque chose qu'il doit faire. S'il il doit faire, il va faire. Pas tous, mais la plupart. Ils allaient le faire.

PR : Ok. Mais écoutez, on arrive à la fin de l'entretien, est-ce que vous avez éventuellement quelque chose à ajouter, quelque chose à laquelle vous aviez pensé? Que vous voulez ajouter ici?

PB 4 : Non, seulement qu'il y a plein de mentalités qui doivent changer. On ne peut pas changer les gens mais il y a beaucoup de mentalités qui doivent changer. Mais la politique... Ils ont marre de la politique, je sais pas pourquoi mais... Je sais pas. Ils croient plus. Ils disent que si ils votent ou qu'ils votent pas, ça change pas. Alors, c'est pourquoi ils ne bougent pas.

PR : Et est-ce que vous pensez qu'on est encore à temps de changer les mentalités avec la communauté d'aujourd'hui ou plutôt avec les générations à venir?

PB 4 : Même maintenant, même les jeunes de maintenant, on peut quand même changer un petit peu... Si on veut. Mais il faut faire quelque chose. Mais cette idée de vote automatique, c'est une très bonne idée.

PR : Je voulais vous poser la question, on a beaucoup parlé des Portugais, mais est-ce que vous pensez que les politiciens belges sont un petit peu fautifs aussi? Dans le sens où ils ont quand même vérifié pendant des années... Ils ont pu observer pendant des années... Vous pensez qu'il y a eu un problème par rapport à ça?

PB 4 : Oui, ils s'intéressent pas beaucoup, en tout cas. Et ce n'est pas que les Portugais, hein, les autres aussi. Les politiques devraient s'intéresser plus aux communautés qui sont là. C'est aussi une faute des politiques belges.

PR : Donc, les politiques Belges font ce qu'il faut pour que les étrangers trouvent du travail, qu'ils travaillent bien. Qu'ils ont ce qu'il faut à ce niveau-là...

PB 4 : Oui, mais au niveau politique ils ne font pas grand-chose.

PR : ... Mais pour une intégration politique ils sont plus passifs?

PB 4: Oui

PR: Parce que, comme les Portugais ne votent pas, ils n'ont pas beaucoup d'intérêt à faire campagne et à contacter la communauté portugaise parce qu'ils ne votent pas et donc, c'est un cercle vicieux en fin de compte.

PB 4 : Mais on met ça à part, ce n'est pas la même chose. S'il y avait quelqu'un là-dedans, c'était plus facile. Pour aider le Portugais qui arrive. C'est vrai ou pas? Mais il y a personne... C'est comme ça...

PR : Très bien, merci beaucoup.

PB 4 : De rien. Avec plaisir.

V. Entretien PB 5, Bruxelles le 21 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Alors, la première la première question, elle est très simple. Je voudrais juste connaître votre parcours. Qu'est-ce qui a fait que vous êtes venu jusqu'en Belgique, quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez quitté le Portugal et pourquoi vous avez choisi la Belgique ?

Portugais de Belgique 5 (PB 5) : Moi, le Portugal je l'ai quitté en 69. Je suis venu en France, en Normandie, Évreux. J'y ai habité 2 ans. Après 2 ans, j'étais mineur. J'ai été expulsé par l'armée française au Portugal. J'ai encore mon passeport que je t'ai fait au Havre. Je suis partie à Lisbonne. Là, j'ai travaillé trois... 2 ans et demi comme bénévole en vendant et achetant des choses pour une personne. Et alors, c'est à ce moment-là que je me suis présenté pour aller à l'armée... Et bien, je suis allé à l'armée mais je suis parti. J'ai déserté de l'armée et là, j'ai été en Espagne, en Asturies. C'est là-bas que j'ai connu ma femme, je me suis marié, les enfants sont nés là-bas... J'étais mécanicien chez Pegaso... Et alors, j'avais mes papiers en *standby*, c'était pas définitif. Quand Franco est mort, tout est tombé à zéro. C'était le nouveau Roi, la démocratie n'était pas encore en place non plus... Alors, ou bien, j'allais faire l'armée au Portugal ou bien je devais quitter l'Espagne. Alors je suis venu en Belgique. Pourquoi ? En France, j'avais ma carte rouge, je pouvais pas entrer. Au Portugal, j'allais en prison. En Espagne, je pouvais pas rester. C'est en Belgique que je suis venu et j'ai rencontré un monsieur qui venait du Zaïre. Je connaissais personne ici.

PR : Vous l'avez rencontré en Espagne, ce monsieur ?

PB 5 : Non, c'était à travers mes parents, je le connaissais pas.

PR : Ah, ok...

PB 5 : Mes parents m'ont dit « Écoute il part en Belgique, c'est mieux que tu partes en Belgique ». Et alors, c'est mon frère qui est venu de France me chercher en Espagne et on vient en voiture parce que je pouvais pas prendre l'avion ni le train. Ni le bus non plus...

PR : Et ça, c'était en quelle année ?

PB 5 : C'était en 77.

PR : Donc entre le moment où vous avez quitté le Portugal en 69 pour aller d'abord en France et votre arrivée en Belgique, il y a eu 8 ans...

AM : Huit ans de différence, oui. C'est un bon parcours... Le 2 septembre 77 je suis arrivé ici

PR : 77. Donc ça fait 42 ans... Et en 42 ans, est-ce que vous avez pensé un jour à retourner au Portugal ?

PB 5 : Ben, je le pense maintenant, j'ai ma pension. Je pense que en un an ou deux ans, je pars au Portugal. Mais je vais revenir en Belgique car j'ai toute ma famille qui habite ici quoi...

PR : Vous avez des enfants ...

PB 5 : J'ai un enfant ici, j'ai un autre au Portugal.

PR : D'accord... Mais donc, vous songez à retourner au Portugal parce que vous allez avoir l'âge de la pension. Mais avant ça, est-ce que vous aviez l'intention de quitter la Belgique ou non ? Ça c'était pas dans vos plans ?

PB 5 : C'était pas dans mon plan, non. On était habitués... Dans les affaires, ici, tu as tout quoi.

PR : Et comment ça s'est passé quand vous êtes arrivé en Belgique, est-ce que vous avez rencontré rapidement d'autres Portugais ou alors, est-ce que vous étiez plutôt dans un milieu...

PB 5 : Et bien, on est arrivés dans le milieu portugais. Le premier, c'était l'APEB⁸³. Après, c'était « O Elvas » où je suis membre depuis cette époque-là. Parce qu'à l'époque, les gens qui venaient, bon... Il y a personne qui avait des papiers... C'était très difficile, les papiers. On se faisait contrôler dans la rue, dans le restaurant. Tu étais en train de manger, on te contrôlait, si tu avais pas de papier, tu terminais pas de manger, on t'expulsait directement. C'était un moment terrible, ça. Et on se rejoignait dans les associations parce que c'est là qu'on avait de l'aide. Tout le monde dans l'association le dimanche et tout... Et on avait de l'aide, quoi. Tout le monde cherchait du travail. Par rapport à aujourd'hui, non : on vient en avion, ils connaissent déjà tout. Maintenant, il y a moins de solidarité.

PR : Et aujourd'hui, de l'expérience que vous avez avec la communauté portugaise, est-ce que vous considérez que c'est une communauté qui est plutôt ouverte au pays d'accueil, ouverte à la Belgique ? Ou est-ce qu'au contraire, vous pensez que c'est plutôt une communauté qui est fermée qui vit un petit peu dans son milieu ?

PB 5 : Non, c'est une communauté ouverte. Ok que la plupart... Il y a beaucoup qui s'intéressent pas aux informations... Mais pour moi, il y a très peu d'informations vers les citoyens portugais. On devrait être plus communicatifs dans les associations, les hommes politiques. Parce que moi, je vais te donner un exemple. Moi, je faisais la politique à Ixelles

⁸³ Association des Portugais Emigrés en Belgique.

pendant 12 ans. J'étais membre de la chambre exécutive pendant 12 ans. Il y avait de grandes personnes qui travaillaient avec moi, dont Rachid Madrane, qui est ministre aujourd'hui. J'ai pas voulu continuer, j'ai arrêté parce que moi j'avais le sens des affaires. Je voulais pas la politique. Ça m'intéressait et ça m'intéressait pas. J'étais convaincu que c'était pas mon domaine et c'est là que j'ai changé. Mais j'ai encore toutes mes relations, des amis, Charles Picqué et tout ça, par exemple. Ils me connaissent très bien.

PR : Mais vous avez dit qu'il y avait pas assez d'informations. Est-ce que c'est des informations qui auraient dû plutôt être données par la communauté portugaise ? Par les associations ? Ou par les politiques belges ? Ou par les deux ?

PB 5 : Non, par les politiciens portugais. Parce que nous avons la Communauté européenne... Bah, il y a aucun qui vient dans les associations, c'est rare. Ces gens, c'est une communauté à part, ça fait pas partie de notre globe. C'est ça qui fait la séparation de tout ça. Beaucoup devraient être plus solidaires. Parce qu'il y a des hommes qui sont des cadres et ils se mélangent pas avec les autres. Tu vois bien dans l'ambassade, le consulat, tout ça... Est-ce que tu vois quelqu'un de ces gens-là qui vont dans une association portugaise boire un verre ou manger ? Non, tu les vois jamais.

PR : Parce que comme on est à Bruxelles, et qu'il y a beaucoup de députés européens... De députés portugais qui sont au Parlement européen qui vivent ici... Mais on les voit jamais dans les établissements portugais, c'est plutôt rare...

PB 5 : Moi je dis pas que pour l'économie ils fréquentent les établissements portugais. Moi je voudrais bien c'est que ces gens-là, ils fréquentent les associations... Qu'ils expliquent aux gens : il y a quelque chose à faire. Tenir les gens au courant...

PR : Donc, vous considérez qu'il y a quand même une grande distance entre les Portugais qui vivent en Belgique et les politiciens portugais qui devraient être plus présents, qui devraient avoir l'initiative d'expliquer comment les choses fonctionnent, notamment au niveau politique en Belgique et cetera ?...

PB 5 : Oui, au niveau de l'administration aussi... Comme tout ce qui se passe à l'ambassade, au consulat... Comment le citoyen doit être reçu, comment le citoyen doit traiter toutes ces choses... Ils doivent s'informer.

PR : Vous avez l'impression que les gens sont abandonnés alors...

PB 5 : Pour moi, ça a été toujours comme ça. Ces gens-là sont des gens un peu à part hein, moi je me mélange pas avec des gens comme ça. Pour la personne qui veut avancer, comment

ça se fait que dans le milieu maghrébin, on a déjà 8 ministres et Portugais on a pas un ? On a pas même un secrétaire, rien. C'est les divisions qu'ils font. Pourtant on devrait avoir des politiciens dans toutes les communes... Désigner un Portugais qui veut suivre la politique. Bon, il faut l'intégrer aussi avec la communauté belge. Pourquoi est-ce qu'il n'y a pas ça ? Moi, j'ai quitté d'une part, Ixelles, parce que dans le milieu portugais, je savais que personne allait voter parce qu'à l'époque on pouvait pas voter. J'allais pas très loin, quoi. J'étais là dans la chambre exécutive, j'étais bien. Bon, je gagnais rien mais je faisais quelque chose pour la commune. J'étais bien vu avec tout le monde mais j'allais pas plus loin que ça. Parce que j'avais pas de communauté portugaise qui va voter pour moi, quoi. Si c'était aujourd'hui peut-être que je quitterais jamais, je serais à mon poste de politicien. Parce qu'aujourd'hui ils peuvent voter, ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, quoi. Et à l'époque, non. C'était interdit les étrangers qui peuvent voter pour quelqu'un. Ça n'existait pas jusqu'en 2000.

PR : Tout à fait, en 2000 c'était la première fois.

PB 5 : Moi, j'ai quitté ça en 2000, oui...

PR : Et est-ce que vous, vous pensez que depuis 2000, dans la communauté portugaise, il y a eu des, des initiatives ou des projets qui encouragent les gens, les Portugais à voter pour les élections communales ? Qui les informent sur ce qu'il faut faire ?...

PB 5 : Non, il n'y a personne. Maintenant, on a eu le cas que j'ai demandé au secrétaire d'État il y a 4 ans. Moi, j'ai été à la réunion, j'ai demandé que les gens ils devaient se présenter avec leur carte d'identité pour voter. C'est tout parce que maintenant il n'y a qu'à mettre la carte dans l'appareil et tout est enregistré. On a pas besoin d'un livre avec le bazar là : « Monsieur doit venir voter »... Non !

PR : Mais je parle bien des élections communales belges...

PB 5 : Oui, les informations des communales belges, c'est qu'ils doivent s'inscrire. S'ils sont pas inscrits, ils votent pas. Mais il n'y a personne qui va s'inscrire.

PR : Et vous trouvez que dans la communauté portugaise, il y a eu des initiatives pour informer les gens sur ça ? Sur comment faire pour s'inscrire, pourquoi c'est important...

PB 5 : Non, ça je n'ai jamais vu. Mais maintenant pour l'Europe, la première fois que le secrétaire d'État annonce qu'on a pas besoin de s'inscrire pour aller voter. Mais il y a personne qui a fait aucune campagne pour les Européennes. C'est pour ça qu'ils ont pas eu de vote. Il y a eu 6 personnes pendant 2 jours. Où est la communauté ? On devrait faire une campagne dans les associations, réunir la communauté portugaise et dire voilà : « Vous devez

pas vous inscrire mais aller voter c'est très important ». Nous on a besoin des parlementaires ici en Europe parce qu'on sait rien demander parce qu'il y a personne. Il y a pas le poids. Voilà, c'est simple. « Alors ce qu'on vous demande, c'est que vous soyez solidaires pour que le Portugal avance avec les parlementaires pour que notre politique change »... Mais faut faire une campagne quelconque, de quels sont les objectifs de ces gens-là pour qu'ils se déplacent pour aller voter.

PR : Il faut qu'il y ait plus d'information et plus de campagne... Et de votre expérience personnelle ; Je vois déjà que vous êtes une personne qui s'intéresse à des questions comme ce qui se passe dans la commune, ou ce qui se passe en Belgique de manière générale... Comment est-ce que... Comment est-ce que ça s'est développé en vous cet intérêt pour les questions de politique locale, les questions de politique communale, comment est-ce que c'est arrivé dans votre vie ?

PB 5 : Moi je suis une personne... J'aime tout savoir. Où je suis, où j'habite, où je réside. Ça m'intéresse de savoir qu'est-ce qui se passe dans la commune et je vais souvent à des réunions de la commune. Parce qu'il y a des travaux dans les rues, il y a des trottoirs,... Alors il faut voir de quoi il s'agit. On est au courant de ce qui se passe où on vit...

PR : Et vous vous intéressez aussi à la l'actualité du Portugal, aux questions politiques du Portugal ?

PB 5 : Je regarde tous les jours.

PR : Et pourquoi est-ce que selon vous... Apparemment il y a quand même beaucoup de Portugais en Belgique qui ne suivent pas votre raisonnement, qui ne s'intéressent pas beaucoup aux questions locales, et d'ailleurs c'est pour ça qu'il y a de très peu inscrits sur les listes électorales communales... Alors selon vous, pourquoi est-ce que si peu de Portugais en Belgique votent aux élections communales ?

PB 5 : Bah, c'est encore un autre euh... Ça c'est une belle question. Mais les gens, vous savez, ici, la plupart ils sont pas des intellectuels. Ce sont des gens qui travaillent dans le bâtiment, des femmes de ménage... Ils sont très euh... Sa famille, gagner de l'argent et c'est tout. Il y a même des gens qui vont même pas au bistrot boire un verre. Il y en a plein comme ça. Parce que la vie est tellement difficile... Alors ce qui se passe ici, de ces gens-là, de ne pas savoir, c'est qu'on a pas un journal qui informe les gens. Alors, pourtant on a une communauté de 70.000 personnes en Belgique. Je sais pas si au niveau du Portugal, eux ils pouvaient faire un journal parce que bon, ici il y a un que c'est à Pereira, de France, qui faisait un que c'était Paulo Carvalho qui distribuait, là. Mais ce journal, ici, c'était petit par rapport au français

quoi, à la France. Evidemment que les gens n'étaient pas informés en politique parce qu'eux ce qui les intéressait c'était la publicité, c'est là qu'ils gagnent leur vie parce que c'est un journal gratuit. Alors, il y a, ici, des revues brésiliennes qui informent un peu sur le Brésil mais sur le Portugal, ils informent rien. Et ça, il devrait y avoir...

PR : Mais donc vous, vous avez parlé du niveau d'éducation des gens qui pourrait avoir un impact sur la faible, leur faible participation et aussi le fait que leur priorité c'est surtout le travail avant tout...

PB 5 : Ah oui, la priorité, c'est le travail. Mais même pour s'informer à la télévision ou quoi que ce soit, ils ont rien, hein. Il ya pas un journal, il y a pas une revue...

PR : Donc aussi un manque d'information... Et vous pensez, par exemple , pour des gens qui, qui sont ici, par exemple, depuis 30 ans... Vous pensez que eux aussi ils ont été dans une situation où il y a eu un manque d'informations ou peut-être que...

PB 5 : Ben, en 30 ans, il y avait un ici qui était à Mr. Costa. Moi, je l'ai connu, il travaillait à la banque espagnole. Je l'ai connu dans les années 70, début 80. Et lui, il a monté une imprimerie, il a fait un journal qui s'appelait la « Tribuna ». Il donnait toutes les informations du Portugal et c'était aussi distribué gratuit, hein. Il gagnait dans la publicité aussi, c'était un bon journal, ça. Après il a un fait un petit livre : « as capelinhas de Bruxelas ». C'est lui qui a commencé cela. Ce que fait Paulo Carvalho maintenant, c'est seulement de la pub mais il y a rien d'autre, hein. Et là, dans ce journal, « La Tribuna », il y avait pas mal d'informations qu'il distribuait dans l'APEB, les associations et tout ça... Bah lui, après, avec sa maladie, il a décidé d'arrêter et depuis lors, c'est moi qui ai dit à Paulo Carvalho « Commence avec ton journal ». A l'époque, c'est moi qui ai eu l'idée là-dessus.

PR : Et le Portugal a vécu pendant plus de 50 ans dans une dictature, notamment avec Salazar, et la question que je voulais aussi vous poser est si vous pensez que ça a pu avoir aussi un impact sur le fait que les Portugais votent peu ? Etant donné que pendant 50 ans, les gens ont vécu dans un pays où il y avait pas de liberté d'expression, il y avait pas de liberté de presse, où il y avait pas de partis,... ou très, très peu...

PB 5 : Pas de TV non plus...

PR : Pas de télévision... Où il y avait pas de place pour le débat démocratique... Est-ce que vous pensez que c'est possible que ce manque d'expérience démocratique a pu faire qu'au jour d'aujourd'hui, même si ça fait maintenant plus de 40 ans que le Portugal vie en démocratie, mais est-ce que pensez que ce passé a pu avoir un impact sur le fait que les gens votent peu ?

PB 5 : Oui, évidemment. Il y a eu un impact.

PR : Même si ça fait quand même 40 et quelques années que maintenant, le Portugal est en démocratie, vous pensez que c'est une possibilité, que le fait qu'il y a eu tant d'années de dictature, ça a encore un impact aujourd'hui ?

PB 5 : Il y a aussi encore un impact aujourd'hui. Nous sommes dans une démocratie très jeune. Et si je peux m'exprimer, moi, de démocratie, ici, aujourd'hui, on a pas de démocratie. La démocratie, c'est de la foutaise. C'est la parole qu'ont dit qu'il y a en démocratie, pour moi, c'est un pur communisme qu'on a actuellement.

PR : Au Portugal ?

PB 5 : Non, en Europe ! Je parle d'ici, de Bruxelles, pas du Portugal. Au Portugal, maintenant, ils ont aussi les lois qu'ils déposent ici. Tout. Mais, nous sommes dans un plein communisme. J'ai connu bien le fascisme au Portugal, j'ai connu le fascisme en Espagne, j'ai connu bien le communisme quand j'étais en Russie dans les années 80, en Pologne... Avant le mur de Berlin, je fréquentais déjà ça. Et nous sommes dans le même système. Mais les gens ne se rendent pas compte. Pourquoi ? Parce qu'ici ils ne sont pas contre les gens parce qu'ils ont le CPAS et le chômage. S'il y a pas une chose, il y a l'autre. Bon, il y a de quoi aller chercher de l'argent pour vivre. Sans ça, c'était déjà la pure révolution parce que nous, actuellement, nous avons 40 % de pauvres en Europe, vous trouvez ça logique ? Depuis 10 ans. Ça a monté depuis 10 ans. Si ils coupent le CPAS et le chômage, en 15 jours, il y a plus personne ici. Tout ici c'est un désert, tout le monde dégage d'ici. Alors, la démocratie, il n'y a pas, ça n'existe pas.

PR : Il y a aussi quelque chose d'autre qu'il se dit, par exemple, que les Portugais de France feraient exprès de ne pas participer, de ne pas voter parce qu'ils ne veulent pas déranger. Ils ne veulent pas être mal vus par les Français. Comme ils sont beaucoup, comme il y a une grande communauté portugaise en France, ils se disent que : « Bon, j'ai pas envie de déranger les Français, j'ai pas envie qu'ils commencent à se dire qu'il y a beaucoup de Portugais qui votent et donc, qu'ils pourraient avoir un poids politique ». Et donc, ils pourraient éventuellement être discrets, de manière volontaire, pour faciliter leur intégration. Est-ce que vous pensez ?...

PB 5 : Non, non. Ce qui manque, c'est de la part politique qui donne pas d'informations, qui font pas ça. Moi j'ai suivi des campagnes avec les Marocains. Je l'ai fait il y a 12 ans. Dans une salle, il y a 400 personnes. Tous Marocains. Là, les politiques font leur discours, à dire quelles sont les avantages pour les Marocains, les subsides... On explique tout. Est-ce que

dans les Portugais, tu vois quelqu'un ? Non, on voit jamais personne. Il y a personne qui se mélange. Paulo Pisco⁸⁴ vient, pff... Seulement dans les grands cadres, c'est tout. Le restant, la petite communauté, ça n'intéresse pas. Mais c'est là qu'il faut vivre, c'est les petits qu'il faut vivre, c'est pas les grands. Ça ils ont pas compris. Nuno Melo⁸⁵, qui fait le cinquantenaire⁸⁶, moi j'ai voté pour lui, parce qu'il a fait quelque chose ici pour les Portugais. Mais combien de votes il a eu ? 37. Et moi, à son management je lui dis : « Dis-lui que je veux parler un peu avec lui »... « Ah oui, ça va, quand tu veux, tu me téléphones »... Il m'a pas donné sa carte, j'ai bien compris que... S'il donne pas sa carte, c'est qu'il ne veut pas, hein. Lui, s'il avait fait une approche dans la communauté portugaise, dans les associations, de rencontres et tout ça,... Qu'il fait une pub, on se rencontre... Tout le monde vient. Et qu'il explique les choses clairement parce que les politiciens, ils tiennent un autre engagement de parole et nous on accepte pas ça parce qu'on comprend rien. Ils ont des mots que... Non, il faut venir au simple, le direct. Le simple pour que les gens comprennent. Il faut jamais parler du PS ou du PSD... Ils s'en foutent de ça, c'est des choses qui tiennent pas de valeur. Pour moi, il devrait y avoir qu'un parti, celui qui gouverne et l'opposition, pas avoir d'autres. Aucun parce que tout le monde se lance la balle comme sur une table de ping-pong. Tout le monde se lance la balle et personne veut l'attraper.

PR : Et par rapport aux élections communales, est-ce que vous pensez que c'est facile pour un étranger de s'inscrire ?

PB 5 : Oui, c'est facile. Tu vas à la commune et tu demandes le document, tu le remplis et tu le laisses là. Et c'est fait.

PR : Donc vous, vous l'avez fait, vous êtes inscrit pour voter pour les élections communales...

PB 5 : À l'époque, on était obligés mais je crois que maintenant, en Belgique on est inscrits d'office.

PR : Non, il faut s'inscrire en Belgique.

PB 5 : Moi je me suis inscrit quand j'ai commencé à travailler dans la commune d'Ixelles. T'es obligé de t'inscrire là-dessus.

PR : Et donc, vous pensez que c'est pas compliqué de s'inscrire...

PB 5 : Non, pas du tout, c'est très simple.

⁸⁴ Député portugais pour la circonscription de l'Europe (pour les Portugais de l'étranger qui vivent en Europe).

⁸⁵ Député portugais au Parlement européen.

⁸⁶ Fête portugaise organisée annuellement au parc du cinquantenaire.

PR : Et est-ce que le fait qu'en Belgique, il y ait le vote obligatoire, que ça peut être un frein, et que ça fait qu'il y ait beaucoup de Portugais de Belgique qui ne veulent pas s'inscrire parce qu'ils se disent : « Le vote obligatoire, c'est embêtant, je peux payer une amende » ou quelque chose comme ça...

PB 5 : Ben, oui, c'est un engagement mais il peut aller chercher un certificat médical, il peut dire qu'il se trouve à l'étranger, il peut donner une procuration à quelqu'un d'autre. Voilà, c'est simple.

PR : Aux Pays-Bas, tous les étrangers européens sont automatiquement inscrits pour voter aux élections communales des Pays-Bas. Ici, il faut s'inscrire mais là-bas, ça n'est pas nécessaire. Tout le monde est d'office automatiquement inscrit. Donc, tous les étrangers européens peuvent voter pour les élections communales néerlandaises. Qu'est-ce que vous pensez de cela ? Vous êtes plutôt favorable ? Vous trouvez que c'est une bonne chose ou une mauvaise chose ?

PB 5 : Pour moi, je suis favorable, ça devrait être obligatoire à tout ça parce que c'est là qu'on vit, la zone où on vit.

PR : Mais la différence, c'est que le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas. Mais ici, le vote est obligatoire. Qu'est-ce que vous pensez si on implémentait le même système en Belgique ? Donc, que tous les étrangers européens soient automatiquement inscrits et puissent automatiquement voter pour les élections communales, mais que le vote soit obligatoire. Est-ce que vous pensez que ça pourrait être perçu par la communauté portugaise comme un grand problème ou ?...

PB 5 : Non, je pense pas que ce soit un grand problème mais... C'est une bonne idée. D'être obligatoire, là, ça devient un peu délicat parce que c'est une obligation de force. Non, la personne doit aller d'elle-même. Je trouve c'est normal qu'elle aille d'elle-même si elle veut. Mais il doit y avoir plus d'informations vers les gens et que ça sera une bonne option de faire ça.

PR : Ok, c'est bien. Voilà, on arrive à la fin du de l'entretien, est-ce que vous avez éventuellement quelque chose à ajouter par rapport à ce qu'on a dit ? Ou est-ce qu'on a fait le tour de toutes les questions, selon vous ?

PB 5 : Ben, je trouve que c'est un bon travail. J'espère bien que toi tu mets un peu le pied en avant.

PR : Merci.

VI. Entretien PB 6, Bruxelles le 23 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Alors, la première question que je voulais vous poser c'était juste de me raconter quel a été votre parcours pour arriver en Belgique. Pour quelles raisons vous avez quitté le Portugal ? Et qu'est ce qui a fait que vous avez choisi la Belgique ?

Portugais de Belgique 6 (PB 6) : Alors, pourquoi la Belgique ?... Il y a plusieurs raisons. J'ai rencontré mon actuelle femme à l'époque, c'était ma future femme. Je l'ai rencontrée et elle habitait ici. Donc, ce n'est pas moi qui ai choisi à ce moment-là. Mais aussi, j'ai décidé de la suivre parce qu'elle habitait là et j'ai décidé de la suivre parce que je parlais déjà français à l'époque et donc, du coup, je me dis que la Belgique, c'est aussi un pays francophone et donc, c'était intéressant de venir ici en Belgique. C'était ces deux raisons, c'est parce que ma fiancée à l'époque habitait là et parce que c'est un pays francophone.

PR : Vous êtes né au Portugal, vous avez vécu quelques années au Portugal mais vous avez aussi connu une autre expérience à l'étranger avant de venir en Belgique ?

PB 6 : Exact. Donc, j'ai habité au Portugal jusqu'à mes 9 ans. Ensuite, mes parents sont partis habiter en France... Jusqu'à l'âge de 18 ans. Ensuite, mes parents sont retournés au Portugal. Et là, je suis resté deux ans... Deux ans et demi au Portugal et c'est là après, je suis allé en Belgique.

PR : En Belgique, vous aviez une petite vingtaine d'années quand vous êtes arrivé ici ?

PB 6 : J'avais 19 ans.

PR : 19 ans. Et donc là ça fait une petite dizaine d'années que vous habitez ici.

PB 6 : Oui. Donc, ça fait 15 ans.

PR : Et pendant ces quinze années, est-ce que, avec votre femme, vous vous êtes déjà dit que vous aviez envie de retourner au Portugal ? Est-ce que pendant ces quinze années vous avez eu le projet de retourner au Portugal ?

PB 6 : On n'a pas eu de projet. On a juste... De temps en temps, on y réfléchit. Par exemple, quand on y va en vacances, on se dit toujours « C'est quand même sympa le Portugal, pourquoi pas habiter ici, revenir ici ». Mais après voilà, c'est plutôt quelque chose de passager. Passager parce que quand on regarde un peu, c'est quand même économiquement très compliqué. Pour nous deux, ça serait très compliqué d'habiter au Portugal parce que voilà, il faudrait probablement habiter à Lisbonne, de par nos boulots, et habiter à Lisbonne, ben, la

vie est quand même chère, il faut travailler, il faut aller faire des navettes, etc. Ça ne serait pas si génial que ça, finalement, habiter au Portugal, voilà la réalité. Et quand on y réfléchit, on se dit : « Ben non, on reste ici en Belgique ». Il n'y a pas de projet, c'est juste de temps en temps, ça nous arrive d'y réfléchir. Mais rapidement, on retombe sur la réalité des choses qui fait que la Belgique c'est quand même beaucoup mieux que le Portugal de manière... Economiquement.

PR : Donc, à moyen terme à long terme, il est presque évident de se dire que vous allez rester ici.

PB 6 : On restera ici encore beaucoup d'années.

PR : Oui, ok. Et donc, vous êtes ici depuis 15 ans. Quel est le rapport que vous avez avec les autres Portugais de Belgique ? Est-ce que vous avez des activités au sein de la communauté portugaise ? Au niveau des associations ou autre chose ?

PB 6 : Non, plus maintenant. Donc, moi je suis croyant et pendant plusieurs années, on fréquentait une église portugaise. Une communauté portugaise, une église portugaise, et depuis cinq, six ans, on a quitté cette communauté, cette église portugaise, et c'est vrai que depuis ben, c'est plutôt des Belges, des Italiens qu'on côtoie. Quelques Portugais, mais vraiment plus du tout une communauté, une association ou quoi que ce soit.

PR : Est-ce que vous avez intégré cette communauté quand vous êtes arrivé en Belgique ?

PB 6 : Oui.

PR : Est-ce que c'était le besoin de, quelque part, retrouver vos racines au moment de votre arrivée en Belgique ? Donc de garder un certain contact avec vos origines portugaises ?

PB 6 : Il faut savoir que ma femme était déjà, quand je suis arrivé, elle fréquentait déjà. Donc, ce n'était pas moi qui ai voulu. Mais effectivement, c'est surtout la langue et le besoin de se retrouver entre Portugais, évidemment. Quand on arrive dans un pays, on a besoin d'avoir ce côté de s'accrocher quand même quelque part à nos racines. Personnellement, en ce qui me concerne, j'ai déjà habité en France pendant beaucoup d'années et ici en Belgique. Donc j'ai habité plus en dehors du Portugal qu'au Portugal. Personnellement, je n'ai plus besoin de fréquenter une communauté portugaise, je n'ai plus ce besoin.

PR : ce qui n'est pas le cas de votre femme...

PB 6 : Ce qui n'est pas encore le cas de ma femme. Elle a encore un peu ce besoin-là. Moi, comme j'ai passé ma jeunesse en France, une grosse partie de ma jeunesse en France, moi je n'ai pas ce besoin. Ça ne me dérange pas du tout de ne pas fréquenter la communauté

portugaise. Ma femme, elle a encore un petit peu de ce besoin mais ce n'est pas si dramatique que ça. C'est encore raisonnable. Après, ses parents à elle, ils ont encore ce besoin. Mais bon, nous personnellement, on n'a pas vraiment ce désir... Un peu plus ma femme, moi moins.

PR : Mais vous m'avez dit que vous avez donc quitté ce milieu il y a 5, 6 ans. Il y a des raisons particulières à ça ? Le fruit du hasard ? Qu'est ce qui s'est passé ?

PB 6 : C'est... Des raisons, parce que... Finalement, on se sentait plus très bien dans cette communauté, pas parce que c'est portugais. Parce que... On ne s'y sentait pas très bien. Il n'y avait pas beaucoup de projets. Donc, nous, on est très actifs actuellement dans une église. Et c'était petit. Il n'y avait pas beaucoup de projets, ça n'avancait pas beaucoup et en plus, du coup, on a déménagé, on est venu habiter sur Bruxelles. Et du coup, où c'est situé cette église, c'était de l'autre côté de Bruxelles, ça faisait très loin pour y aller. Et voilà. Plusieurs choses qui ont fait que finalement, on a cherché ailleurs.

PR : Et vous dites qu'il n'y avait pas beaucoup de projets, parce que c'était une communauté qui était petite ou parce que vous pensez que c'est plutôt une caractéristique de la communauté portugaise qui ne propose pas beaucoup de projets ?

PB 6 : Nous, c'est parce que c'était petit...

PR : C'est vraiment la dimension...

PB 6 : Surtout la dimension. Et les gens qui sont à la tête de cette église qui ne font pas forcément les choses avancer. C'est le leadership de l'église qui n'est pas le même que d'autres églises, quoi.

PR : D'accord . Et donc vous avez pu côtoyer la communauté portugaise pendant un certain temps. Est-ce que vous considérez que c'est une communauté qui est plutôt ouverte au pays d'accueil ou plutôt repliée sur elle-même ? Donc. Je ne parle pas de votre expérience personnelle mais de ce que vous constatez de la communauté de manière générale.

PB 6 : Ben, ils sont fermés dans le sens où c'est assez... Ce n'est pas qu'on interdise les Belges, mais dans le sens où... Tout se fait en portugais. De ce point de vue-là, ce n'est pas ouvert. Ça serait ouvert, par exemple, s'il y avait une traduction. Ça existe des églises en Europe où il y a une traduction systématique dans la langue du pays. Par exemple, chez nous, ce n'était pas le cas, c'était vraiment exclusivement en portugais. De ce point de vue-là, c'est fermé. Du point de vue, ben le fait d'accepter des gens belges, évidemment, c'est ouvert. Et les gens qui constituent cette communauté, c'est des gens qui pour la plupart, c'est des gens qui ont des amis qui sont nés en Belgique. Des Portugais nés en Belgique. La plupart sont des

gens qui parlent français, même à la maison, tout ça. C'est quand même des gens assez ouverts en général. Il n'y a pas ce côté enfermé ou bien fermé. C'est plutôt une tradition, c'est plutôt une tradition de maintenir cette communauté avec ses origines. Même si les gens qui la constituent ne sont pas des gens fermés en soi.

PR : D'accord, donc, vous êtes en train de me dire que ce sont des gens déjà de la seconde génération qui maintiennent quand même cet aspect où on est dans un milieu où on n'est pas fermé aux autres, mais il n'y a pas non plus des initiatives pour que d'autres nationalités, par exemple, fréquentent aussi le milieu.

PB 6 : Oui parce que... C'est logique parce que disons que c'est une église spécifique... La communauté, sa spécificité c'est la langue portugaise. Donc, automatiquement, on va exclure les autres. Si on commence à changer la langue vers le français, par exemple, il n'y aurait plus la spécificité portugaise. On perdrait finalement la tradition. Ça n'aurait pas de sens, ça deviendrait quelque chose de belge.

PR : Mais vous pensez qu'il y aurait moyen de faire autrement ? De maintenir cette identité tout en offrant des possibilités d'ouverture ?

PB 6 : Justement, c'est ce que je disais. Mais ça requiert des gens pour traduire, ça requiert du travail. Et pour une petite communauté comme ça, c'est difficile. Je sais qu'il y a des grosses communautés où ils le font. Là, ils accueillent des Belges, des Français... Mais ça reste quand même relativement bizarre, je trouve parce que... Finalement, la communauté, sa spécificité c'est la culture portugaise. Et la langue portugaise. L'idée d'accueillir d'autres personnes, c'est étrange parce que du coup, on se transforme. Ce n'est pas le but. Le but c'est qu'on garde la spécificité portugaise. J'ai l'exemple parce que je côtoie maintenant beaucoup d'Italiens. Les Italiens... Beaucoup sont sortis de l'église italienne. Et ils se plaignent parce que cette église italienne où ils étaient, elle s'est transformée en église belge. C'est à dire que maintenant il y a des choses en italien qui se font mais la plupart, c'est en français. Et les gens se plaignent. Ils disent que ça ne sert plus à rien d'y aller parce que finalement, il y a plus... Nos petits-enfants, nos enfants et tout ça, il n'y a plus d'Italiens là-dessus. Très peu d'Italiens, ça sert plus à rien non plus. C'est comme si t'es Belge, on perd l'identité qu'on voulait avoir dans cette communauté et j'ai réfléchi à ça. Finalement, ce n'est pas le cas de là où j'étais. Ce n'était pas encore le cas. On a vraiment gardé une identité portugaise. Mais quand je réfléchis à ça, nous on veut vraiment garder cette identité portugaise pour que nos enfants, éventuellement, puissent parler aussi portugais de temps en temps avec d'autres enfants. Vraiment cette culture qui reste encore un peu. Sinon ça sert plus à rien, autant transformer et aller ailleurs, tout ça.

C'est ça le concept. Le concept c'est que ça soit portugais. Il faut le garder portugais même si les gens ils sont euh... Evidemment il pouvait parler le français.

PR : Et vous avez aussi vécu en France. Est-ce que vous avez ressenti aussi la même constatation vis à vis du degré d'ouverture de la communauté portugaise ?

PB 6 : Je trouve qu'en France... Non, c'est enfoncé au niveau des communautés, quand même. Ils essaient vraiment de maintenir quelque chose de vraiment typiquement portugais.

PR : D'accord, donc, pas vraiment de distinction avec la Belgique à ce niveau-là.

PB 6 : Non. Pas ce niveau-là. Evidemment, comme je disais, il y en a qui font des traductions. C'est très bien mais ça reste quand même très portugais et c'est souvent des Portugais qui se marient avec des Français, des communions comme ça... Du coup, ils ont besoin d'une traduction mais ce n'est pas vraiment des Français de France qui viennent dans la communauté. C'est plutôt parce qu'il le faut. Il le faut parce que là, il y a une certaine mixité... Même en France, ce genre de choses, il faut vraiment garder. Et ça, il garde vraiment une identité portugaise.

PR : Donc, l'idée en fait, ce n'est pas forcément d'être replié sur soi-même, c'est de protéger son identité. C'est de protéger la divulgation de la langue d'origine auprès des enfants...

PB 6 : Oui. C'est une des choses intéressantes effectivement, d'avoir ce côté-là portugais pour les enfants. Mais... Ça dépend aussi des générations.

PR : Est-ce qu'on pourrait dire que les Portugais sont plus patriotes que les Italiens ?

PB 6 : Je pense que c'est pareil (rires).

PR : Alors comment expliquer que les Italiens ont eu l'initiative de s'ouvrir plus ?

PB 6 : C'est peut-être lié... C'est local. C'est cette église-là, cette communauté là en question qui a fait ce choix-là.

PR : Ce n'est pas à généraliser...

PB 6 : Ce n'est pas généralisé. Ce n'était pas, je ne pense pas que ce soit l'idée générale... Mais je pense que c'est surtout parce que les nouvelles générations tendent à se transformer. Et je ne sais pas si cette communauté portugaise ou la communauté italienne, dans une ou deux générations suivantes, ils vont encore garder cette identité. Je ne sais pas. Effectivement, c'est intéressant de maintenir la culture. Mais comme je disais, les générations comme ma génération et les générations suivantes, ils sont moins intéressés de garder la culture. Ils aiment la culture mais ils sont moins intéressés et c'est vrai que ces communautés chrétiennes,

elles gardent cette identité, quand même, surtout je pense parce qu'il y a encore des anciennes générations qui sont là, qui ont besoin de sentir cette identité-là, parce que c'est ce qu'ils ont connu quand ils étaient jeunes et c'est comme ça qu'ils se sentent bien : avec la langue et aussi la manière de faire. La manière de faire, la manière d'agir qui est différente de la belge. Ils ont besoin de ça. Mais je pense que dans les prochaines générations, ça va, comme l'église italienne, justement, ça va peut-être se perdre. Je pense même je ne sais pas.

PR : Et pour revenir à la Belgique. Est-ce que vous sentez que dans la communauté portugaise, il y ait des initiatives pour promouvoir le vote, pour promouvoir la participation à des élections portugaises ou belges ? Est-ce que vous sentez que dans la communauté portugaise il y a ce genre d'initiatives ? Qu'elle soit active à ce niveau-là ?

PB 6 : Effectivement, quand on ne fréquente pas de communauté portugaise, on est complètement en dehors de la communauté, donc on n'a pas accès, on n'a pas accès...

PR : Vous ne recherchez pas ce genre d'informations...

PB 6 : On ne sait pas forcément où la rechercher, mais on ne recherche pas forcément, et ça ne vient pas à nous automatiquement. Effectivement, il y a des réseaux sociaux mais il faut quand même qu'on soit abonné à telle ou telle page...

PR : Qu'il y ait un pied dedans...

PB 6 : Il faut quand même qu'on s'y intéresse un peu. Sinon, ça ne vient pas automatiquement à nous. Ce n'est pas euh...

PR : Donc, du fait que vous soyez un petit peu à l'écart, vous ne pouvez pas vraiment répondre. Parce que vous ne pouvez pas être au courant du fait que vous soyez un petit peu à l'écart de ça.

PB 6 : Exact.

PR : D'accord. Et là on revient à votre ressenti personnel. Est-ce que vous êtes une personne qui s'intéresse à ce qui se passe dans la commune où vous habitez ? Est-ce que vous vous intéressez à ce qui se passe en Belgique de manière générale ? Est-ce que vous suivez l'actualité ?

PB 6 : Personnellement, moi j'aime bien suivre. Donc, moi je suis quelqu'un qui suit l'actualité, l'actualité du pays et j'aime bien voir les infos de la commune. Personnellement oui, ma femme elle s'en fiche. Après ça dépend des personnes. Personnellement je préfère, par exemple, tout ce qui se passe au Portugal, ça ne m'intéresse pas vraiment. Sa politique, que ce soit footballistique, que ce soit autre chose, ça ne m'intéresse pas. Donc voilà, ça m'intéresse

plus ce qui me concerne vraiment localement. Vraiment, je préfère. Je préfère lire le journal d'Anderlecht parce que j'habite Anderlecht plutôt que de lire les infos belges ou de lire les informations portugaises...

PR : D'accord. Est-ce vous avez une explication au fait que votre femme ne s'intéresse pas à ce qui se passe ici ?

PB 6 : Non, elle ne s'intéresse pas en général aux informations, à l'actualité, à la politique...

PR : Que ce soit au Portugal ou en Belgique.

PB 6 : Oui.

PR : D'accord. Vous avez, vous le savez, le droit de vote pour les élections communales. Et d'ailleurs, pour les élections européennes aussi. Vous pouvez aussi voter pour des députés belges qui se présentent... Pour le Parlement européen. Est-ce que vous participez ? Est-ce que vous êtes inscrit ? Et pourquoi ?

PB 6 : Donc pour voter en tant que...

PR : En tant que Portugais mais pour le conseil communal belge, par exemple, de votre lieu de résidence, Anderlecht.

PB 6 : Je sais effectivement qu'on peut voter pour les communales belges. Mais euh... Je me suis déjà dit plusieurs fois que ça serait bien que je le fasse parce que, encore une fois, je trouve que c'est plus intéressant de voter pour sa commune que pour euh... Pour les régionales, c'est intéressant mais pour les fédérales, par exemple, je trouve que c'est moins intéressant. Je trouve que c'est intéressant de voter pour la commune mais je n'ai jamais pris le temps de le faire parce qu'il faut avoir le temps et je me suis jamais, j'ai jamais fait la démarche.

PR : Donc, vous n'êtes pas contre l'idée, au contraire...

PB 6 : Je ne suis pas contre l'idée, au contraire, je suis plutôt intéressé...

PR : C'était juste une question d'opportunité si, jusqu'à présent, vous ne l'avez pas fait.

PB 6 : Voilà, c'est une question... Je sais que mon vote, il sera pas forcément euh... Le vote est ce qu'il est, quoi. C'est quelque chose d'infime par rapport aux autres votes. Ça ne changera pas la donne. Ce sont des questions que chaque personne qui vote se pose, évidemment. Mais en plus de ça, il faut faire ces démarches administratives pour aller voter, pour demander la possibilité de vote et ensuite aller voter. Mais je ne suis pas du tout contre l'idée de voter pour les communales, mais je n'ai jamais pris le temps de le faire. Voilà.

PR : Très bien, et pour ce qui est des élections portugaises. Est-ce que vous participez ?

PB 6 : En fait, pour la première fois, j'ai voté pour les européennes. Très récemment.

PR : Pourquoi cette fois ci et pas les antérieures ?

PB 6 : Pourquoi ? C'est une bonne question. Parce que, parce que... Peut-être avec l'âge, je me dis que ça serait bien que je participe aussi à la vie, à la vie politique de l'Europe et de la vie du pays. C'est avec l'âge, je pense. Mais aussi parce que je n'ai pas eu l'opportunité et c'est vrai que j'ai eu quelques informations sur les réseaux sociaux, qu'on pouvait aller voter, qu'on devait aller voter, que ça serait intéressant, que finalement c'est un devoir citoyen, un devoir européen. Je me dis : « voilà, je vais perdre deux heures de ma vie pour le faire ».

PR : Est-ce que vous vous étiez déjà inscrit pour voter ? Ou est-ce que vous avez bénéficié des changements dans la loi électorale portugaise qui fait que maintenant, tous les Portugais de l'étranger sont automatiquement inscrits sur les listes électorales ?

PB 6 : Je m'étais déjà inscrit.

PR : D'accord. Donc, c'était vraiment une coïncidence que cette fois ci vous alliez voter. Ça n'a rien à voir avec ce changement... Ok, très bien. Vous avez déjà répondu à quelques-unes de mes autres questions. Je vois que vous trouvez que c'est important de participer, vous l'avez expliqué de manière précise. Mais maintenant, pour revenir à votre opinion sur le comportement de la communauté portugaise, comment est-ce que vous pourriez expliquer que si peu de Portugais votent aux élections communales belges ? Comment expliquer, par exemple, que la participation des Portugais de Belgique soit beaucoup plus basse que celle des Italiens, des Français, des Espagnols ? Comment expliquer ça ?

PB 6 : D'une part, ça peut être l'information qui n'est pas assez présente, ce qu'on peut faire ou pas. C'est possible. Parce qu'effectivement, il faut quand même se renseigner, faut lire les informations qui nous arrivent dans la boîte aux lettres. Ce que tout le monde ne prend pas le temps de faire, je pense. Aussi parce que c'est peut-être un désintérêt pour la vie locale du pays parce que beaucoup de Portugais que je connais ne s'intéressent pas réellement au pays dans lequel ils habitent et gagnent leur salaire. Beaucoup de Portugais regardent la télévision portugaise. Par exemple, de la famille, tout simplement, ils regardent la télévision portugaise, ils s'intéressent plus au pays leurs origines plutôt qu'au pays où ils habitent et donc, le fait d'aller devoir faire les démarches, d'une part, de s'inscrire dans la commune, d'une part, aller voter. C'est quand même assez fastidieux. Et du coup, pour l'intérêt que les gens ont pour la politique... Pour la politique en général et pour le pays où ils sont et la commune où ils sont. Il y a beaucoup d'obstacles...

PR : ... Beaucoup de facteurs qui expliquent ce phénomène... Vous évoquez le manque d'intérêt pour les questions locales mais aussi le manque d'intérêt pour la politique, en général, les démarches qu'il faut faire, les démarches qui ne sont pas évidentes ou qui ne sont pas toujours faciles euh...

PB 6 : C'est sûr que si on pouvait voter avec un smartphone, à la maison, ça serait peut-être différent. Et là, il faut se déplacer déjà, il faut s'inscrire. Ensuite, il faut, le jour J, il faut aller se déplacer. C'est quand même beaucoup. C'est assez fastidieux.

PR : Et là, on parle exclusivement de la responsabilité de la communauté portugaise pour expliquer ce manque de participation. Est-ce que vous pensez qu'éventuellement, on pourrait aussi parler de responsabilité, d'un manque de politique, de manque d'initiatives de la part des politiques belges pour faire en sorte qu'il y ait une plus grande intégration et une plus grande participation des Portugais ou des étrangers en général ? Est-ce que vous avez l'impression de ressentir cela ?

PB 6 : Il y a jamais assez de communication, c'est sûr. Mais personnellement, j'ai eu pas mal d'informations. J'ai même reçu une lettre à la maison en m'invitant d'aller m'inscrire, une lettre qui était envoyée à l'avance. J'aurais pu très bien y aller. De ce côté-là, je ne pense pas que ce soit euh... J'ai pas l'impression que la commune, ou la politique belge, ou le gouvernement belge soient... Il y a toujours moyen d'informer mieux les citoyens. Mais, je pense personnellement qu'il y a eu assez d'information.

PR : Vous considérez que ce qui a été fait était suffisant...

PB 6 : En ce qui me concerne, oui.

PR : Ok. Pendant un peu plus de 50 ans, vous savez que le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment avec Salazar. Est-ce que vous pensez que cela a pu avoir un impact sur la participation électorale des Portugais au jour d'aujourd'hui ? Je vous dis ça parce qu'il y a une théorie qui défend ça.

PB 6 : Aucune idée, je ne sais pas.

PR : Je peux un peu approfondir. Du fait que pendant plus de 50 ans, les Portugais ont vécu dans un pays où il n'y avait pas, ou très peu de liberté d'expression, où il n'y avait pas de liberté de presse, où il y avait un seul parti politique... Et donc, il y avait une absence de débat démocratique, il y avait une absence de culture démocratique. Est-ce que vous pensez que, même en sachant que cela fait 40 ans que le Portugal a changé de régime et vit

maintenant dans une démocratie, est-ce que vous pensez que cela a pu avoir un impact ou que cela a encore un impact aujourd'hui à cause de cela ?

PB 6 : Personnellement, je ne pense pas que ça ait un impact avec la génération qui a vécu Salazar. Je ne pense pas qu'elle soit encore en âge de... Enfin, en possibilité vraiment de voter. Mais la génération qui a vécu la révolution, je pense au contraire qu'ils seraient très contents de voter puisqu'ils n'ont pas eu la possibilité de le faire. Personnellement, je ne sais pas. J'aurais tendance à dire que non.

PR : D'accord. Ça, c'est encore une autre théorie qui vient de France... D'une personne qui habite en France... Et qui dit qu'en fait, que le manque de participation des Portugais de France viendrait du fait que c'est volontaire, qu'ils veulent être discrets, qu'ils ne veulent pas se faire remarquer, qu'ils ne veulent pas déranger les Français. Donc, ils ne voudraient pas, par exemple, que les Français se disent : « c'est une communauté qui est nombreuse... S'ils commencent à voter en masse, ils peuvent avoir un poids dans les décisions politiques ». Et donc, pour faciliter leur intégration, il y aurait une stratégie collective inconsciente, certes, mais qui ferait qu'ils ne participent pas pour faciliter leur intégration. Qu'est-ce que vous pensez de ça ?

PB 6 : Ça m'étonnerait. Je ne pense pas que les Portugais soient aussi euh... Ça m'étonnerait qu'ils voient ce côté-là. Ils sont déjà intégrés, les Portugais en France, ils sont généralement très bien acceptés. D'après ce que j'ai vécu puisque j'habitais en France, on est très bien acceptés. Et la plupart des Portugais sont très bien assimilés en France et beaucoup vivent comme des Français. Je ne pense pas que maintenant ils se soucient que les Français les voient ou qu'ils aient peur d'eux... Moi, ça m'étonnerait. Je dirais non.

PR : Le manque de participation ne serait pas dû à cela...

PB 6 : C'est pas une raison pour le manque de participation...

PR : Ni en France, ni en Belgique, d'ailleurs.

PB 6 : Non.

PR : Ok. Alors, on en a parlé tout à l'heure mais je n'ai pas approfondi la question parce que justement, je vais vous la poser maintenant. Est-ce que vous considérez qu'il soit simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire sur les listes électorales communales ? Qu'est-ce que vous pensez de la procédure ?

PB 6 : Sachant que, personnellement, j'ai reçu une lettre à la maison. Donc, c'était relativement... C'était en français et en néerlandais. Donc, du moment qu'on connaît ces deux

langues là, ou une des deux langues, on comprend ce qu'ils veulent, ce que ce gouvernement voudrait, qu'on puisse aller voter. Donc, ça me semble... C'est quand même une invitation d'aller voter donc, ça me semble pas compliqué en soi de le faire. Il faut juste prendre le temps. Personnellement, pour aller à la commune... La commune, dernièrement, est assez efficace, j'ai trouvé. J'y ai été pour renouveler ma carte de séjour. C'est assez efficace mais il faut quand même prendre son temps. Faut aller voir les horaires, peut-être prendre une matinée pour y aller. Franchement, on n'a pas vraiment envie de le faire. C'est plus par fainéantise, peut-être. Effectivement, si automatiquement, bah, on pourrait directement le faire sans devoir s'inscrire, je pense que ça augmenterait les chances qu'il y ait plus de monde.

PR : C'est intéressant votre situation. Je la trouve intéressante parce que vous êtes clairement quelqu'un qui n'est pas du tout contre le fait de s'inscrire. Bien au contraire. Vous semblez dire que les procédures ne sont pas difficiles mais en fin de compte, j'ai quand même l'impression que c'est quand même, quelque part, un obstacle parce que, même si en théorie c'est simple, mais chaque personne a sa vie, son quotidien... Et, ok, on reçoit une lettre par courrier. Mais c'est quand même facilement oublié. Donc, je n'ai pas l'impression, en vous entendant, que la procédure soit... Peut-être simple mais pas la plus adaptée, pas la plus adéquate. Parce que si je vous entends bien, s'il y avait une méthode ou un modèle qui serait plus simple, vous seriez certainement inscrit à l'heure d'aujourd'hui pour voter aux Communales.

PB 6 : Plus simple... C'est pas la simplicité, c'est la question du temps que ça va prendre pour le faire parce que c'est une démarche. C'est du temps qu'on va prendre. Ou pas. Voilà, chacun fixe ses priorités dans son planning. Personnellement, voilà, se dire qu'on va perdre... Dans mon cas, je perdrais peut-être une heure et demie. Se dire ça : « je vais perdre une heure et demie pour le faire ». Quand j'ai reçu la lettre, par exemple, tout dernièrement, j'avais peut-être deux ou trois semaines pour le faire. Dans ces deux ou trois semaines, je me suis dit : « Ça serait bien que je le fasse ». Et puis voilà, l'occasion ne s'est pas faite, elle ne s'est pas présentée. Et se dire « voilà, je ne me le suis pas mis non plus dans mon calendrier. Voilà, je vais le faire à tel moment ». Voilà, l'occasion ne s'est pas présentée... Et je ne me suis pas dit : « Ah, tiens, j'ai le temps, je vais le faire ». Non, non, je travaille, je bosse. J'ai de la famille, j'ai plein de choses à faire et voilà, l'occasion ne s'est présentée pour que je le fasse. Je n'ai pas pris le temps de le faire parce que ce n'est pas non plus une priorité dans ma vie d'aller voter. Et je pense que pour la plupart des gens ce n'est pas une priorité d'aller voter. Autour de moi, les gens généralement, râlent. Les Belges râlent de devoir aller voter parce que c'est obligatoire en Belgique. Généralement, me dire « Écoute, je vais perdre du temps pour aller

voter alors que les gens râlent parce qu'ils doivent aller voter ». L'environnement, le contexte actuel, c'est ça, les gens râlent. C'est vrai qu'on a tendance à se dire : « Tiens, les gens râlent et pourquoi moi je vais aller faire les démarches, perdre du temps pour le faire alors que généralement, les gens râlent de devoir le faire »... C'est quand même assez bizarre. Sauf que le contexte des personnes en Belgique fait que les gens ne sont pas super heureux de devoir voter.

PR : Est-ce que pour vous, le vote obligatoire, de votre point de vue, est ce que c'est quelque chose qui pourrait être un frein à votre inscription ?

PB 6 : En fait, je ne sais pas si en m'inscrivant, je serai dans l'obligation de voter.

PR : Vous êtes dans l'obligation de voter tous les 6 ans pour les élections communales...

PB 6 : C'est peut-être un frein mais je n'ai pas réfléchi à ça...

PR : Mais vous pouvez vous désinscrire à tout moment...

PB 6 : Moi ça me dérangerait pas d'aller voter, personnellement. Par exemple, ma femme, ça ne l'intéresse pas. Moi je trouve que c'est intéressant. Enfin, ça m'intéresse un peu la politique, surtout la vie politique locale. Moi, ça me dérangerait pas de devoir aller voter, personnellement. Je comprends que pour beaucoup de personnes ça pourrait être un frein...

PR : Et pour la communauté portugaise, vous pensez que ça pourrait être un frein ?

PB 6 : De devoir aller s'inscrire et se dire : « finalement, non, puis, je vais me désinscrire ». C'est quand même des démarches à faire pour quelque chose qui.... Enfin, je pense que c'est un frein. Personnellement, pour moi, ça ne serait pas un frein. Si on fait les démarches pour aller voter (rire), si après, ça nous embête d'aller voter, c'est quand même un peu bizarre. Mais après, c'est vrai que si on peut se désinscrire... Voilà, c'est pas si grave que ça. Personnellement, actuellement, ça m'intéresserait de voter.

PR : Et aux Pays-Bas, il faut savoir que tous les étrangers européens sont automatiquement inscrits pour pouvoir voter aux élections locales néerlandaises. Donc, ils ont exactement les mêmes droits que leurs concitoyens néerlandais. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 6 : Ben oui, c'est intéressant, c'est ce qu'il faudrait. Parce que c'est aussi des démarches à faire, quoi. Mais ça embêterait beaucoup de monde si jamais c'est obligatoire. Je pense que ce qu'ils pourraient faire, c'est éventuellement faire comme la Hollande. Disons que, voilà, la communauté portugaise, par exemple, puisse aller voter automatiquement. Si on est inscrit dans la commune, si on habite dans la commune, qu'on puisse aller voter automatiquement mais que ça ne soit pas obligatoire.

PR : Que ce soit obligatoire pour les Belges mais pas pour les Européens ou les étrangers...

PB 6 : Ça me semble logique.

PR : Pourquoi ?

PB 6 : Parce qu'on a pas...

PR : Parce que là, vous avez deux catégories de citoyens.

PB 6 : Ben oui, parce qu'on est pas Belges... Finalement, les Belges ils ont un devoir différent de nous. Finalement...

PR : Même pour des questions locales ? Par exemple, pour la gestion de la commune vous êtes autant impliqué, autant intéressé par des questions locales que votre voisin marocain ou belge ou quoi que ce soit...

PB 6 : Le problème c'est que je vois qu'il y a beaucoup d'étrangers qui ne s'intéressent pas à la politique, qui ne s'assimilent pas, qui ne s'intègrent pas au pays. Donc, pour eux, ça ne ferait aucun sens. Ils ne sauraient pas pour qui voter, ils ne seraient pas en mesure de voter correctement. Et je pense que pour un Belge...

PR : Il serait peut être obligé de s'intéresser à ce moment-là...

PB 6 : Bah, ils voteraient peut-être blanc ou ils voteraient n'importe quoi. Pour un Belge, généralement, on a toujours une tradition dans la famille d'un parti politique, finalement. Souvent c'est le cas. Donc, ils voteraient par tradition ou alors, ils voteraient parce que dans ses amis, dans son environnement, son contexte, dans son environnement de travail, il y a peut-être des discussions là-dessus. Il y a souvent des discussions politiques, ça arrive souvent, des amis dans leur travail, qui pourraient se forger une idée sur qui ils iraient voter. Par contre, des étrangers qui ne s'intéressent pas du tout... Finalement, on en voit beaucoup qui ne s'intéressent pas du tout au pays où ils sont. Ils s'en fichent. Se dire qu'ils doivent aller voter... Finalement, ils vont voter pourquoi ? Peut-être qu'ils ne savent même pas lire correctement. Peut-être que, voilà, ils iraient voter pour n'importe quoi et ça serait un vote qui aurait une influence négative sur la réalité des problèmes de la commune. Ça pourrait être négatif. Donc, voilà, j'ai tendance à dire que s'ils n'ont pas un intérêt pour la politique, ça ne les intéresse pas, si finalement ils ne sont pas du tout intégrés, que ce soit au niveau de leur travail, que ce soit avec des personnes du pays, qu'ils sont complètement dans une bulle communautaire ou quoi... Ils n'ont pas à voter. Ce n'est pas intéressant, ni pour eux, ni pour la commune, plus concrètement.

PR : Et concernant la communauté portugaise, si le vote était... Donc, si la communauté portugaise était automatiquement inscrite pour voter aux communales belges mais que le vote serait aussi obligatoire, comment pensez-vous que la communauté portugaise réagirait ?

PB 6 : Ben, mal (rire). Je pense. Si c'était obligatoire, oui, parce que, déjà, au Portugal ce n'est pas obligatoire. Les gens, généralement, ils n'aiment pas aller voter, ils n'aiment pas faire cette démarche.

PR : Ils boycotteraient les élections ? Quelque chose comme ça ?

PB 6 : Ça les embêteraient, ils râleraient. Evidemment, si c'est obligatoire, ils vont aller le faire. Peut-être qu'ils voteraient blanc par démarche de rébellion, enfin, de contestation.

PR : Mais ils le feraient...

PB 6 : Ben... Oui. Si c'est obligatoire (rire), il faut le faire. Sinon, on a une amende. Ils le feraient mais comme j'ai dit, beaucoup de Portugais, ici, en tout cas, à Bruxelles, ça ne les intéresse pas la politique belge, pas du tout. Donc euh... Ils voteraient pourquoi ? Ils voteraient pour euh... Soit ils votent blanc, oui, c'est très bien ce vote... Soit ils voteraient pour quelque chose qui... Enfin, un vote de contestation. Ils voteraient quelque chose qui... Enfin, ils ne sauraient pas pour qui voter, finalement. Il se trouve que ce n'est pas intéressant. Je pense qu'on doit voter de manière lucide. On doit pas voter de manière : « Voilà, je dois le faire et donc, je vote parce que euh... Voilà, je ne sais pas pour qui voter parce que ce prénom-là me plaît, cette tête-là me plaît... ». Sauf que ce n'est pas une bonne manière de voter. On doit voter parce que les valeurs du parti nous correspondent.

PR : Mais donc, il faudrait que le vote ne soit plus obligatoire en Belgique parce que cela s'applique aussi pour la population belge...

PB 6 : Ça s'applique aussi pas pour la population belge mais...

PR : Parce qu'il y a beaucoup de gens qui ne sont pas vraiment intéressés...

PB 6 : Mais ça s'applique un peu moins parce que, comme je l'ai dit, les Belges, ben, souvent, enfin en ce qui me concerne, il y a une souvent tradition dans la famille pour un parti, souvent une famille reste dans un parti. Donc, finalement, généralement ce parti garde les valeurs de la famille. Ça peut arriver. Donc, finalement, la personne va voter pour les valeurs qui correspondent à la famille. Je trouve ça bien. Ou alors, voilà, la personne, comme elle côtoie des gens, des personnes dans le milieu professionnel ou les amis... Ces personnes discutent probablement du parti et des partis politiques, etc.. Donc, il se peut que la personne sache sur qui voter. Les personnes, par exemple, regardent les informations de Belgique. Alors que la

communauté portugaise, par exemple, regarde la télé portugaise. Et ne sauraient pas pour qui voter, finalement. Evidemment il y a beaucoup de partis en Belgique, il y a beaucoup de nuances dans les partis... Et ils ne sauraient pas pour qui voter alors qu'un Belge probablement, il va probablement plus regarder les infos du pays, les infos belges, finalement, la télé belge... Donc il y a toujours, finalement, quelque part,... Enfin, on parle souvent des partis. Finalement, ils sauraient un peu plus, quand même, sur qui voter... Enfin, un Belge saurait plus sur qui voter qu'un Portugais qui est complètement... Enfin pas tous les Portugais mais beaucoup de Portugais qui sont issus de la première génération, qui sont arrivés, qui sauraient pas pour qui voter, finalement, parce qu'ils regardent pas les infos belges. C'est clair qu'il y a beaucoup de Belges qui ne savent pas vers qui voter, le vote n'est pas intéressant mais il y a potentiellement beaucoup plus de Belges, même si c'est obligatoire, qui voteraient de manière intéressante par rapport à leurs valeurs plutôt que la communauté portugaise.

PR : Ok, très bien. Ecoutez, nous en avons terminé avec cet entretien. Je vais encore vous demander si vous avez éventuellement quelque chose à ajouter, quelque chose à laquelle vous avez pensé, que vous voudriez rajouter ?

PB 6 : Je pense que tout a été dit.

PR : Ok, merci.

PB 6 : Avec plaisir.

VII. Entretien PB 7, Bruxelles le 24 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Alors on va commencer par des questions plus générales et puis on va, petit à petit, approfondir vers des questions liées à la problématique du travail. En tout premier lieu, je voudrais savoir, je voudrais que vous me racontiez votre parcours jusqu'en Belgique. Pour quelles raisons vous avez quitté le Portugal ? Dans quelles circonstances ? Et qu'est-ce qui a fait que vous avez choisi la Belgique ?

Portugais de Belgique 7 (PB 7) : Je n'ai pas vraiment choisi la Belgique. En fait, j'ai grandi au Portugal. J'ai fait des études à Sciences Po. Je voulais impérativement travailler dans le monde des affaires européennes, que ce soit à Strasbourg, à Bruxelles... Et c'est à Strasbourg que j'ai commencé. C'est là que j'ai compris qu'en fait, les choses se passent ici, à Bruxelles. J'ai vécu cinq ans à Strasbourg en travaillant pour l'Assemblée des Régions de l'Europe. Et c'est vrai que même si c'était une expérience formidable, au niveau de la prise de décision, j'étais obligé, souvent, de venir à Bruxelles. Et donc... Le parcours est tout à fait normal, après, ce choix de venir à Bruxelles. Comme le secrétaire général était Belge à l'époque... Et donc, il m'a invité à venir à Bruxelles pour ouvrir le bureau ici. Donc, l'Assemblée des Régions de l'Europe, en résumé, regroupe tous les conseils régionaux, comme on dit en France, d'Europe. Des pays du Conseil de l'Europe, donc 57. Et regroupait à l'époque 282 régions. En lien avec le Portugal... Au Portugal, on a pas de régions mis à part Madère et Açores. C'était que ces deux membres-là qui pouvaient participer à l'Assemblée. Quand je suis arrivé à Bruxelles, mon travail consistait à développer et créer une Maison des régions d'Europe. Chose que j'ai réussi à faire.

PR : Et vous êtes arrivé en quelle année ici ?

PB 7 : 2014.

PR : En 2014... Donc, depuis peu de temps...

PB 7 : 5 ans. Et donc là, en fait, j'ai rencontré, via le directeur du centre de presse de Bruxelles, j'ai rencontré le prince Laurent, qui avait, lui, une maison des énergies renouvelables à Arlon. Et il était en faillite. Du coup c'était une bonne opportunité pour nous de reprendre la maison et développer le projet d'une façon à accueillir toutes les régions qui n'ont pas les moyens de payer un bureau à Bruxelles et avoir des collaborateurs. Je pense notamment aux régions, ou même aux régions italiennes, qui sont également membres, et qui voulaient juste avoir un pied à terre à Bruxelles ; un bureau qui puisse de temps en temps travailler, mais aussi développer du réseautage. Et ça s'est fait. À la fin de ce parcours, j'ai

travaillé en tant qu'attaché de presse. J'ai quitté l'Assemblée des régions d'Europe. Et je me suis consacré à deux projets. Le premier, en travaillant au centre de presse de Bruxelles où j'ai développé toute la plateforme diplomatique. Mon travail consistait à modérer les débats, faire le lien, tisser des liens avec des ambassades. Et parce que je suis Portugais, donc c'était la première tentative d'aider des sociétés portugaises, à se faire promouvoir et connaître à Bruxelles. En parallèle, j'ai développé trois séries en lien avec le tourisme et le patrimoine culturel qui sont diffusées par TV5 Monde, dans toutes les chaînes. Ils sont... Au total neuf chaînes. La série s'appelle embarquement et depuis... C'est un grand succès, elles sont toujours diffusées. Je produis entre dix et douze séries par an. Et pour conclure, il y a, en janvier 2017, j'ai décidé de créer un média qui s'appelle « Brussels Express ». Pour moi, c'était une tentative, surtout de mieux comprendre Bruxelles. Et ce média a bien marché. Au début, c'était un développement personnel. Et soudainement, j'avais 21 collaborateurs : trois personnes à plein temps et les autres étaient des pigistes qui contribuaient, qui ont fait grandir ce projet. Et en août 2018, je l'ai vendu à une société belge qui appartient au groupe Solvay. Et depuis, le média grandit et moi je peux observer sa croissance à partir de mon poste, tranquille. Donc, aujourd'hui, je fais des tournages. Je continue à développer des projets au Press Club. Mais je ne suis plus impliqué au « Brussels Express ».

PR : Cela fait que cinq ans que vous êtes ici. Mais je vais quand même vous poser la question. Est-ce que vous avez l'idée de retourner au Portugal ? Prochainement ?

PB 7 : Non.

PR : À long terme ?

PB 7 : Oui. Mais en fait, ma relation avec le Portugal est très saine. Je n'ai pas quitté le Portugal à cause d'un objectif économique spécifique. J'ai quitté le Portugal parce que je ne pouvais pas développer mon travail en étant à Lisbonne. Donc, je voulais vraiment être ici à Bruxelles, dans une ville chaotique, entouré d'expatriés, entouré de gens que je ne comprends pas. Et je ne pouvais pas retrouver ça à Lisbonne. Rien n'empêche d'avoir un fort lien avec le pays. L'amour est là. Moi je suis très content à Bruxelles et d'avoir la possibilité de fréquenter les Portugais. Mais tout mon parcours indique une autre chose. J'ai grandi au Portugal en étant dans une école étrangère. La plupart de mes petites amies étaient étrangères. Je suis marié à une Hollandaise. Même ma famille compte plusieurs origines, notamment italienne. Donc, c'est un peu dans mon ADN. Donc, je ne pense pas que je trouverais mon bonheur à cet âge-là, là-bas. Par un souci intellectuel, tout simplement. J'aime l'Europe, j'aime la construction européenne. Et je me sens vraiment très bien à Bruxelles.

PR : Et ici, à Bruxelles, est-ce que vous avez des rapports avec les Portugais de la ville ou les Portugais de Belgique. Comment sont ces rapports ? Vous avez des contacts au niveau des associations traditionnelles ? Ou c'est plutôt un contexte où c'est des expatriés portugais qui sont arrivés ici il y a peu de temps et qui travaillent dans les institutions européennes ? Comment est-ce que ça se passe ?

PB 7 : Alors, pour la petite histoire, si vous voulez, la première chose, à Toulouse, mon premier contact avec la communauté portugaise, c'était un petit restaurant, d'un gars, je sais plus d'où il venait. En fait, je trouvais ça génial de pouvoir manger dans un resto portugais parce qu'il y a pas une grosse communauté là-bas. Mais c'est la première fois... Parce que je côtoyais que des Français, ou des Français de là-bas, de Méditerranée. Et c'est surprenant peut-être mais moi je ne connaissais pas la réalité portugaise à l'étranger, à savoir l'immigration portugaise. Je viens d'un parcours un peu atypique au sens où c'était des Français qui étaient chez moi. Parce que j'ai grandi dans un lycée français. Donc ça veut dire, c'est la nature humaine, ça veut dire que, quand on était petits, la majorité était portugaise. Vous pouvez bien imaginer qu'on s'amusait parfois avec les Français. C'est normal d'avoir cette petite méchanceté infantile, parfois. Donc, c'était avec grand choc, la première fois que je suis parti en France, où j'ai appris une autre réalité. La réalité de l'immigration portugaise. Pour moi, c'était, c'est peut-être atypique de dire ça, mais c'était bizarre d'entendre certains commentaires. J'avoue que je me suis senti peut-être un peu seul puisque j'étais le seul étudiant portugais. Et je me souviens d'avoir visité un village au Gers, d'un copain. Et il me présente à son grand-père, il dit : « c'est António, mon ami, il est Portugais, mon collègue à Sciences Po ». Et le grand-père me dit : « Ce n'est pas possible ». Je dis : « Pourquoi ? ». « Parce que tu es Portugais ». Et quand il m'a dit ça, je voyais que ce n'était pas par méchanceté. Mais ça m'a fait vraiment mal de l'entendre. Donc, du coup, c'était un choc de réalité. Et je trouve quand même important de le souligner. Après, j'ai pu m'identifier avec une autre réalité qui n'est pas la mienne et mieux la comprendre. Parce qu'aujourd'hui, effectivement, on a plusieurs niveaux, plusieurs vérités. Mais l'immigration portugaise en France, aussi, elle est très belle comme histoire, elle est formidable. Des gens qui ont quitté le pays, qui ont tout reconstruit ailleurs. Parfois, ils sont très reconnaissants vis-à-vis de l'Etat qui l'ont accueilli. D'autres non. Donc, pour moi c'est vraiment intéressant de tisser des liens avec ces personnes que j'ai connu. Ça a été le cas à Strasbourg et surtout ici à Bruxelles. À Bruxelles, il y a quelque chose de spécial. On retrouve des gens qui ont quitté le pays il y a 40 ans, comme ceux qui à mi-parcours, qui ont mon âge, l'ont fait aussi. Et après, les fameux dit « expats ». Alors, je pense que c'est que Bruxelles qui peut offrir ça, c'est qu'il n'y a pas de barrière ici.

Ça veut dire qu'en fait quelqu'un qui a quitté le pays il y a 40 ans aujourd'hui tisse également des liens avec quelqu'un qui a quitté le pays hier. Parce que l'Europe n'est plus la même, le pays n'est plus le même. Et donc, peu importe l'origine, si tu viens d'un village ou pas, si tu as fait des études ou pas. Et c'est le cas ici à Ixelles, où on a le café Portugal comme un très bon exemple. Où... C'est la maison d'un Portugal qui est « expat », qui est politique, qui est maçon, qui est boulanger, qui est... Ce qu'on veut. Et c'est vraiment emblématique de cette nouvelle réalité. Donc, j'ai appris à connaître, en fait, tous ces différents parcours dans cette ville. Et j'ai des amis dans tous les cadres, en fait. Les expatriés travaillent à la Commission, dans des banques belges,... Après, il y a ça aussi. C'est un autre phénomène. C'est des gens qui sont dans des domaines non-institutionnels. Un simple ingénieur, architecte, un banquier, qui arrive, qui tente la Belgique, comme, en fait, il pourrait tenter une expérience en Norvège. Le choix n'a aucun lien, à vrai dire, avec une communauté parce que l'oncle est là ou la grand-mère... Ce qui arrive souvent... C'est encore un autre volet. Aujourd'hui, je crois qu'on a trois groupes : c'est des gens qui sont partis il y a longtemps, après les gens des institutions européennes et des gens qui ont des parcours complètement différents, qui débarquent à Bruxelles pour la première fois sans avoir aucun lien avec le pays.

PR : Vous avez dit que vous avez ressenti un choc quand vous avez découvert une autre réalité. Quelles sont les conclusions que vous avez eu par rapport à cette autre réalité ? Quelle analyse vous avez fait de cela ?

PB 7 : Il y a plusieurs niveaux. À vrai dire, la première réaction, c'est une certaine incompréhension. Et quelque part, c'est de ma faute puisque j'ignorais une réalité. Donc, la deuxième étape, c'est de mieux comprendre le pourquoi du comment. Et après, tout simplement, on accepte qu'il y ait des parcours différents. C'était plutôt une réaction très égoïste de se dire : « Pourquoi est-ce qu'on va me placer dans cette catégorie ? ». C'était juste surprenant. Mais... Je veux dire, je ne suis pas traumatisé avec ça. C'est juste un constat que je n'étais pas prêt à entendre, à entendre cette réaction. Je suis conscient que mon parcours n'est pas tout à fait uniforme par rapport à d'autres réalités portugaises. Pourquoi ? Parce que même celui qui travaille aujourd'hui à la Commission, ça se trouve qu'il n'a pas fréquenté un lycée français comme moi. Donc, c'est ça. C'est là qu'il y a un choc à vrai dire.

PR : Mais en parlant de votre parcours. Vous êtes quand même très actif auprès de la communauté portugaise, de par les activités que vous avez, comment ça se fait que vous avez eu cette idée d'avoir ce type de projet avec la communauté portugaise, dans l'optique de promouvoir le Portugal ?

PB 7 : C'est justement d'être un peu en symbiose avec la communauté qui est déjà présente. C'est de se dire, en fait, j'ai une activité qui n'a absolument rien à voir avec ces projets *ad hoc*. Je me suis dit que je pouvais apporter quelque chose via ce que je fais déjà. Et donc ça va de promouvoir le Portugal par le biais de mon ancien média. Donc, on l'a fait par le biais des partenariats avec la petite portugaise, avec l'ambassade du Portugal, avec l'Institut Camões... Et donc, d'imposer une nouvelle mécanique, en fait. Parce que je trouve que d'autres communautés similaires à la nôtre, l'italienne et l'espagnole, ont franchi un cap que nous on n'a jamais su franchir. Ça veut dire, en fait, que les gens qui ont immigré ici il y a 50 ans étaient dans les mêmes conditions. Et moi, je comprends toujours pas pourquoi il n'y a pas de demande de la communauté portugaise, ici, à Bruxelles. Je m'explique : les Italiens, ils ont des librairies. Les Espagnols, la même chose, ils ont des restaurants qui apportent quand même une certaine fierté. Ça ne veut pas dire que je n'aime pas aller dans une bonne *tasca*⁸⁷. Mais Pourquoi tous les restaurants doivent être comme ça ? Les Italiens ont su créer des restaurants un peu plus... Présentables. Les Espagnols, la même chose et on dirait en fait qu'on vit dans une « bubble » entre nous mais on ne souhaite pas se placer autrement. Et ça correspond pas du tout à la réalité d'aujourd'hui. On part au Portugal, on voit des super restaurants ou alors, des projets intéressants qui ne sont pas exportés ici. Donc, pour moi c'est important d'essayer de communiquer le Portugal autrement, communiquer en anglais pour atteindre plus de gens, d'essayer de partager des activités qu'on fait ici à Bruxelles, et pas forcément que en français ou en portugais. Bruxelles a une large partie de la population qui est « expat » qui parle que anglais. Ben, il faut qu'on change. Il faut qu'on communique avec ces gens.

PR : Et par rapport à la question du vote, est ce que l'expérience que vous avez eu en cinq ans, est-ce que vous avez senti que la communauté portugaise était active à ce niveau-là et qu'elle cherchait à encourager les compatriotes portugais à voter, à s'inscrire sur les listes électorales communales ?

PB 7 : Non. Tout le monde s'en fout. Personne est impliqué politiquement. Quand je dis personne, c'est en terme de nombre, en fait. C'est impressionnant d'avoir autant de Portugais, et ceux qui s'impliquent, ou ils se sentent déjà forts belges, ou alors, ils ne sont pas là. Et ça va de la gauche à la droite. On a quelques bonnes exceptions comme Silvia. Mais sinon, ce n'est pas d'actualité. Justement, lors des élections communales, on a communiqué massivement en disant « vous avez le droit de voter. Vous pouvez apporter votre voix, votre perspective »...

PR : Quand vous dites « on », c'est le projet...

⁸⁷ Taverne.

PB 7 : One Bru One Vote⁸⁸. Les gens répondaient pas. Après, il y a un mélange de plusieurs facteurs. : « C'est, bon, on est fâchés avec l'Europe. On ne sent pas de lien avec la Belgique ». Donc, voilà pourquoi j'ai dit que certains sont reconnaissants du pays hôte, d'autres non. Mais c'est difficile d'expliquer : « si vous êtes là, vous avez aussi changé votre vie, c'est grâce à l'Europe qui permet cette mobilité, qui permet à ce qu'on change de vie et qu'on puisse remplir un compte en banque, qu'on puisse être là ».

PR : Mais ça, ça pourrait être une excuse donnée par tout le monde, quelque part,...

PB 7 : Oui, mais la plupart des gens sont monsieur tout le monde donc, ça veut dire, en fait, que cette excuse, elle est transversale. Quand on se sent pas impliqué dans la société où on vit, ben on laisse de côté, on s'en fout des communales, on s'en fout de l'organisation de la commune. Mais on critique toujours...

PR : Oui... On va approfondir un peu plus ça dans quelques minutes, mais avant, j'ai quelques questions basiques dont je connais déjà la réponse mais... J'imagine que vous êtes une personne qui s'intéresse à ce qui se passe dans votre commune ?

PB 7 : Oui.

PR : À l'actualité belge en général ?

PB 7 : Oui.

PR : À l'actualité portugaise ?

PB 7 : Oui.

PR : J'ai cru comprendre que vous étiez inscrits pour voter pour les élections communales belges. Est-ce que c'est aussi le cas pour les élections portugaises ?

PB 7 : Oui, c'est le cas.

PR : D'accord, ok. Est-ce que vous pouvez m'expliquer pourquoi est-ce que vous êtes une personne qui s'intéresse à ça, qui participe, qui vote, tant aux élections belges qu'aux portugaises ?

PB 7 : Les élections portugaises, c'est par définition, donc, je le fais toujours, c'est, pour moi, le plus important. Donc y'a pas photo. Je voterai toujours aux élections portugaises. Je lirai toujours l'actualité portugaise. Maintenant, l'actualité belge, ou l'actualité à Strasbourg quand je vivais à Strasbourg, pour moi c'est *mandatory*⁸⁹. On vit dans un certain endroit, on doit

⁸⁸ 1Bru1 Vote : collectif qui a mené campagne auprès des bruxellois non-belges en vue de promouvoir l'inscription sur les listes électorales communales.

⁸⁹ Obligatoire.

s'intéresser, mieux comprendre qui nous gouverne, ce qu'on peut faire, ce qu'on ne peut pas faire. Et surtout, essayer à chaque fois de remercier l'accueil. Donc, Ixelles est atypique à Bruxelles. Ixelles est une commune qui a 67 pour cent de la population qui n'est pas belge. Accueille beaucoup de gens, cela a un impact pour la commune, les loyers, le logement... Qui est très cher. Les restaurants.... Ils sont chers. Donc, on a quand même une certaine responsabilité lorsqu'on critique de s'impliquer et d'apporter des réponses. Il y a un problème de mobilité... Et je pense que le débat qu'il y a eu entre Dominique Dufourny avec le MR et Christos Doulkeridis ne pouvait pas être plus d'actualité parce que c'est un choc de générations, même. On voit d'un côté une équipe franco-belge, et on voit de l'autre côté, quelqu'un issu de parents Grecs et qui a su former une équipe, un mélange de Belges et d'expatriés qui représentent véritablement la commune. Une des personnes les plus actives, Bertrand Wert, humblement, il remercie l'opportunité de vivre ici et de pouvoir participer aux élections communales. Il exige que, justement, ceux qui ont ce bénéfice puisse le valoriser et voter à chaque occasion. C'est ce qu'on a essayé de faire. C'est de, tout d'abord, informer parce qu'il est vrai que la plupart des personnes ne le savaient pas qu'on peut voter. Et aussi que c'est un système très informel. Il y a le principe de subsidiarité vraiment, là. Les gens peuvent aller à la commune, participer aux réunions communales. Les pétitions, très facile à le faire. Donc, on sent vraiment qu'on a un mot à dire. Rapidement, on en arrive à croiser le Bourgmestre, lui dire : « Ça ne va pas. Et je vais vous expliquer pourquoi ». Ou le remercier. Donc, cette campagne était une vraie aventure aussi parce que dans le contexte j'avais « Brussels Express » donc on a assumé notre rôle, on s'est dit, on assume qu'on veut politiquement défendre cette cause. Et donc, être le porte-parole en anglais. Ce qui s'est passé, cette année-là... Euh... Donc, c'est ce qu'on a fait. On a essayé de notre mieux de le faire. On a réussi, ici à Ixelles, à avoir 17.000 nouvelles inscriptions, on était très ravis avec ça, et je pense que cette nouvelle coalition avec le PS de Béa Diallo représente vraiment un peu ce qui se passe ici sur notre territoire.

PR : Et parlons un peu de cette campagne. De ce que vous avez senti sur le terrain, pourquoi, selon vous, si peu de Portugais se sont inscrits pour voter aux élections communales ? Comment expliquer le fait que la participation des Portugais de Belgique soit plus basse que celle des Italiens, des Espagnols ou des Français ?

PB 7 : Parce que la plupart des Portugais basés à Ixelles ou à Bruxelles ont le rêve de rentrer à un moment donné chez eux. Ils sont complètement déconnectés de la réalité. C'est un vrai souci parce que la plupart des gens ne comprennent pas qu'ils font partie d'une nouvelle société. Ça veut pas dire qu'ils n'aiment plus le pays d'où ils viennent. On peut être

Bruxellois et aimer inconditionnellement le Portugal, plus que ça, son village ou sa ville. Et je pense que c'est ça qui coince, le raisonnement des gens de se dire : « Je vais pas participer activement dans une ville où je me dis que je n'ai pas de liens ». Mais en même temps, les enfants sont nés ici, ils sont à l'école... Probablement, ils vont pas rentrer au Portugal... Et c'est là que j'essaie d'expliquer aux gens : vous faites partie intégrale de la société.

PR : Qu'est-ce qu'ils répondent ?

PB 7 : (pause) Quand j'ai ce discours, il y a une certaine compassion. Ils disent : « Oui. Je comprends. Peut-être que je vais voter ». Mais je sais que l'idée ne passe pas. Il y a de rares exceptions. Et c'est encore pire avec les « expats » qu'on puisse imaginer, de la Commission, du Parlement. Parce que là, ils sont effectivement déconnectés. Pourquoi ? Parce qu'ils viennent ici et probablement, après deux ou quatre ans, ils partent. Il y a un changement. Le déclic se fait quand celui qui avait aussi travaillé pour le Parlement se marie avec quelqu'un d'ici ou un autre « expat » et là, il y a quelque chose qui se passe. On se dit : « ok, on fait partie de cette communauté. Il y en a ras le bol que les poubelles fonctionnent pas, qu'est-ce qu'on peut faire ?... ». D'où le fait que dans 1Bru1 Vote, on a eu plusieurs expatriés impliqués. En fait, la majorité était non-belge. Et ça, c'était assez... C'est formidable d'avoir tous ces gens impliqués.

PR : Et par rapport au manque de participation de la communauté portugaise, il y a une théorie qui défend, en fait, que ça pourrait... Cette faible participation pourrait découler d'un manque d'expérience démocratique. Du fait que le Portugal ait vécu pendant plus de 50 ans sous un régime autoritaire, même si ça fait maintenant plus de 40 ans qu'on vit en démocratie au Portugal, il y a tout de même une théorie qui défend que ça pourrait être dû à cela qu'aujourd'hui les Portugais participent peu. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 7 : Ça correspond plus à la réalité, pour moi, ça. Ce n'est pas parce qu'il y a un développement démocratique qu'on participe plus. Toutes les études nous montrent cela parce qu'on est en chute partout en Europe au niveau de la participation dans les élections. Par contre on vit beaucoup mieux qu'il y a 50 ans, partout en Europe. On a plus de pouvoir d'achat, on a accès à une meilleure éducation et santé, on est en croissance... Les choses se passent bien. On vit dans le coin de la planète le plus riche au monde. Et les gens se rendent pas compte. On critique toujours l'Union européenne. Donc ce n'est pas un critère, à mon avis, un critère intéressant à prendre en compte parce que...

PR : Ça serait plutôt des effets à long terme dans le sens où il y a des politiques qui ont été appliquées pendant longtemps. Et que ça aurait un impact sur les mentalités...

PB 7 : Alors, comment expliquer les premières élections au Portugal qui ont eu un taux de participation à 72% ? Ça veut dire qu'il y a un effet de choc. La première fois, les gens ont participé. Après, il y a l'habitude et l'absence de mémoire. Le pourquoi d'avoir euh... On s'est battus pour obtenir cette démocratie. Et ça, ça n'est pas d'aujourd'hui...

PR : En fin de compte, pendant très longtemps, les gens n'étaient pas vraiment autorisés à débattre, ne pouvaient pas parler de politique. Il y avait une absence de débat, il n'y avait pas de partis politiques, il y avait un parti unique. Et quelque part, les gens ont intériorisés, enfin... Je reviens sur la théorie, cette manière de se comporter vis-à-vis de la politique, c'est-à-dire, d'être à l'écart de cela. Et l'idée, c'est justement, là, je reprends un petit peu ce qui a aussi été dit par d'autres personnes dans d'autres entretiens, c'est que très souvent les Portugais cherchent à ne pas déranger, à être discrets, à ne pas se faire remarquer. Et c'est un peu là que je veux en venir. Là aussi, vous pensez que c'est dépassé ?

PB 7 : Oui parce qu'en fait, il y a un comportement qui est généralisé. Ce n'est pas le Portugal, c'est tout simplement des intérêts humains. Et l'absence de mémoire, et ça vient des siècles, Machiavel a parlé sur ça, sur l'absence de mémoire du peuple. Et qu'on reprend les mauvaises habitudes à chaque fois. L'apathie portugaise, on voulait en venir, je peux l'accepter dans les détails, en fait. Ça veut dire que peut-être un Espagnol, ou un Italien va oser demander qu'on puisse avoir les documents en italien ou en espagnol. Il va oser demander plus. Et nous, non. Ça fait partie de notre ADN, de notre caractère. Mais après, dans la vue d'ensemble de la situation, on est pas différent des autres.

PR : Mais à ce niveau-là, vous parlez d'ADN. Parce que justement, vous pensez que... Vous ne pensez pas que ça pourrait venir de là, quelque part ? Du fait qu'on a connu une dictature plus dure, par exemple, ou quelque chose ainsi ?...

PB 7 : Les Espagnols ont connu Franco. Les Italiens ont connu Mussolini. On a tous été ravagés d'une façon ou d'une autre. C'est tout simplement un désintéret d'une population qui n'a jamais su s'intégrer. Aujourd'hui, je suis désolé, les gens qui ont émigré en Belgique il y a 20, 30 ans, la plupart sans jamais s'intégrer. Ils vivent dans une *bubble*⁹⁰. Ils fréquentent des Portugais, et limite, ils fréquentent professionnellement les Belges mais, pas plus que ça. On a pas de Portugais qui occupent... Quand on a des Portugais qui ont des postes importants en Belgique, encore une fois, ils ont déjà un sentiment belge... Plus belge que portugais. Ce qui change la donne. C'est rare de voir un Portugais qui s'implique en politique tout en gardant son identité.

⁹⁰ Bulle.

PR : Ok, très bien. On arrive presque à la fin de l'entretien. Mais je voudrais quand même revenir à la campagne IBruIVote... Est-ce que vous vous considérez qu'il soit simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire sur les listes électorales.

PB 7 : Très simple, très simple. Franchement, il y a un effort monstrueux qui a été fait par toutes les 19 communes, l'année dernière, de simplifier la procédure. Autrefois, il fallait aller à la commune pour s'inscrire. Aujourd'hui, on a des formulaires en ligne. On a des formulaires en plusieurs versions linguistiques. Ça va du polonais, à l'espagnol, à l'italien... Il y a eu des campagnes appréciables dans la presse nationale, dans la presse « expat ». Il y a des gens qui ont fait des campagnes de rue pour essayer d'expliquer et inciter les gens. Il y a eu un vrai effort d'identifier des personnes disponibles pour qu'ils puissent expliquer à leur respective communauté quelle est la valeur ajoutée de participer à une élection communale. Et après, il ne faut pas oublier, qu'ailleurs on n'a pas ça. Franchement, bravo à toutes les communes pour au moins, essayer de simplifier les choses. On pourrait se dire « Pourquoi ils font l'effort ? ». Tout simplement, l'information pourrait être en néerlandais, en français et basta. Ils ont quand même compris que la réalité des choses a changé. Et ils ont essayé de tisser un lien avec les différentes communautés. Ce n'est pas évident de faire cet exercice. Franchement, bravo.

PR : Mais j'ai quand même eu l'impression que l'information n'est pas vraiment passée pour ce qui était des formulaires en ligne, par exemple, ou qu'il y a des petites victoires qui sont arrivées en cours de campagne. C'est à dire que l'on pouvait envoyer par email le formulaire à certaines communes, mais pas d'autres. Mais après ça a évolué...

PB 7 : Parce que la politique n'est pas la même, n'est pas uniforme dans les 19 communes. Ça veut dire que peut-être à Ixelles, c'est plus simple, ou ailleurs, c'est plus simple. Donc, ça diverge. Après, c'est encore un défi pour les prochaines élections, c'est d'avoir la même politique partout. La même procédure partout. Il y a plein de choses qu'il faut faire encore pour harmoniser le processus. Mais, franchement, bon, il y a eu de la très bonne volonté, la plupart des gens et volontaires. Ils n'étaient pas payé par un parti politique. Moi, je considère quand même positive la campagne. Et surtout, le fait qu'on ait réussi à avoir plusieurs personnes qui se sont inscrites. Et quand on analyse les tranches d'âge, il n'y a pas... On pourrait se dire, peut-être, alors, ceux qui sont inscrits, la majorité sont en dessous des 28 ans... C'est pas le cas. C'est assez, en fait, on a des chiffres un peu partout. On a des gens plus anciens, on a des jeunes, on a des gens qui sont là depuis 12 ans... Donc, c'est assez surprenant. On a été frappé par ce chiffre. Ce qui veut dire qu'il y a encore de l'espoir pour essayer de convaincre et expliquer, limite éduquer certains à s'impliquer, pas en politique, mais ce qui se passe autour de lui.

PR : Et est-ce que vous avez senti que le vote obligatoire a été un frein pour certaines personnes ?

PB 7 : Plus ou moins parce que la première question était « alors, si je m'inscris, je suis quand même obligé de voter ? ». Alors, on disait oui. Mais après il rebondissait toujours « Mais j'ai entendu dire qu'il n'y a jamais d'amende ». Alors, c'est vrai, à Ixelles, par exemple, on n'a jamais eu d'amende. Donc, ça revient un peu à la même chose. Ça veut dire que ce n'est pas une obligation. Les procurations, formellement, elles existent mais le plus important, c'est que la personne X ou Y s'implique. On a essayé d'expliquer ça, parce qu'au final, quelque part, si on reçoit une amende, ce n'est pas le plus important. Le plus important c'est que la personne s'inscrive en étant consciente de ce qu'elle est en train de faire. Ça veut dire, en fait, elle s'inscrit pour pouvoir apporter son point de vue.

PR : Et aux Pays-Bas, les étrangers européens sont automatiquement inscrits sur les listes électorales communales néerlandaises. Qu'est-ce que vous pensez de ce système ?

PB 7 : Bon. Moi, j'ai une opinion un peu particulière par rapport, déjà, à l'inscription communale telle qu'elle est. À savoir, une chose, c'est participer activement à la ville de Bruxelles, via les différentes communes. L'autre chose, c'est un contrôle qui est un peu *borderline*⁹¹ parfois. Et dans le but, tout simplement, d'avoir un contrôle fiscal. On est au sein de l'Union européenne, la mobilité est là, de biens, de services. En fait, on n'est pas obligés de s'inscrire. On n'est pas obligés de s'inscrire à Madrid ou à Lisbonne parce qu'on est en mobilité totale, mais Bruxelles a créé ce système parce que sa population change toutes les années. Donc, en fait, intellectuellement, j'ai quelques interrogations par rapport à ça. Le fait que la ville nous oblige à s'inscrire. Mais ça, c'est au niveau fiscal, ça me dérange un petit peu, ce principe de police. Après, qu'il y ait un repérage de l'individu qui est arrivé dans la commune, ça me dérange pas, à partir du moment où c'est un repérage, tout simplement, statistique... Mais qui est pas la condition *sine qua non* de voter. Je trouve que ça reste un choix des personnes de s'impliquer. Le vote obligatoire, j'avoue que ça me dérange. Je préfère beaucoup plus l'approche d'expliquer aux gens la valeur ajoutée du vote plutôt qu'obliger les gens à voter. Ça peut paraître paradoxal, dans ma tête, ça ne l'est pas.

PR : Donc, vous seriez clairement contre qu'on transpose en Belgique un système similaire...

PB 7 : Ça dépend si ce système inclut le vote obligatoire. Je ne sais pas si c'est le cas.

PR : Ça serait une proposition ou il y aurait le vote obligatoire également inclus.

⁹¹ Limite.

PB 7 : Oui, ça me poserait un problème.

PR : Mais une inscription automatique sans obligation de vote...

PB 7 : Ça, c'est différent. Ça c'est tout simplement un phénomène statistique. Donc, de comprendre ce qui se passe dans ma commune. Oui. Mais ça ouvre, il y a plusieurs problèmes qui peuvent se décliner parce que quelqu'un qui habite Bruxelles quelques mois vu son travail. Il a été détaché à Bruxelles. Ça ne veut pas dire qu'il habite vraiment Bruxelles. Tout simplement, temporairement, il est là. On peut que c'est une exception mais ce n'est pas du tout une exception, ça arrive souvent ici. Moi-même j'ai vécu à Bruxelles six mois en étant détaché français, j'habitais à Strasbourg. Après je suis rentré. Donc, imaginez après ce cas de figure où les autorités belges me disent « Vous avez vécu à Bruxelles, vous devez payer X à l'Etat ». C'est ce genre de problèmes qui peut surgir. Du coup, il faut avoir plusieurs exceptions et donc, par conséquent, la machine de guerre est très, très complexe. Donc, un peu de frein dans tout ça, parce que la ville n'est pas si simple que ça. On n'est pas en train de parler d'une ville qui a tout simplement 12, 15% d'étrangers. On parle d'une ville qui a 40 pour cent d'étrangers, et parmi ces 40%, il y a un nombre considérable d'Européens, qui dit Européens, dit en lien avec les institutions européennes. C'est très, très complexe.

PR : Écoutez, on a fini cet entretien. La dernière question, c'est de savoir si vous avez éventuellement quelque chose à ajouter par rapport à ce qu'on a dit.

PB 7 : Oui. Alors, il y a aussi en parallèle à 1Bru1Vote, il y a aussi eu d'autres campagnes, Vote Brussels, 1Bru1Vote ... Il y a tout un débat aussi autour des élections fédérales. Est-ce que les étrangers auront le droit de vote à ce niveau-là. Moi, je trouve que, quand même, c'est un débat pertinent vu le nombre d'étrangers. Donc, à prendre aussi en considération même si les problèmes subsistent. Donc, ça veut dire que peut-être on n'aura pas un niveau de participation élevé, parlons des Portugais au niveau fédéral. Mais je pense aussi que c'est un travail à développer parce que beaucoup de gens avant les attentats ne savaient même pas nommer le nom de notre premier-ministre. Et ça, c'est quand même assez choquant. On habite dans un pays sans connaître le nom du premier-ministre...

PR : Très bien, merci.

VIII. Entretien PB 8, Bruxelles le 25 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : Alors, tout d'abord, on va commencer par des questions plus générales et puis on va, petit à petit, approfondir sur des questions liées à la problématique de la participation des Portugais de Belgique aux élections communales. Tout d'abord, ce que je voudrais savoir, c'est que vous me racontiez un petit peu votre parcours jusqu'en Belgique. Les raisons pour lesquelles vous avez quitté le Portugal et qu'est-ce qui a fait que vous avez choisi la Belgique ?

Portugais de Belgique 8 (PB 8) : Ah, ok. Donc, moi je suis arrivé en Belgique en 88 mais, en fait, je suis venu rejoindre mes parents. Mes parents, ils ont émigré en France dans les années septante et puis, ils sont venus en Belgique parce que mon oncle maternel était en Belgique, donc, c'est pour des raisons familiales. Voilà, donc, c'était plus simple pour eux. Donc, ils étaient ici depuis 78 plus ou moins. Moi je suis resté dix ans au Portugal chez mes grands-parents. Donc, je vivais avec mon frère, mes parents étaient ici, et parce qu'ils étaient illégaux entre guillemets, je ne pouvais pas venir les retrouver, et c'est à partir du moment où le Portugal a adhéré à l'Union européenne que mes parents ont pu faire venir leurs enfants, et donc, je suis arrivé en 88 juste après l'adhésion du Portugal à l'Union européenne.

PR : D'accord.

PB 8 : Pendant une dizaine d'années, mes parents étaient là et vivaient dans la clandestinité la plus totale. Donc, ils sont partis pour des raisons économiques. Donc, on est originaires du nord du Portugal, c'est une région qui globalement est une région très, très pauvre et donc les personnes, la seule façon de pouvoir s'en sortir, c'était de fuir le régime avant et puis après les années septante. Après la chute de la dictature, la plupart de... Enfin le nord du Portugal est devenu complètement... Les gens sont partis au Luxembourg, en France, en Belgique...

PR : D'accord. Et donc, vous êtes arrivée en 1988 et vous aviez quel âge ?

PB 8 : 12 ans.

PR : 12 ans. Donc, cela fait maintenant 31 ans que vous êtes ici.

PB 8 : Oui.

PR : Est-ce qu'en 31 ans, vous vous êtes dit que ce serait bien de retourner au Portugal. Est-ce que vous avez eu pendant toutes ces années un projet de retour pour le Portugal ?

PB 8 : Alors, j'ai eu deux fois l'envie de partir, voire une troisième, là maintenant. La première, c'était pendant mes études. Quand j'ai terminé le secondaire, je voulais m'inscrire à l'université au Portugal. Donc, ça m'a pris un moment donné, je me dis : « Tiens, je voudrais bien clôturer, terminer mes études au Portugal » parce que c'était mon pays d'origine et que mes racines me manquaient un petit peu. J'ai fait le concours pour entrer à l'université de Porto. J'ai été prise. Et puis à la dernière minute, j'ai changé d'avis puisque après je me suis dit, bon, j'ai un petit peu réfléchi, j'allais laisser à nouveau mes parents, mes amis que j'ai eu du mal à faire puisque, voilà, c'était comment pendant l'adolescence, et je suis restée. Puis, la deuxième fois, c'était pendant déjà ma carrière professionnelle où j'ai eu l'opportunité de partir, j'ai passé un concours, finalement je suis arrivée deuxième donc, je ne suis pas partie. Et puis là, je me dis de plus en plus que c'est vrai que je quitterais bien tout et j'ouvrerais une petite boutique de souvenirs à Lisbonne, par exemple.

PR : D'accord. Mais comment ça se fait que c'est une envie qui est en train de revenir ?

PB 8 : Oh, je ne sais pas, je pense qu'il y a plusieurs facteurs. Le premier, c'est le cadre, le cadre de vie là-bas. Le fait de savoir qu'il y a de plus en plus de personnes qui retournent au Portugal aussi.

PR : Vous trouvez ?

PB 8 : Ah oui. Moi je trouve qu'il y a de plus en plus de jeunes, qui, à un moment donné, et pas que des Portugais, des jeunes même étrangers qui se disent : « C'est quand même mieux de vivre dans un pays comme le Portugal que de vivre en ville ». Et puis, il y a aussi le fait que, je ne sais pas moi, pour des raisons climatiques, on voit qu'aujourd'hui c'est la canicule (rires) mais de plus en plus, on aura des difficultés à vivre dans une grande ville. Je préférerais quand même me rapprocher d'un cadre plus vert plus doux, plus accueillant.

PR : Et par rapport à la Belgique, quels sont les rapports que vous avez avec les autres Portugais de Belgique. Est-ce que vous avez des contacts avec des associations ou des Portugais de votre génération qui sont ici, qui sont aussi arrivés ici très jeunes ou qui sont nés ici ? Ou avec des « expats » portugais ou comment ça se passe ?

PB 8 : En fait, oui. J'ai, pendant mon adolescence, quand je suis arrivée, j'avais une petite bande d'amis, un groupe d'amis portugais qui est arrivé comme moi. On faisait face aux mêmes difficultés, c'était d'abord les difficultés de la langue, évidemment, la difficulté d'intégration. J'ai beaucoup participé à des activités, notamment au niveau paroissial etc. Puis on a déménagé, parce qu'on était avant à Saint-Gilles, point de chute de la plupart des Portugais de Bruxelles. Puis, on a déménagé à Ixelles et puis c'est un élément un peu

géographique qui a fait que j'ai un peu coupé avec ça. Puis, c'était aussi la période où je suis rentrée d'université donc, je me suis fait un nouveau cercle d'amis. Mais par la suite, c'est vrai que de par mes expériences, un peu, professionnelles, je suis restée plus en contact avec des « expats », donc, des gens qui viennent maintenant, des gens qui travaillent dans le milieu international.

PR : D'accord. Et si vous voyez la communauté portugaise dans son ensemble, ici, en Belgique, à Bruxelles, enfin, de la réalité que vous connaissez... Est-ce que vous considérez que c'est une communauté qui est plutôt ouverte au pays d'accueil ou plutôt qui, au contraire, est un petit peu repliée sur elle-même ?

PB 8 : Je pense que les Portugais, c'est une communauté qui s'est adaptée très, très facilement et très, très ouverte. C'est une communauté qui a beaucoup apporté à ce pays et qui en reçoit beaucoup. Donc, ce n'est pas une communauté comme d'autres, je ne vais pas les citer, qui vivent en autarcie, etc. Ils sont vraiment intégrés. Moi je pense, d'après les expériences que j'ai eu pendant la campagne électorale, oui.

PR : D'accord. Vous avez été justement en campagne électorale pour les régionales et aussi pour les élections communales à Woluwe-Saint-Lambert. Est-ce que vous avez eu l'expérience de devoir inscrire des Portugais sur les listes électorales ? Est-ce que vous avez eu cette opportunité là, sur le terrain, de pouvoir contacter des gens de votre commune de nationalité portugaise qui pouvaient s'inscrire ?

PB 8 : Alors, il faut savoir que Woluwe-Saint-Lambert est une commune qui est un petit peu à part, c'est pas comme Saint-Gilles. Donc, la plupart des Portugais qui vivent là-bas, c'est essentiellement des « expats ». Donc, c'est des gens qui ont un accès privilégié à l'information, ils sont en général des gens qui s'impliquent au niveau politique. Mais c'est vrai qu'on a quand même décidé au niveau de la section locale de participer à l'activité qui avait été lancée par un groupe d'Italiens, il me semble ; « *I vote where I live* » pour justement sensibiliser, non seulement les Portugais, mais tous les « expats ». Voilà, les renseigner mieux sur les droits qu'ils avaient, etc., sur le système belge parce que c'est vrai que la plupart, ils ne voulaient pas voter, ils ne voulaient pas s'inscrire parce qu'ils connaissaient pas le système et le comprenaient pas trop. Maintenant, je sais que la réalité de Saint-Gilles est complètement différente d'Ixelles. Voilà, donc moi je parle juste de l'expérience que j'ai vécu au niveau de ma commune.

PR : Est-ce que vous vous avez senti que dans la communauté portugaise, il y a eu des initiatives pour promouvoir les élections, pour promouvoir le vote auprès de la communauté portugaise ? Pour les informer ?

PB 8 : Oui, il y a eu cette initiative qui a été, qui a été aussi prise en charge par d'autres personnes, au niveau d'autres communes, notamment Ixelles, Saint-Gilles etc. Mais je pense qu'au niveau des services consulaires, tous les Portugais ont reçu une lettre d'information pour leur dire qu'ils pouvaient se recenser. Voilà. Il y a eu beaucoup d'informations, aussi, qui ont circulé via les médias dédiés à la communauté portugaise. Je pense au « Lusojournal », par exemple. Donc, voilà. Donc avec beaucoup, beaucoup d'informations qui étaient disponibles pour toute la communauté.

PR : Ok. Donc, vous êtes une personne qui apparemment s'intéresse à ce qui se passe dans votre commune, à l'actualité belge en général... Est-ce que vous votez aussi pour les élections portugaises ?

PB 8 : Oui.

PR : Et pour quelle raison ?

PB 8 : Parce que j'ai la double nationalité. Je pense que c'est du devoir de chacun de participer à la vie démocratique. On a la chance, le Portugal a connu une dictature pendant des dizaines d'années. Donc, je trouve que c'est un gaspillage et c'est une honte qu'on fait à toutes les personnes qui se sont battu dans les années septante pour que la dictature tombe, de ne pas pouvoir jouir du droit de vote.

PR : Qu'est ce qui est le plus important pour vous, la vie politique belge ou la vie politique portugaise ?

PB 8 : La vie politique belge puisque c'est la réalité de tous les jours. C'est celle que je connais le mieux puisque je vis ici depuis trente ans. Et puis, c'est celle aussi qui impacte le plus ma vie quotidienne.

PR : Mais de toutes façons, vous votez pour les deux pays.

PB 8 : Je vote pour les deux pays.

PR : Ok, très bien. Et maintenant, je voudrais un petit peu avoir votre opinion sur l'explication qu'on pourrait donner à pourquoi est-ce que si peu de Portugais votent aux élections communales. Pourquoi est-ce que la participation des Portugais de Belgique est beaucoup plus basse que celle des Italiens, ou des Espagnols, ou des Français ? Ou est-ce qu'on pourrait trouver une explication à ce phénomène ?

PB 8 : Alors, moi j'en vois deux. Essentiellement, c'est parce que l'immigration belge est beaucoup plus récente que la française ou la luxembourgeoise, par exemple. Et donc, de ce fait, les personnes ont peut-être un intérêt moindre à participer à la vie civique. Et puis, la deuxième, c'est parce que les gens sont très, très mal informés malgré toute l'information qu'il y a eu, toute l'information disponible. Mais ils se renseignent très, très peu. Je pense aussi que malheureusement, c'est des personnes plutôt... C'est une classe plutôt ouvrière, et donc, c'est le niveau d'éducation qui fait que, je pense, les gens se renseignent moins, ils ont, ils voient moins la plus-value du fait d'avoir un représentant ou un représentant politique au niveau local, ou au niveau régional, par exemple, qui puisse défendre les intérêts de la communauté portugaise. Je pense que c'est les deux essentiels que je vois. C'est pas la langue, ce n'est pas l'intégration parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, l'intégration, le Portugais, c'est une communauté qui est très, très bien intégrée. Mais c'est plutôt ces deux facteurs.

PR : D'accord. Et donc, dans les années septante, vous l'avez dit, il y a beaucoup de personnes qui se sont battu pour faire tomber la dictature. Il y a beaucoup de ces personnes qui sont venues, d'ailleurs, en Belgique. Et généralement, c'est effectivement des gens qui ont un profil... Un certain profil : des personnes qui ont envie de voter et qui ont envie de participer. Et justement, quelques années plus tard, il y a beaucoup de gens qui sont arrivés du Portugal en Belgique, mais qui ont plutôt émigré pour des questions plus économiques que politiques. Et vous m'avez parlé de vos parents. Donc, j'aurais bien aimé savoir quel a été, justement, ou plutôt, quelle est l'opinion, si vous avez une idée de ça, de l'opinion de vos parents par rapport à la participation politique, leur participation politique en tant que résidents à Bruxelles ? En essayant de faire abstraction du fait que vous soyez assez engagée politiquement...

PB 8 : Oui mais en fait, mes parents ont toujours, depuis que les Européens peuvent voter aux communales, donc, ils l'ont toujours fait. Parce qu'en fait, je suis un peu un cas à part. Mon grand-père paternel était militant, il était très engagé au niveau local et donc il y a une fibre politique dans la famille, quoi. Ma première campagne électorale, pour l'anecdote, je l'ai faite, j'avais 4 ans, j'ai été collé des affiches (rires), j'allais écrire des slogans sur les murs au Portugal parce qu'il y avait un... C'était cette période de grande révolution, juste après la chute de la dictature. Donc, les gens comprenaient le droit d'aller voter et savaient qu'ils s'étaient battus pendant des années pour ça. Il y avait beaucoup, beaucoup de participation, surtout dans les petits villages etc. Donc voilà, mon grand-père, il n'était pas de gauche comme moi, mais moi je me souviens qu'à l'époque, je trouvais ça génial d'aller mettre des

slogans, parce qu'à mon époque c'était essentiellement des slogans plutôt que des affiches, participer à des petites réunions avec lui, donc voilà. Donc, ça me vient de là cette passion.

PR : D'accord. Et vous l'avez dit, pendant plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment avec Salazar, et il y a une théorie qui défend que si aujourd'hui il y a beaucoup de Portugais qui participent peu de manière générale, et bien, ça serait dû à cela, ça serait dû au fait que, même si ça fait maintenant plus de 40 ans qu'on vit en démocratie au Portugal, que la dictature a eu un impact négatif parce qu'il y avait une absence de liberté d'expression, de liberté de presse, il n'y avait qu'un seul parti politique, donc, il y avait moins de débat démocratique, il y avait pas beaucoup d'expérience démocratique... Et tout ça a fait que... Ferait que même au jour d'aujourd'hui, les gens ont encore, subissent encore cet impact négatif et ça ferait qu'il y a une moindre participation de la part des Portugais. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 8 : Moi, je ne pense pas. Je pense que cette théorie ne tient pas la route parce que la plupart des personnes qui ont immigré ici en Belgique sont des personnes qui sont nées dans les années septante. Donc, ils n'ont absolument pas connu de régime, en tous cas, ils n'ont connu que la fin du régime qui était déjà fort, fort dilué. Donc, je ne pense pas, en tout cas, d'un point de vue personnel, je ne crois pas que cela a eu un impact...

PR : Mais dans la génération de vos parents, par exemple, il y a quand même pas mal de monde qui a émigré dans les années 80. Donc, ils ont probablement aussi connu un petit peu ce temps de dictature, mais ils ont émigré pour des raisons économiques. Et cette génération-là, généralement...

PB 8 : ils votent.

PR : Vous trouvez qu'elle vote ?

PB 8 : Oui, oui, oui. Les gens de la génération de mes parents, donc, ceux qui sont arrivés dans les années soixante, septante, sont des personnes qui ont plus le sens civique que la jeune génération.

PR : Ce n'est pas le bon exemple, je pensais plutôt aux années 80... OK. Et... Donc, il y a encore une autre théorie un peu liée à ça, qui défend en fait que les Portugais, pour faciliter leur intégration, ils s'abstiennent de participer, ils ne veulent pas voter, ils ne veulent pas participer pour rester discrets, pour ne pas déranger, pour ne pas se faire remarquer. Ça serait une stratégie collective qui ferait que cela faciliterait leur intégration. Et quand on voit un peu la mentalité portugaise, on pourrait, par exemple,... Oui, on pourrait constater qu'il

n'est pas rare que les gens essayent d'être plutôt discrets, de ne pas se faire remarquer, de ne pas être un problème... Est-ce que vous pensez que c'est une théorie qui tient la route ?

PB 8 : J'ai du mal à m'exprimer là-dessus parce que je ne suis pas non plus entièrement d'accord. C'est vrai que les Portugais sont un peu plus discrets. C'est une communauté, voilà, qui a toujours voulu s'intégrer de toutes les façons que ce soit. Maintenant, comme je l'ai dit tout à l'heure, je pense que le plus grand problème, c'est le manque de connaissance du système politique belge et le manque de compréhension. Ils ne voient pas, en fait, le lien entre la politique et leur vie quotidienne. Ils vivent en dehors de la sphère politique, ils s'en foutent que d'autres personnes décident à leur place, ils comprennent pas, et alors ils disent : « oui c'est toujours les mêmes qui sont au pouvoir etc. Oui c'est toujours les mêmes », « Mais si vous ne participez pas, si vous n'écrivez pas un candidat de votre propre communauté, il n'y aura pas de changement, il n'y a pas d'alternative, quoi... ». C'est toujours... Voilà, donc on tourne en rond. Disons que le fait que ce soit aussi des personnes qui soient... Enfin, qui aient un enseignement, un système éducatif très, très bas. Je pense que ça participe aussi en fait à ça, quoi, à l'éducation.

PR : Vous pensez qu'il est possible que le niveau d'éducation des Portugais, en général, soit un petit peu plus bas que d'autres communautés comme Les Espagnols ou...

PB 8 : Je ne dis pas qu'il soit plus bas sauf que, par exemple, les Espagnols, les Italiens et les personnes d'origine maghrébine, ils sont là depuis plus longtemps. Donc eux, ils ont déjà compris. Nous on est encore dans cette phase... Je pense que c'est un processus et, à partir du moment où ils auront compris, en fait, ça se mettra en route. Mais pour l'instant je pense que c'est peut-être le fait que ce soit une immigration trop jeune pour que... Quand je vois, par exemple, les Polonais, ils sont plus impliqués. Les Roumains aussi. Pourtant, c'est des personnes qui viennent, quand même, de pays qui ont connu le communisme. Bon voilà.

PR : Et qui sont là depuis peu de temps...

PB 8 : Voilà, depuis moins longtemps moins longtemps.

PR : Et vous pensez qu'ils participent plus ?

PB 8 : Oui parce que, quand je faisais campagne au niveau communal, je voyais beaucoup plus d'intérêt de la part des Roumains et des Polonais que des Portugais. Après, il y avait des Portugais, comme je disais tout à l'heure, beaucoup de Portugais « expats », etc. Eux, voulaient voter. Mais ceux que j'ai eu l'occasion de rencontrer, avec qui j'ai eu l'occasion de parler, qui n'étaient pas recensés me disaient : « Oui, mais bon, nous à quoi ça nous sert la politique ? ». Et puis, il faut aussi tenir compte d'un facteur, d'un élément très important c'est

que toute la classe... Enfin, tout l'Occident est traversé, toutes nos démocraties sont traversées par un courant de personnes qui rejettent la politique. Donc, ça aussi, ça joue.

PR : Il y a une image de la politique qui est assez négative...

PB 8 : Voilà. Ça aussi, c'est important.

PR : Et par rapport à... Ou plutôt, est-ce que vous considérez qu'il soit simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire sur les listes électorales communales ? Qu'est-ce que vous pensez de la procédure ?

PB 8 : Alors, la procédure n'est pas spécialement très claire. Parce que c'est vrai que certaines communes ont mis en ligne un formulaire électronique où les gens pouvaient directement s'inscrire. Mais ce n'est pas la majorité. Donc, le fait de remplir un document, de le poster etc. Ça c'est déjà une entrave. Et puis, c'est arrivé... Ces informations sont arrivées à un moment où il y avait beaucoup, beaucoup d'informations électorales et donc les gens ont tout simplement jeté ça à la poubelle. Je sais que, bon, on avait imprimé des tas de formulaires et les gens, certains ne l'avaient même pas encore vu dans la commune... Et alors, dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert, elle a envoyé ça beaucoup plus tard, quoi. Donc, déjà après l'échéance électorale.

PR : Oui. Donc, chaque commune a sa propre organisation et sa manière de travailler la question. Et effectivement, des fois, il y avait des formulaires en ligne, des fois, il était possible d'envoyer le formulaire par email. Certaines communes acceptaient ça, mais ça dépendait beaucoup...

PB 8 : Il faut aussi tenir compte de la fracture numérique des personnes comme, par exemple, mes parents qui ont septante ans, ils n'ont pas accès à Internet, donc, ils devaient poster et mettre un timbre... Bon, voilà.

PR : Oui. Et est-ce que vous pensez que le vote obligatoire aurait pu être un frein ? Et que beaucoup de gens n'ont pas voulu s'inscrire à cause de ça ?

PB 8 : Oui. Oui, oui. Parce qu'ils pensaient qu'ils pourraient euh... En fait, une fois qu'ils sont inscrits, et c'est vrai, ils doivent aller voter aux élections suivantes mais ils peuvent se désinscrire à tout moment s'ils souhaitent plus participer à la vie communale. Ils peuvent envoyer un petit email en disant : « voilà », ou leur envoyer une lettre en disant : « Moi je ne souhaite plus participer et voter aux prochaines élections ».

PR : Mais cette idée d'obligation les dérangeait.

PB 8 : Pour les Portugais, surtout, je pense.

PR : Pourquoi plus ?

PB 8 : Parce que je crois que ça renvoie quand même à une image un peu ancienne. Voilà, tout ce qui est... Si on va payer une amende... Puis les Portugais sont des gens très droits, ils disent : « Bon bah voilà. Si on va recevoir une amende de 150 euros, on va payer les 150 euros ». Ce n'est pas des fraudeurs, donc, voilà, c'est des gens qui sont tellement intègres que (rires)...

PR : D'accord. Je ne sais pas si vous êtes au courant qu'aux Pays-Bas, les étrangers européens sont automatiquement inscrits pour pouvoir voter aux élections communales néerlandaises. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 8 : Moi je trouve que c'est une bonne alternative. C'est une bonne solution, ça.

PR : Est-ce que vous pensez que ça pourrait être une bonne chose de transposer ce système en sachant que le vote est obligatoire ici ?

PB 8 : Oui mais en informant les non-Belges qu'ils ont toujours la possibilité de se désinscrire. Ça pourrait être un système qui fonctionnerait effectivement.

PR : Et s'il n'avait pas la possibilité de se désinscrire ?

PB 8 : Ça je ne sais pas ça, je n'en ai aucune idée.

PR : Ou alors est-ce que vous seriez favorable à un système, par exemple, où les étrangers seraient automatiquement inscrits mais qu'ils n'aient pas l'obligation de voter ? Et donc, qu'il y ait, quelque part, une double... Une autre catégorie de citoyens en Belgique ?

PB 8 : Je ne comprends pas la question...

PR : Qu'il y ait un système où les Belges voteraient obligatoirement comme aujourd'hui, mais que les étrangers soient automatiquement sur les listes électorales mais qu'ils n'aient pas l'obligation de voter.

PB 8 : Oui, c'est ça. Oui, ça pourrait être aussi un choix, un choix intermédiaire. Effectivement, il faudrait tester autre chose pour que les Européens et les non-Européens, les résidents... Admettons que, pour une personne qui soit ici depuis plus de 5 ans, moi j'estime qu'elle est assimilée à un Belge puisqu'elle participe, elle travaille, elle paie les impôts etc. Donc, elle a le droit de participer à la vie politique.

PR : Très bien. Et bien, voilà, on a fait le tour des questions. La toute dernière question, c'est de savoir si vous avez quelque chose à ajouter, si vous avez éventuellement pensé à quelque chose qu'on pourrait rajouter ?

PB 8 : Je trouve juste, qu'en fait, voilà, ce manque de participation n'a malheureusement pas permis d'élire beaucoup de représentants au niveau local et que voilà. Encore une fois, ça, ça, ça... Ça porte pas préjudice mais bon, en terme d'image de notre communauté, on est très, très peu, enfin, on est pas pris au sérieux comme les Espagnols, les Italiens, les Grecs etc. quoi. Donc, voilà.

PR : Ok, super merci.

PB 8 : J'espère que j'ai répondu à toutes les questions.

PR : Oui.

IX. Entretien PB 9, Bruxelles le 26 juillet 2019

Pedro Rupio (PR) : La première question, c'est tout simplement... J'aurais aimé connaître un petit peu votre parcours jusqu'en Belgique. Connaître les raisons pour lesquelles vous avez quitté le Portugal. Qu'est ce qui a fait que vous avez choisi la Belgique ?

Portugais de Belgique 9 (PB 9) : C'est très simple. Quand j'étais étudiant... J'ai été étudiant, enfin, j'ai été séminariste. Après des années de séminaire, j'ai été à Lisbonne. J'ai fait une année de philosophie dans l'université. Elle n'existe plus maintenant, c'était une université religieuse, ou... Comment on dit ça ? Séculier. Enfin, c'était des civils et des religieux, si on veut. Et moi j'ai fait donc, une année. Après, évidemment, on a fini les études, j'ai été appelé au service militaire. Et comme on avait, à cette époque-là, voté les premières élections qui ont été vraiment les premières libres au Portugal...

PR : Après la révolution ?

PB 9 : C'est avant, avant la révolution. Ça se passe en 70. L'année 70. Donc, on a en 69 les premières élections. C'est ça la fin. Et évidemment c'était tout truqué. Mais il y a des petits groupes qui se sont réunis comme ça. Mais comme j'étais à l'université à cette époque-là, je suis tombé exactement dans un groupe où il y avait des avocats... J'étais un contestataire, hein. On devait se réunir dans des lieux tout à fait inconnus et pour assimiler ces lieux il fallait un groupe de deux, trois maximum. C'est à dire qu'un jour, on s'est retrouvés tous dans la *Serra da Arrábida*⁹², là au milieu des arbres dans un coin perdu. Il y avait une centaine de contestataires. La PIDE (*Polícia internacional e de defesa do estado*⁹³) était toujours derrière nous. Et finalement, j'ai décidé avec l'aide d'un capitaine de l'armée de partir, et de refuser d'aller vers le service militaire. Quand ils m'ont appelé pour le service militaire à Mafra, pour les cours des officiers, moi j'ai pris mes valises. Avec deux collègues qui étaient dans les mêmes conditions que moi, on est partis dans la voiture de ce capitaine de l'armée. C'était lui qui se chargeait un petit peu de la sélection, de la réunion... La convocation des contingents pour partir. Il m'a conseillé, ils nous a conseillé, c'était déjà 5 ans avant la révolution, il nous a conseillé que le mieux c'était de partir à l'étranger si on n'était pas d'accord. Il nous a amené jusqu'à Bragança dans sa voiture, de Lisbonne.

PR : À l'époque c'était à quelques heures...

⁹² Montagne du Portugal.

⁹³ Police internationale et de défense de l'État: police politique de l'État portugais du temps de la dictature.

PB 9 : Oui, voilà. Il nous a trouvé un passeur pour qu'on puisse passer de l'autre côté, en Espagne. En Espagne on avait une voiture qui était préparée aussi, toujours par lui, hein, qui nous amenait jusqu'à la frontière française. Et après on était libres. Voilà, c'est comme ça qu'on est partis. On a choisi la Belgique. C'est simple parce qu'au Portugal, on savait, il y avait déjà des précédents, on savait qu'en Belgique on avait la possibilité de demander l'asile politique aux Nations Unies. C'est ce qu'on fait, on l'a obtenu, et cela s'accompagnait avec une bourse pour faire des études. Et voilà, j'ai reçu une bourse, comme tout le monde, de 60.000 euros, non, francs belges.

PR : Une belle somme à l'époque.

PB 9 : Une belle somme mais ça donnait pour... Ce n'était pas suffisant, mais pour une année. Mais c'était, c'était bien parce qu'on paye déjà le minerval qui était très cher, tout ça. Et j'ai commencé à étudier. Donc, la Belgique, ça a été une option qui facilitait beaucoup. C'était très accueillant. C'était un pays vraiment accueillant. C'était une option parce qu'on pouvait étudier. On ne m'a pas demandé à l'université de Leuven... Je me suis inscrit à la faculté de droit. On ne m'a pas demandé de traduire les papiers, rien du tout. J'ai présenté simplement un diplôme, une copie d'un diplôme de sept mois de l'UCL et voilà, c'est passé. Voilà, je pense que c'est ça.

PR : Et vous êtes arrivé en quelle année en Belgique ?

PB 9 : En 1900... En mai septante.

PR : En septante. En septante, donc, ça va faire bientôt cinquante ans que vous vivez ici. En 49 ans, est-ce que vous avez déjà eu des projets de retourner au Portugal ? Est-ce qu'à un moment donné vous vous êtes dit : « J'ai très envie de retourner au Portugal » ?

PB 9 : Non, ça c'est négatif. Parce que ce n'est pas que j'aime ou que je n'aime pas mon pays. Mais c'est négatif pour le simple fait que quand on trouve des amitiés il est difficile d'éliminer ses amitiés. Et maintenant, j'ai fait tous mes, j'ai quand même étudié quelques années de droit, et après j'ai fait une licence en philosophie. Ça m'a pris sept ans à faire tout ça. J'ai trouvé une amie. Voilà. C'est donc... L'idée ne m'est jamais... ne m'est jamais revenue. Même la vie. Je préfère rester en Belgique, même maintenant. Mais, j'ai besoin du Portugal. Pour être en contact avec la culture de mon pays, être en contact avec la politique de mon pays. Ma famille. Et cetera. Mais sinon, je préfère la Belgique.

PR : Et quels sont vos rapports avec les autres Portugais de Belgique ? Est-ce que vous avez des contacts au niveau des associations ou d'un autre milieu ou au niveau professionnel ?

Comment ça se passe au jour d'aujourd'hui et comment est-ce que ça s'est passé ces dernières décennies ?

PB 9 : Ça a été toujours un peu isolé. Parce que moi je considère que nous étions, nous avons formé un petit groupe d'ex-étudiants de Louvain. On a eu des contacts, on allait une fois par mois au restaurant. C'était plus ou moins nos contacts. Mais ça tournait chaque fois à la politique. Et le groupe s'est dissout. Finalement fâchés les uns avec les autres parce que... Il y avait surtout un individu qui ne pouvait pas manger et boire un verre sans, sans mettre sa politique. Et lui c'était peu le trotskyste d'avant. Et un jour on s'est un peu fâchés. Moi j'ai... C'est moi qui ai dit là une fois : « Écoute, je ne peux plus continuer dans cette situation ». Moi, mon idée c'était de réunir mes amis, qu'on parlait un petit peu des choses... éventuellement de politique mais pas un *comício político*⁹⁴, comme on dit. Non, ça, pour ça je ne viens pas ici. Parce que j'étais un peu fâché. Je le suis toujours d'ailleurs. Avec la politique, la façon comment la politique est administrée, comment elle est appliquée. Donc ça ne m'intéressait pas... Continuer à parler ça, surtout dans un groupe, restreint, c'était vraiment un monde d'amis. On a passé tous les problèmes à Louvain, on se connaissait depuis sept à huit ans à Louvain. Tout le temps, on a lutté pour les prisonniers politiques, on a organisé des fêtes. Il y a même certains individus qui sont venus du Portugal, le chanteur qui est venu même deux fois c'était Zeca Afonso. Il est venu en Belgique.

PR : C'était en quelle année plus ou moins ?

PB 9 : Ça c'était dans, entre les années septante, septante quatre...

PR : D'accord, d'accord.

PB 9 : La nuit antérieure au 25 avril, le 24 avril voilà, on était là justement avec quelques artistes portugais à organiser, on a eu un travail fou à organiser cette soirée-là... On ne savait rien évidemment au Portugal, c'était secret, mais... Pour réunir des fonds pour les prisonniers politiques. Et il y a un chanteur, qui dormait d'ailleurs - nous avions une maison communautaire à trois - qui dormait dans notre maison communautaire. Et les autres sont venus gratuitement. On payait le voyage et la nourriture... Mais pas de cachet, hein. Mais il y en a un qui a dormi chez moi, mangeait toujours avec nous, payait pas un sou, mais il nous a exigé un cachet. C'est à dire qu'il nous a amené tout l'argent qu'on avait réuni pour les prisonniers politiques. Moi j'ai jamais oublié ça, j'ai jamais écouté un disque de ce type. Je ne vais pas dire non, je préfère pas.

PR : Mais vous, votre cercle de contacts portugais à l'époque, c'était surtout des étudiants ?

⁹⁴ Rassemblement politique.

PB 9 : C'était tous des étudiants mais c'était de Leuven.

PR : Et comment ça s'est passé par la suite par rapport à votre contact avec la communauté portugaise en général ?

PB 9 : Je n'ai pas eu... Moi j'ai un contact, tout le contact que j'ai c'est des gens qui ont besoin de mes services. C'est tout.

PR : Au niveau professionnel ?

PB 9 : Au niveau professionnel. Sinon on allait au restaurant portugais mais bon, on ne connaissait pas. Et on n'a pas approfondi non plus beaucoup les relations avec ces gens. Et... Gerda, je me suis marié avec elle, on allait souvent là-bas et quand il y a un étranger, ce n'est pas... Quand il y a quelqu'un d'étranger dans le groupe ça ne va pas...

PR : C'était quoi, un restaurant, une association ?

PB 9 : Non, on allait surtout dans les restaurants.

PR : Pourquoi est-ce que ça n'allait pas ? Dans quel sens ? Parce que la communication ne passait pas ou parce qu'il y avait des préjugés par rapport à la personne qui n'était pas portugaise ?

PB 9 : Quand on va au restaurant, les gens se limitent aussi à servir les personnes. Et, on a aussi très peu d'informations des associations. Bon, j'ai eu un cas avec l'APEB⁹⁵. J'ai déjà raconté ça et qui m'a encore plus dégouté. J'ai déjà raconté, je crois, c'était une histoire de billets d'avion. J'ai su par des amis qu'on allait à l'APEB et qu'ils trouvaient des billets d'avion assez bon marché. Puis, quand j'arrive, je demande, d'ailleurs je connaissais quelques-uns qui étaient là, je demande quelles sont les possibilités, et ils m'ont dit : « Bon, tout d'abord il faut deux parrains. T'inscrire, des parrains. Et seulement après on peut passer les billets ». Bon, et pendant qu'on était en train de parler à deux jeunes filles qui sont entrées en français, elles ne parlaient pas un mot de portugais, et ont demandé un billet et l'autre s'occupait directement avec ça. Il n'a pas parlé de parrain. Peut-être qu'elle avait déjà des parrains. Mais elles ont dû montrer sa carte d'identité et c'était vu. J'ai pris ce fait comme si c'était une obligation de adhérer à ce mouvement APEB pour mériter quelque chose. Et moi, ce genre de truc ça ne va pas. Donc... Une donation, une faveur on le fait spontanément. Si on doit faire une faveur à quelqu'un et qu'on, que finalement ça, ça ouvre la porte à une dette qui n'est jamais payable. Parce que, si on me fait une faveur à moi et que je suis éternellement redevable à cet individu ou à cette association, ça moi je trouve que c'est fausser l'objectif de

⁹⁵ Association des Portugais Emigrés en Belgique.

l'association et fausser les objectifs d'amitié. Ça, sans penser, il pourrait penser que je suis un profiteur.

PR : De votre expérience personnelle, de toutes ces années en Belgique, est-ce que vous considérez que la communauté portugaise soit plutôt ouverte aux pays d'accueil, à la Belgique, ou si au contraire, c'est plutôt une communauté qui est un peu repliée sur elle-même ?

PB 9 : Non. Moi je crois qu'elle est plutôt ouverte à la Belgique. Je peux dire que je connais beaucoup de Belges et j'ai fréquenté beaucoup de Belges et tout le monde est unanime à dire que la communauté portugaise est très accueillante. Et que sont des travailleurs, ne posent jamais de problèmes. Ça c'est indiscutable.

PR : Donc, ce sont des gens qui sont travailleurs...

PB 9 : ... Qui sont travailleurs, qui sont bons dans le sens de l'amitié, ils sont fidèles à l'amitié et tout ça.

PR : Vous trouvez qu'ils sont bien intégrés en Belgique ?

PB 9 : Je pense ça, je pense. D'ailleurs c'est ce que j'entends parler de tous les gens que je connais.

PR : La population belge est généralement plutôt satisfaite avec les Portugais résidant en Belgique.

PB 9 : Oui, oui. D'ailleurs. Oui d'ailleurs j'ai travaillé beaucoup pour la police ces derniers temps. Et ils continuent à dire : « C'est bizarre. Vous n'aviez jamais de problèmes. La communauté portugaise était toujours la communauté exemplaire ici, partout. Saint-Gilles surtout. Et, maintenant qu'il y a des Brésiliens qui sont venus ici, nous n'avons que des problèmes avec eux ». Ce n'est pas nécessairement les Portugais mais les Brésiliens, oui. Je n'ai pas de réponse à ça. Mais même les policiers. Moi j'ai fréquenté pratiquement tous les commissariats de Belgique, de Bruxelles.

PR : Et comment est-ce que vous pourriez expliquer justement que la communauté portugaise soit une communauté exemplaire ? Qu'elle ne donne pas de problèmes, qu'elle soit bien vue ou mieux vue que d'autres communautés ? Comment est-ce qu'on pourrait expliquer cela ?

PB 9 : Moi j'explique par le simple fait que les Portugais sont venus ici pour travailler. C'est une communauté très simple. Ils ne venaient pas avec des mauvaises habitudes, là, du Portugal et en plus, ceux qui venaient ... Quand je suis venu, en fait, ce sont des personnes qui venaient vraiment pour des raisons politiques. Et, au fait, il y a des groupes qui sont là

pour des raisons politiques qui arrivaient ici. On était pieds et mains... on ne pouvait rien faire évidemment. Après les autres étaient simplement des gens économiques. Le peuple qui vient pour des raisons économiques, ces gens-là, ce qu'ils veulent c'est travailler. Ces gens-là veulent travailler et montrer qu'ils sont bons. Il y avait très peu de monde au chômage des Portugais, au fait. Je ne sais pas maintenant, mais...

PR : Vous dites que, donc, à l'époque, que ces gens-là ne sont pas venus en Belgique avec des mauvaises habitudes. Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? Par exemple, vous parlez du chômage ?

PB 9 : Oui, mais moi quand j'entends. Quand j'entends que les... Mais ça s'étend aussi aux Italiens, par exemple, qui sont venus pour les mines dans les années 60 et qui sont restés, ils sont bien vus aussi. Mais puis il y a d'autres classes qui vient, des personnes qui viennent ici simplement avec des habitudes de manque de respect, des choses, des autres. Qui veulent s'approprier le travail des autres. Je... Ce n'est pas la peine de citer ça. Ils ont tout changé, les mentalités. Et je crois sincèrement que les Portugais ils étaient simples au Portugal. Ce sont les pauvres portugais qui sont venus ici pour des raisons économiques. Ces gens-là venaient pour travailler. Donc là-bas ils n'étaient pas habitués à voler, le Portugal n'est pas un pays de voleurs.

PR : C'était peut-être des gens qui, qui étaient nés pour travailler et qui avaient été éduqués que pour travailler, que pour cela ?

PB 9 : Oui, c'est plus ou moins dans ces perspectives-là. Donc, ils sont arrivés ici et ce qu'ils voulaient, c'est travailler. Ils ne posaient jamais de problèmes et ils s'accrochaient à tout travail. Ce qu'ils voulaient simplement, c'est gagner de l'argent pour l'envoyer à la famille. Tout ça. Ce n'est pas le genre de... Maintenant, on trouve quelques-uns, même des Portugais, qui arrivent et qui disent : « Non je ne fais pas ça, je ne fais pas cela non plus ». Comme ça... Avant ça n'existait pas. C'est un phénomène récent.

PR : Et au niveau de la communauté portugaise ou de ce que vous avez pu voir dans, ou accompagné dans la communauté portugaise, est ce que vous avez senti qu'il y a eu des initiatives ? Par exemple, des projets pour encourager les Portugais à voter, à participer aux élections communales ?

PB 9 : Non, ça je ne crois pas. Je n'ai pas connaissance. C'est vrai que je n'ai pas été bien informé. Là, je peux dire que je n'ai jamais été bien informé. Je reçois une fois chaque 4 ans quand il y a des élections, un papier de la commune : « Vous pouvez voter ». Mais c'est récent, parce que le vote ça vient de 2003 ou 2006. Avant on ne pouvait pas. J'ai été interdit

pendant une quinzaine d'années, de... C'était vraiment interdit de me mêler de politique. Les cinq premières années que j'ai été réfugié politique, pas question ! Je risquais à tout moment d'être renvoyé et de perdre tous mes bénéfices. On s'habituaient. Mais, je crois, que l'information ne passe pas bien à ce niveau-là. Ne passe pas bien. Je crois que les politiciens portugais, ils devaient un petit peu développer cet aspect de l'information à temps. Le pourquoi, et tout ça. Ici à Etterbeek je ne connais aucun Portugais qui s'est mis dans la politique..

PR : Même pour les élections communales belges, vous pensez que ça serait plutôt une bonne chose que ce soit des politiciens portugais qui aient l'initiative de promouvoir, de donner plus d'informations sur ça ?

PB 9 : Oui, parce que je pense que l'un des principaux objectifs d'un politicien portugais qui veut faire une politique dans les communes, c'est vraiment pour un tout petit peu caser les gens qui viennent de leur pays et les caser dans la société belge. Caser dans le sens de les intégrer. Et si on informe pas les gens... Je vois mal comment un simple ouvrier qui arrive, ce qu'il veut c'est vraiment gagner de l'argent pour l'envoyer, et qui ne connaît pas un mot de Français ni d'autres langues, je vois mal comment il pourrait compter avec les services de la commune en Français et tout ça, pour s'informer. Si ce n'est pas le délégué portugais qui est là pour lui apprendre, ou créer des comités quelconques de citoyens, ou cela. Ben, il reste absolument sans connaître quoi que ce soit de la politique belge.

PR : Et vous, vous êtes une personne qui s'intéresse à ce qui se passe dans votre commune ? Qui s'intéresse à ce qui se passe de l'actualité belge en général ?

PB 9 : J'ai été fort mal formé là. Mal formé dans ce sens, par la restriction que j'ai dit, ne pas me mêler de politique au niveau belge. Parce qu'on risquait chaque fois de perdre tout le bénéfice de notre statut de réfugié. D'ailleurs, c'était une condition *sine qua non*. Et donc, après, c'est pour ça que tantôt je disais que je n'étais pas un bon exemple, après je me suis mis au travail mais toujours au niveau belge, et pas tellement au niveau portugais.

PR : Mais aujourd'hui, vous considérez que vous ne suivez pas l'actualité belge ?

PB 9 : Ah je suis, ça je le suis bien.

PR : Vous êtes au courant de ce qu'il se passe ?

PB 9 : C'est par le journal et la TV. Je ne fréquente aucun parti.

PR : Oui, non. Quand je parle de l'actualité, je parle justement des journaux, je parle de la télévision, du journal télévisé.

PB 9 : Le journal et le journal télévisé, c'est presque une obligation quotidienne.

PR : D'accord et pour l'actualité portugaise, c'est aussi le cas ?

PB 9 : L'actualité portugaise, je suis pour le journal « *Diário de notícias* » que je lis souvent dans mon smartphone... Ou alors, le téléjournal, je peux le voir ici aussi, ou le téléjournal de la RTP⁹⁶ international. D'ailleurs, je trouve qu'ils sont beaucoup plus objectifs et qu'il y a beaucoup plus d'informations que les journaux belges. Non, la télévision belge. Regarde la RTBF... Ils parlent simplement de la petite banalité du coin c'est tout.

PR : Donc vous suivez tant l'actualité belge que l'actualité portugaise.

PB 9 : Si, si.

PR : D'accord. Et est-ce que vous êtes... Vous savez probablement que vous avez le droit de vote pour les élections communales Belges. Est-ce que vous participez ? Et pourquoi ?

PB 9 : Non je n'ai pas participé parce que depuis cette restriction que j'ai eu en tant que réfugié politique, on a eu... On a pas eu vraiment d'informations parce que l'information ne circulait pas et on ne pouvait pas voter de toute façon, c'est récent. Depuis les années 2006.

PR : La première fois c'était... La toute première fois, c'était en 2000.

PB 9 : Mes renseignements ne sont pas bons mais voilà. Après, je pensais que... Je ne pensais pas mais j'ai vu que ça n'était plus... Recommencer ou commencer à suivre cette vie et engagement politique que j'avais au Portugal avant de venir en Belgique, ça n'avait plus de sens. Parce qu'en plus, je n'avais plus le temps non plus.

PR : Pourtant vous êtes une personne qui s'intéresse à l'actualité belge, j'imagine. L'actualité de ce qui se passe dans la commune où vous habitez. Est-ce que vous vous êtes jamais dit que ça serait une bonne chose ou que ce serait intéressant de participer ?

PB 9 : Non, non. J'ai abandonné l'idée de...

PR : Comme électeur, pas comme candidat, ou...

PB 9 : J'ai abandonné l'idée parce que... Ce que je pense, c'est que les partis politiques... Pour l'instant, les partis politiques ne respectent pas la souveraineté du peuple. Nous avons... Bon, c'est peut-être... Nous avons les partis d'extrême droite ici en Belgique. La NVA, le Vlaams Belang. Et encore, le PTB. Tout ça, ils ont plein de votes. Un nombre énorme de votes. Mais pourquoi ? Seulement parce qu'ils défendent leurs idées à eux. Ils doivent être... C'est mauvais pour la société que personne ne veut travailler avec eux. Bon, Je pense, je suis d'accord qu'on ne peut pas accepter tout dans la politique. Et que ils ne sont pas de ceux qui

⁹⁶ Radio et Télévision Portugaise.

vont aider les plus faibles à vivre... Mais ils ont les mêmes puisqu'ils ont les votes nécessaires pour participer dans le gouvernement.

PR : Vous trouvez que la volonté politique des gens n'est pas assez respectée et que donc, que de là, vous avez une réticence vis-à-vis de la politique ?

PB 9 : Un peu, oui. Comment peut-on maintenant justifier, ou plaire disons ainsi, à ces gens qui ont voté pour la NV-A et pour le Vlaams Belang, tout ce bazar. Comment peut-on dire que ces gens sont satisfaits ? Ils ont voté pour eux, hein. Pour eux, ils étaient les politiciens idéaux. Bon, comment maintenant on peut respecter tous ces gens ? Ils ont voté pour ceux-là, son vote ne compte pas puisque s'ils ne sont pas dans le gouvernement. S'ils n'ont pas un pouvoir de décision, et bien son vote est nul. Et ces gens, comment on va maintenant leur donner ce que les autres ont promis ?

PR : Et vous trouvez que c'est aussi une situation qui se passe au Portugal ? Ce genre de situation où la volonté du peuple n'est pas respectée ?

PB 9 : Moi je trouve que le Portugal, c'est plutôt un autre aspect. Mais évidemment, on arrive à ce niveau-là. Je trouve que cette lutte interne entre les politiciens, enfin, le Parti Social Démocrate, le Parti socialiste et encore un autre... Mais ce sont les deux principaux qui sont toujours en train d'alterner le gouvernement au Portugal, ou presque. Et que ces gens, ce qu'ils font est du pur opportunisme. Moi je crois pas, hein. Passos Coelho pour moi ça a été le premier-ministre le pire de tous les temps. J'ai connu un autre qui avait été là, il a été là deux ou trois mois, c'était Santana Lopes. Sinon, Passos Coelho, il a détruit tout, tout l'acquis qu'a donné le Parti Socialiste. Parce que je crois que le Parti socialiste de Sócrates, à part qu'il a peut-être volé l'Etat ou des trucs comme ça, il a introduit quand même des bonnes choses au Portugal. Et maintenant, Costa, il est en train de faire des bonnes choses et Passos Coelho a tout détruit. Bon, peut-être que le contexte politique l'a obligé. Mais qu'il était incapable de gouverner, ça il n'y a pas de doute. Je ne doute pas. Donc, il a été là par pur opportunisme, hein. D'ailleurs, on rigole un peu en disant que son premier travail véritable, c'était premier-ministre. Il n'a jamais travaillé de sa vie. Je ne sais pas vérifier ça mais...

PR : Est-ce que vous pensez que ça pourrait être la méfiance ou la déception vis à vis de la politique qui pourrait expliquer que si peu de Portugais en Belgique votent pour les élections communales ?

PB 9 : Ça peut avoir un tout petit peu de ça. Mais moi je continue à dire que pour les gens ici, c'est un manque d'information. Et vraiment essayer de les séduire du point de vue de l'aide. Il faut aider ces gens. Il y a des gens qui ont une vie dure en Belgique. Des Portugais. Et même

ceux qui sont là depuis des siècles, ou presque. Pendant les années 60, il y a toute une série de Portugais qui sont arrivés. Mais ils ont eu la vie dure, c'est pas comme ça, hein.

PR : Parce que justement, ça c'est la grosse question, entre autres, mais c'est une question importante. Selon vous, pourquoi si peu de Portugais votent aux élections communales ? Et comment expliquer le fait que la participation des Portugais de Belgique soit beaucoup plus basse que celle des Italiens, ou des Français, ou des Espagnols ?

PB 9 : Ils sont beaucoup moins engagés. Je crois que c'est cette question de l'information aussi. Il faut dire que beaucoup de Portugais, s'ils étaient dans leur pays, ils n'allaient pas voter non plus. Beaucoup de ceux qui sont ici, je crois. Parce qu'il y a beaucoup de personnes qui viennent des campagnes, de l'intérieur du Portugal, que la politique, c'est : « Laissez ça pour les autres ».

PR : Vous voulez dire quoi par les autres ?

PB 9 : Des personnes qui sont mises tous les jours dans les décisions politiques, et tout ça. Des personnes lettrées.

PR : Vous pensez que ça a un lien avec le niveau d'éducation ?

PB 9 : Je pense aussi...

PR : Quand, tout à l'heure, vous avez parlé de personnes simples, de personnes qui pensent qu'à travailler...

PB 9 : Oui, mais c'est tout ça ensemble, hein. Si on vous dit que le peuple travailleur qu'on trouve en Belgique sont des personnes qui ne sont pas trop formées, ils n'ont aucune formation, en fait. Et au Portugal, ils continuent toujours... C'est des paysans. C'est des gens qui travaillent dans les champs, qui n'ont jamais eu une idée du syndicalisme, qui n'ont jamais l'aide de personne. Ils arrivent ici et ils se trouvent tout à fait abandonnés sauf un ami portugais qui est là. Qu'est-ce qu'il y a en Belgique comme perspective de formation pour des Portugais du Portugal qui arrivent ici. Je ne sais pas...

PR : Il y a une théorie qui défend... Donc, vous savez que pendant plus de 50 ans, le Portugal a subi un régime autoritaire, notamment avec Salazar, et il y a une théorie qui défend que ça serait à cause de ça, que peu de Portugais participent à des élections, en général, parce que, entre autres, il y avait une absence de liberté d'expression et une absence de liberté de presse, il y avait un seul parti unique, donc, il n'y avait pas de débat démocratique et que ça serait ce manque d'expérience démocratique qui ferait que, même après 40 ans de démocratie, et

bien, il y a encore ces choses du passé qui font qu'au jour d'aujourd'hui, les Portugais participent peu. Qu'est-ce que vous pensez de cette théorie ?

PB 9 : C'est possible parce que chez moi, cela compte, évidemment. Ces années de bouche cousue. On ne pouvait rien dire. On disait à cette époque-là, que chaque Portugais a un membre de la PIDE dans son cœur. Parce qu'on ne pouvait rien faire. Mais, quand on est dans la campagne, dans l'intérieur du pays, sauf certaines régions, on ne connaissait pas beaucoup, on ne se mettait pas, on se mêlait pas de la politique.

PR : Justement, à cause de la dictature, les gens ne voulaient pas trop se mêler de la politique, ils avaient un peu peur de cela.

PB 9 : Oui, c'est un argument.

PR : Quelque part, c'est quelque chose qui s'est développé dans les gens de ces villages, issus de milieux ruraux, où le niveau d'éducation n'était pas très élevé et donc on préférait ne pas prendre de risque, de ne pas parler de politique...

PB 9 : Oui, c'est certain. On n'avait pas... Moi, je parle, par exemple, dans mon village. C'était un peu pareil partout. On avait peur. Mais vraiment une peur terrible de la *Guarda Nacional Republicana*⁹⁷ (GNR). Mon père, quand la GNR passait, tout près de chez nous, mon père il devenait bleu. Parce que c'était tout interdit, en fait. Et de telle manière que les différentes populations vivaient dans un trauma vraiment, inconsciemment peut-être, mais les uns disaient aux autres : « Là, ne touche pas », tout ça... Les jeunes, c'est différent, maintenant. Depuis le 25 avril, au moment où le 25 avril a commencé à être connu, les gens ont ouvert les yeux. Et tout a changé. Ce n'est pas la mentalité des gens qui a complètement changé, donc, pas toujours dans le bon sens, mais ça a changé.

PR : Parce que c'est ce qu'on entend assez souvent des gens, justement, issus de milieux plus populaires au Portugal, c'est : « Pourquoi voter, ils sont tous pareils. Donc, ça serait aussi un... On revient à cette question de la déception vis-à-vis de la politique portugaise. Donc, juste après la révolution, il y a eu probablement un moment d'enthousiasme général qui expliquerait aussi le fait qu'il y avait des taux de participation qui étaient très élevés, et petit à petit, il y a eu des expériences moins bonnes qui auraient pu faire, éventuellement, que les gens, en tout cas, issus de milieux plus défavorisés, plus populaires, soient très déçus de la politique et donc, qu'il y ait quelque chose qui s'est construit dans l'inconscient et que maintenant les gens soient vraiment très, très méfiants vis-à-vis de la politique ?

⁹⁷ Gendarmerie.

PB 9 : Ça s'est vu avec le précédent gouvernement portugais. Quand on a commencé à retirer les bénéfices que le peuple avait : diminution des pensions, diminution de tous les services médicaux... C'était une catastrophe. La justice est une catastrophe. Et tout ça, dans cette quinzaine, vingtaine d'années, ça a commencé à vraiment dégringoler dans le bas fond. Les gens ont commencé à voir ça et maintenant et on ne sait plus à quel saint se vouer. C'est trop simple, c'est simple que maintenant les gens commencent à voir, mais, c'est vrai que tous les acquis qu'on a eu, et ceux qui connaissaient pas commencent à les connaître, c'est tous ces acquis qu'on a eu, maintenant les politiciens s'approprient tout ça. Et le peuple continue toujours dans le même. C'est ça. Bon, moi je trouve que le problème de la politique, c'est tout une question de coordination de l'information mais aussi de personnes intègres. Parce que dernièrement, ce qu'on voit en Belgique, c'est honteux. Au Portugal, c'est pas beaucoup mieux. On voit que des banquiers volent le peuple parce qu'ils vont chercher à l'Etat les moyens de sauver sa peau. L'année après, ils ont un million, des millions et des millions de bénéfices, mais ils ne vont pas payer l'aide, du moins que je connaisse. Ils ne payent pas ça mais le peuple le sait, ça. Quelle confiance peut-on avoir en un ministre de l'économie si on voit toutes ces petites faveurs qu'il fait à des gens qui ont déjà plein de fric. Et que ces gens sont vraiment, regardez ce qu'il s'est passé avec Mr. Ricardo Salgado, là, et d'autres... Et que ces gens volent un maximum jusqu'à voler le bénéfice du peuple. Parce que le peuple ne peut pas être payé avec une pension supérieure si on doit aider les banques à se rétablir. Moi je trouve que le discrédit de la classe politique vient beaucoup de l'intégrité de ses membres. Et vient aussi de ce qu'on prend au peuple, on reprend au peuple ce qu'il a acquis. Parce que j'ai l'impression que dernièrement, on donne avec une main et on va chercher avec l'autre. Ce n'est pas seulement le Portugal, ici c'est la même chose, mais c'est ça le problème. Et pourquoi ça ? Pourquoi maintenant il y a des problèmes économiques ? On regarde dans la revue « Forbes » où il y a les hommes les plus riches du monde. On regarde tous les ans qu'il y a mille nouveaux milliardaires. Et que les riches continuent de plus en plus riches. Et le peuple trinque.

PR : Maintenant je vais parler de quelque chose qui est un peu lié à ce que j'ai parlé précédemment. C'est une autre théorie qui défend que le manque de participation des Portugais à des élections découlerait d'une... Comme d'une stratégie collective qui est de rester discrets, de ne pas se faire remarquer, de ne pas déranger pour faciliter l'intégration, en fait. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

PB 9 : Je ne sais pas si on peut appeler ça une stratégie...

PR : Une stratégie collective inconsciente. Inconsciemment, la communauté portugaise... Ce qu'on peut éventuellement sentir, c'est que, vous avez donné un bon exemple, tout à l'heure, la police considère que la communauté ne donne pas de problème. En général, la communauté portugaise est une communauté qui ne donne pas de problème. Généralement, elle évite les conflits, elle essaie de ne pas trop... De ne pas trop se mêler, de ne pas se mettre dans des situations où elle pourrait être dans l'embarras ou causer des embarras. Donc, voilà, une théorie qui défend que c'est une stratégie pour mieux s'intégrer. Pour faire en sorte d'être plus facilement acceptée par la population du pays d'accueil...

PB 9 : D'une façon inconsciente sans vraiment créer la stratégie en soi, rien que pour ça. Mais que ça puisse arriver, cette idée-là, peut-être, peut-être... Mais je suis plutôt sceptique que les gens tentent de créer une autodéfense à ce niveau-là. Je ne crois pas.

PR : Ça serait plutôt comme vous avez dit tout à l'heure, alors... Un manque d'engagement qui vient de toujours... Déjà, avant la venue en Belgique, on parle déjà de personnes qui avaient un manque d'engagement, tout simplement.

PB 9 : Oui. Le peuple portugais, moi je crois que c'est un peuple simple, très humble. Et je ne les vois pas se créer des manières d'être, hein, qui puisse entrer en conflit avec d'autres classes, ou d'autres personnes, ou d'autres nations, je crois pas. Je ne vois pas. C'est trop élaboré comme théorie pour que je la crois.

PR : D'accord. Maintenant, on va revenir sur la question des élections communales. Vous avez parlé, tout à l'heure, du courrier que vous avez reçu à la maison. Et la question que je vais vous poser c'est si vous considérez qu'il soit simple pour un étranger en Belgique de s'inscrire pour pouvoir voter aux élections communales ? Qu'est-ce que vous pensez de cette procédure ?

PB 9 : La procédure je ne sais pas, mais simple, ça ne l'est pas. Certainement pas. Déjà, il faut toucher la personne physiquement avec quelque chose, que la personne vienne... Deuxièmement, il faut aussi donner à cette personne une perspective d'amélioration de sa condition. Sinon, pourquoi on va voter si on croit que les choses vont rester pareil. C'est des choses, euh, pour l'instant, je ne crois pas...

PR : Mais au niveau de la procédure en soi, est-ce que vous savez comment ça se passe ? Comment faire pour s'inscrire pour pouvoir voter aux prochaines élections ?

PB 9 : Je ne sais pas exactement mais j'ai lu, je savais qu'ils ont facilité beaucoup la chose, hein. J'ai reçu un courrier pour dire : « Voilà, euh... ». Et je crois qu'il faut simplement s'inscrire, c'est tout, c'est très simple. Il faut encore contacter la personne. Et ça, je ne crois

pas qu'avec le nombre de Portugais qui sont ici pratiquement anonymement, on puisse arriver à ce stade-là. Bon, les Belges ne sont pas intéressés, certainement pas non plus à avoir des votes de personnes qui vont là pour la forme, hein, sans aucun engagement. Je ne vois pas à quoi ça peut servir.

PR : Est-ce que vous croyez que le vote obligatoire pourrait être un frein à ce que plus de personnes s'inscrivent pour voter ?

PB 9 : Ah mais ça je ... Moi le vote obligatoire, pour moi, c'est anti-liberté, c'est quelque chose qui touche à la liberté des gens. On n'oblige pas quelqu'un à faire un acte de... Un acte qui l'engage quoi. La liberté, il a l'obligation de vote. « Tu es libre de voter pour qui tu veux mais tu dois voter ». Donc, il y a une obligation, c'est déjà antidémocratique, à mon avis. Tout le monde n'est pas d'accord avec moi mais c'est mon idée : on ne peut pas parler de liberté d'un acte si on l'oblige à le faire. Donc, ça n'a pas de sens. Et ça ne peut pas être comme ça.

PR : Et qu'est-ce que vous pensez du... Il y a un système aux Pays-Bas... Donc, aux Pays-Bas, pour les élections communales néerlandaises, les étrangers européens sont automatiquement inscrits. Donc, attention, le vote n'est pas obligatoire aux Pays-Bas. Mais pour les élections communales uniquement, les étrangers européens sont automatiquement inscrits et donc, ils peuvent voter aux élections communales. Vous pensez quoi de ce système ?

PB 9 : Le système en soi, ça serait beaucoup plus attrayant pour les gens que la façon belge. Mais après, évidemment, c'est le contrôle. Comment peut-on contrôler tout ça ? Si la personne n'appartient pas à une liste, s'il n'y a pas d'inscription...

PR : Oui, donc, c'est à dire que l'inscription sur les listes électorales se fait à partir du moment où la personne va à la commune pour s'inscrire, déclarer sa résidence aux Pays-Bas et donc, c'est à partir de ce moment-là qu'il est automatiquement inscrit également, sur la liste des électeurs.

PB 9 : Moi je pense que les politiciens ou la politique pouvaient gagner avec ce système-là. Je pense franchement, oui. Rien que l'obligation de remplir un papier, tous les quatre ans, ici, en Belgique, parfois, c'est presque tous les ans, ça retire beaucoup l'envie... Les gens se disent : « Bon, encore un papier, je vais passer mon temps à faire des choses comme ça. Je vais voter... Et à quoi ça sert parce que c'est toujours la même chose?... ». Après, la répétition ou encore la distribution des charges politiques... Il faut aussi un homme politique... Un ministre est ministre toute sa vie. S'il n'est pas ministre de la justice, il est la ministre de la santé, je ne sais pas. Moi je trouve qu'on ne choisit pas les gens compétents, on choisit des administrateurs. Mais un administrateur est une personne qui peut connaître beaucoup

d'architecture et ne connaître rien du tout de médecine. Qu'est-ce qu'il va faire comme ministre, là ? Donc, c'est à dire que n'importe quel individu peut être ministre de ça et de cela sans avoir aucune connaissance. Et de là, vient encore un autre point : l'Etat est toujours en train de créer des impôts, de lancer des impôts, et tout ça. Et où est-ce que cet argent va ? Ça va pour les fonctionnaires parce qu'un ministre a un secrétaire, un chef de cabinet, tout un secrétariat. Il y a une multitude de conseillers. Et tout ça, lance, un tout petit peu le discrédit aussi. Et moi, en tout cas, ça me... J'ai de la peine à concevoir un système comme ça. Alors, pourquoi me mêler de ça ? Et je ne crois pas que je suis le seul.

PR : Très bien. Mais écoutez, on arrive à la fin de cet entretien et la dernière question que j'ai à vous poser c'est de savoir si vous avez éventuellement quelque chose à ajouter, une chose à laquelle vous avez pensé et dont on n'a pas parlé ?

PB 9 : Je pense que j'ai dit tout. Mais je peux ajouter quelque chose. Je ne conseille pas aux gens de ne pas aller voter. Je pense que l'acte législatif, c'est un acte de démocratie et c'est un droit de tout individu, même sans inscription. Et que si on veut aider la société, si on veut vraiment aider la société, il convient d'aller voter. On sait déjà que les ministres ne vont pas changer leurs ministres, le gouvernement... Les gens qui prennent la décision ne vont pas changer d'habitudes. Mais je conseillerais, franchement, de voter. Et je trouve que mon cas n'est pas isolé mais c'est pas un bon exemple. Ça, je suis convaincu aussi.

PR : Ok, très bien. Merci.

Portugais ayant obtenu la nationalité belge selon la région de résidence entre 2000 et 2018

Bruxelles : 1.488

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
46	81	118	77	103	106	98	127	97	69	36	53	64	84	42	54	57	76	100

Flandres : 1.423

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
49	117	126	67	92	57	76	97	63	70	51	43	79	45	30	73	82	112	94

Wallonie : 1.155

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
67	78	74	59	45	66	65	61	80	76	49	69	68	56	40	42	47	50	63

Belgique : 4.066⁹⁸

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
162	276	318	203	240	229	239	285	240	215	136	165	211	185	112	169	186	238	257

⁹⁸ Statbel, l'office belge de statistique | Statbel (2019). Etrangers ayant obtenu la nationalité belge selon la région de résidence et la nationalité précédente, 2000-2018, disponible sur https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/bevolking/5.7%20Nationaliteitswijzigingen/pop-naturalisation_pays_FR.xlsx, accédé le 17 juillet 2019.

Niveau d'instruction des Portugais de Belgique selon un rapport de l'OCDE publié en 2011

Nés au Portugal résidant en Belgique, de 15 ans ou plus, selon le niveau d'instruction en 2010/11⁹⁹ :

Basique (ISCED97¹⁰⁰ 0/1/2)

École maternelle/Enseignement primaire ou premier cycle de l'éducation de base/Premier cycle de l'enseignement secondaire ou deuxième cycle de l'éducation de base) ¹⁰¹	71,1%
--	-------

Secondaire (ISCED97 3/4)

Enseignement secondaire (deuxième cycle)/Enseignement post secondaire non-supérieur	18,3%
---	-------

Supérieur (ISCED97 5/6)

Premier cycle de l'enseignement supérieur, ne conduisant pas directement à un titre de chercheur de haut niveau/Deuxième cycle de l'enseignement supérieur, conduisant à un titre de chercheur de haut niveau.	10,5%
--	-------

⁹⁹ Observatório da Emigração, Relatório Estatístico 2015. Database on Immigrants in OECD Countries, DIOC-2000/01 e DIOC-2010/11. (2019), disponible sur [http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B\\$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatis.pdf](http://observatorioemigracao.pt/np4/%7B$clientServletPath%7D/?newsId=4447&fileName=OEm_EmigracaoPortuguesa_RelatorioEstatis.pdf), accédé le 17 juillet 2019.

¹⁰⁰ UNESCO. Classification internationale type de l'éducation ou CITE -ISCED pour International Standard Classification of Education (2019), disponible sur <http://uis.unesco.org/fr/topic/classification-internationale-type-de-leducation-cite>, accédé le 17 juillet 2019.



Administração Eleitoral

DESCRIÇÃO	BDRE a 31-12-2018
EUROPA > ALEMANHA > BERLIM	4 973
EUROPA > ALEMANHA > DUSSELDORF	23 757
EUROPA > ALEMANHA > ESTUGARDA	35 180
EUROPA > ALEMANHA > HAMBURGO	14 316
EUROPA > ÁUSTRIA > VIENA	1 479
EUROPA > BÉLGICA > BRUXELAS	20 143
EUROPA > BULGÁRIA > SÓFIA	159
EUROPA > REPÚBLICA CHECA > PRAGA	281
EUROPA > DINAMARCA > COPENHAGUE	970
EUROPA > ESPANHA > BARCELONA	10 073
EUROPA > ESPANHA > MADRID	15 920
EUROPA > ESPANHA > VIGO	6 842
EUROPA > ESPANHA > SEVILHA	5 097
EUROPA > FINLÂNDIA > HELSÍNQUIA	275
EUROPA > FRANÇA > BORDÉUS	28 758
EUROPA > FRANÇA > ESTRASBURGO	20 869
EUROPA > FRANÇA > LYON	57 028
EUROPA > FRANÇA > MARSELHA	31 878
EUROPA > FRANÇA > PARIS	251 059
EUROPA > FRANÇA > TOULOUSE	18 633
EUROPA > GRÉCIA > ATENAS	100
EUROPA > HOLANDA > HAIA	11 380
EUROPA > HUNGRIA > BUDAPESTE	141
EUROPA > IRLANDA > DUBLIN	3 564
EUROPA > ITÁLIA > ROMA	2 654
EUROPA > SÉRVIA > BELGRADO	38
EUROPA > LUXEMBURGO > LUXEMBURGO	48 632
EUROPA > NORUEGA > OSLO	2 693
EUROPA > POLÓNIA > VARSÓVIA	571
EUROPA > REINO UNIDO > LONDRES	87 823
EUROPA > REINO UNIDO > MANCHESTER	30 055
EUROPA > ROMÉLIA > BUCAREST	654
EUROPA > SUÉCIA > ESTOCOLMO	1 500
EUROPA > RÚSSIA > MOSCOVO	144
EUROPA > ANDORRA > ANDORRA	6 770
EUROPA > SUÍÇA > BERNA	30 258
EUROPA > SUÍÇA > GENEBRA	69 950
EUROPA > SUÍÇA > ZURIQUE	47 000
EUROPA > UCRÂNIA > KIEV	74
EUROPA > CROÁCIA > ZAGREBE	26
EUROPA > TURQUIA > ANKARA	1 081
EUROPA > CHIPRE > NICÓSIA	162
ÁFRICA > ÁFRICA DO SUL > CAPE TOWN	5 654
ÁFRICA > ÁFRICA DO SUL > JOANESBURGO	23 490
ÁFRICA > ÁFRICA DO SUL > PRETÓRIA	3 391
ÁFRICA > ANGOLA > LUANDA	17 166
ÁFRICA > ANGOLA > BENGUELA	2 922
ÁFRICA > ARGÉLIA > ARGEL	53
ÁFRICA > CABO VERDE > PRAIA	2 733
ÁFRICA > EGÍPTO > CAIRO	38
ÁFRICA > MARROCOS > RABAT	144



DESCRIÇÃO	BDRE a 31-12-2018
ÁFRICA > MOÇAMBIQUE > MAPUTO	8 327
ÁFRICA > MOÇAMBIQUE > BEIRA	945
ÁFRICA > NIGÉRIA > ABUJA	104
ÁFRICA > SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE > SÃO TOMÉ	580
ÁFRICA > SENEGAL > DACAR	246
ÁFRICA > TUNÍSIA > TUNES	53
ÁFRICA > REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DO CONGO > KINSHASA	152
ÁFRICA > ZIMBABWE > HARARE	389
ÁFRICA > GUINÉ-BISSAU > BISSAU	159
ÁFRICA > GUINÉ-EQUATORIAL > MALABO	28
ÁFRICA > LÍBIA > TRIPOLI	6
ÁFRICA > NAMÍBIA > WINDHOEK	406
ÁFRICA > ETIÓPIA > ADDIS ABEBA	20
AMÉRICA > ARGENTINA > BUENOS AIRES	5 187
AMÉRICA > BRASIL > BELÉM DO PARÁ	6 968
AMÉRICA > BRASIL > BELO HORIZONTE	4 594
AMÉRICA > BRASIL > BRASÍLIA	4 661
AMÉRICA > BRASIL > CURITIBA	8 338
AMÉRICA > BRASIL > PORTO ALEGRE	1 692
AMÉRICA > BRASIL > RECIFE	3 299
AMÉRICA > BRASIL > RIO DE JANEIRO	63 995
AMÉRICA > BRASIL > SALVADOR (BAÍÁ)	2 284
AMÉRICA > BRASIL > S. PAULO	123 833
AMÉRICA > BRASIL > FORTALEZA	1 248
AMÉRICA > CANADÁ > MONTREAL	8 005
AMÉRICA > CANADÁ > OTAVA	1 364
AMÉRICA > CANADÁ > TORONTO	40 765
AMÉRICA > CANADÁ > VANCOUVER	4 577
AMÉRICA > COLÔMBIA > BOGOTÁ	429
AMÉRICA > CUBA > HAVANA	14
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > BOSTON	5 618
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > NEWARK	16 628
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > NEW BEDFORD	9 045
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > NEW YORK	7 231
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > PROVIDENCE	3 390
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > SÃO FRANCISCO	6 598
AMÉRICA > ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA > WASHINGTON	7 459
AMÉRICA > MÉXICO > MÉXICO	489
AMÉRICA > PERU > LIMA	142
AMÉRICA > URUGUAI > MONTEVIDEU	1 135
AMÉRICA > VENEZUELA > CARACAS	37 516
AMÉRICA > VENEZUELA > VALÊNCIA	17 489
AMÉRICA > CHILE > SANTIAGO DO CHILE	435
AMÉRICA > PANAMÁ > PANAMÁ	556
AMÉRICA > ARUBA > ARUBA	61
AMÉRICA > CURAÇAU > CURAÇAU	224
ÁSIA E OCEÂNIA > ARÁBIA SAUDITA > RIYADH	278
ÁSIA E OCEÂNIA > CHINA > PEQUIM	184
ÁSIA E OCEÂNIA > CHINA > MACAU	72 101
ÁSIA E OCEÂNIA > CHINA > XANGAI	155
ÁSIA E OCEÂNIA > CHINA > CANTÃO	34



Administração Eleitoral

DESCRIÇÃO	BDRE a 31-12-2018
ÁSIA E OCEÂNIA > ÍNDIA > NOVA DELHI	495
ÁSIA E OCEÂNIA > ÍNDIA > GOA	33 708
ÁSIA E OCEÂNIA > IRÃO > TEERÃO	5
ÁSIA E OCEÂNIA > JAPÃO > TÓQUIO	236
ÁSIA E OCEÂNIA > PAQUISTÃO > ISLAMABAD	24
ÁSIA E OCEÂNIA > TAILÂNDIA > BANGUECOQUE	107
ÁSIA E OCEÂNIA > AUSTRÁLIA > CAMBERRA	189
ÁSIA E OCEÂNIA > AUSTRÁLIA > SIDNEY	8 164
ÁSIA E OCEÂNIA > INDONÉSIA > JACARTA	101
ÁSIA E OCEÂNIA > ISRAEL > TEL-AVIV	787
ÁSIA E OCEÂNIA > SINGAPURA > SINGAPURA	309
ÁSIA E OCEÂNIA > COREIA > SEUL	21
ÁSIA E OCEÂNIA > TIMOR > DILI	876
ÁSIA E OCEÂNIA > EMIRATOS ÁRABES UNIDOS > ABU DHABI	2 295
ÁSIA E OCEÂNIA > QATAR > DOHA	480
ÁSIA E OCEÂNIA > CAZAQUISTÃO > ASTANA	13
Total	1 475 797

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
ANTWERPEN									
Arendonk	13.142	112	0,9%	28	0	0,0%	73	0	0,0%
Antwerpen	517.042	2.960	0,6%	1.795	98	5,5%	2.071	120	5,8%
Herenthout	8.806	232	2,6%	11	0	0,0%	90	0	0,0%
Hoogstraten	21.183	244	1,2%	113	2	1,8%	141	1	0,7%
Mechelen	84.523	105	0,1%	52	3	5,8%	77	2	2,6%
Rijkevorsel	11.823	125	1,1%	38	0	0,0%	65	0	0,0%

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
BRABANT WALLON									
Braine-l'Alleud	39.785	394	1,0%	155	11	7,1%	223	20	9,0%
Braine-le-Château	10.287	113	1,1%	65	5	7,7%	88	2	2,3%
La Hulpe	7.368	88	1,2%	56	3	5,4%	57	13	22,8%
Lasne	14.133	172	1,2%	99	13	13,1%	123	15	12,2%
Ottignies-Louvain-la-Neuve	31.562	144	0,5%	59	4	6,8%	87	4	4,6%
Rixensart	22.128	102	0,5%	69	13	18,8%	78	20	25,6%
Tubize	25.424	223	0,9%	40	5	12,5%	112	11	9,8%
Waterloo	29.794	249	0,8%	100	18	18,0%	155	32	20,6%
Wavre	33.806	149	0,4%	64	10	15,6%	100	12	12,0%

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
BRUXELLES-CAPITALE									
Anderlecht	117.412	2.631	2,2%	1.208	55	4,6%	1.737	99	5,7%
Auderghem	33.161	390	1,2%	254	27	10,6%	290	29	10,0%
Berchem-Sainte-Agathe	24.224	256	1,1%	102	8	7,8%	139	13	9,4%
Bruxelles	178.552	1.802	1,0%	1.072	80	7,5%	1.304	94	7,2%
Etterbeek	47.180	948	2,0%	708	53	7,5%	751	69	9,2%
Evere	39.556	384	1,0%	242	15	6,2%	321	26	8,1%
Forest	55.613	1.953	3,5%	1.006	54	5,4%	1.298	101	7,8%
Ganshoren	24.269	201	0,8%	104	20	19,2%	119	23	19,3%
Ixelles	85.541	1.956	2,3%	1.575	138	8,8%	1.619	158	9,8%
Jette	51.426	405	0,8%	201	25	12,4%	279	31	11,1%
Koekelberg	21.638	190	0,9%	135	12	8,9%	144	20	13,9%
Molenbeek-Saint-Jean	96.586	718	0,7%	409	28	6,8%	540	36	6,7%
Saint-Gilles	50.659	2.746	5,4%	2.004	187	9,3%	2.209	421	19,1%
Saint-Josse-ten-Noode	27.402	202	0,7%	139	15	10,8%	160	18	11,3%
Schaerbeek	132.590	1.484	1,1%	1.023	83	8,1%	1.069	107	10,0%
Uccle	81.944	1.619	2,0%	943	63	6,7%	1.139	81	7,1%
Watermael-Boitsfort	24.619	244	1,0%	122	18	14,8%	171	23	13,5%
Woluwe-Saint-Lambert	54.311	1.040	1,9%	672	46	6,8%	687	57	8,3%
Woluwe-Saint-Pierre	41.207	622	1,5%	408	51	12,5%	461	55	11,9%

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
HAINAUT									
Charleroi	202.182	508	0,3%	152	17	11,2%	305	22	7,2%
La Louvière	80.430	181	0,2%	74	14	18,9%	111	22	19,8%
Mons	94.964	199	0,2%	91	16	17,6%	129	21	16,3%
Mouscron	57.391	163	0,3%	58	11	19,0%	106	22	20,8%
Soignies	27.257	347	1,3%	216	76	35,2%	273	83	30,4%

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
LIEGE									
Comblain-au-Pont	5.360	121	2,3%	95	21	22,1%	102	22	21,6%
Liège	196.970	420	0,2%	295	30	10,2%	353	50	14,2%
LIMBURG									
Genk	65.691	104	0,2%	127	21	16,5%	107	17	15,9%
LUXEMBOURG									
Arlon	29.274	679	2,3%	226	22	9,7%	390	34	8,7%
Aubange	16.646	1.994	12,0%	349	60	17,2%	975	107	11,0%
Libramont-Chevigny	11.088	99	0,9%	37	6	16,2%	60	6	10,0%
Martelange	1.767	38	2,2%	6	1	16,7%	30	11	36,7%
Messancy	8.082	112	1,4%	34	10	29,4%	80	16	20,0%
Musson	2.223	21	0,9%	14	4	28,6%	30	6	20,0%
Saint-Léger (Virton)	3.532	43	1,2%	15	3	20,0%	29	3	10,3%
Virton	5.553	52	0,9%	37	6	16,2%	51	9	17,6%
NAMUR									
Namur	110.632	181	0,2%	86	16	18,6%	121	14	11,6%
Yvoir	9.126	137	1,5%	68	15	22,1%	92	36	39,1%
OOST-VLAANDEREN									
Aalst	84.329	147	0,2%	27	1	3,7%	68	1	1,5%
Beveren	47.573	177	0,4%	20	0	0,0%	49	0	0,0%
Gent	257.029	416	0,2%	129	9	7,0%	291	16	5,5%

Comuna	População total 1/1/2016	Portugueses na comuna	% de portugueses na Comuna	2006			2012		
				Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade	Potenciais eleitores portugueses	Portugueses inscritos para votar nas comunais	Taxa de inscrição da Comunidade
VLAAMS-BRABANT									
Asse	32.402	126	0,4%	33	0	0,0%	84	2	2,4%
Beersel	24.745	347	1,4%	85	6	7,1%	158	11	7,0%
Dilbeek	41.450	161	0,4%	65	4	6,2%	96	7	7,3%
Drogenbos	5.372	241	4,5%	44	1	2,3%	107	8	7,5%
Halle	38.289	268	0,7%	73	1	1,4%	155	4	2,6%
Hoellaart	10.915	115	1,1%	49	0	0,0%	64	0	0,0%
Kraainem	13.713	192	1,4%	140	6	4,3%	143	9	6,3%
Leuven	99.288	330	0,3%	112	10	8,9%	204	15	7,4%
Machelen	14.764	119	0,8%	42	1	2,4%	70	1	1,4%
Overijse	24.959	186	0,7%	70	7	10,0%	112	12	10,7%
Sint-Genesius-Rode	18.171	412	2,3%	190	4	2,1%	267	17	6,4%
Sint-Pieters-Leeuw	33.512	625	1,9%	142	5	3,5%	308	14	4,5%
Tervuren	21.572	140	0,6%	75	3	4,0%	107	4	3,7%
Vilvoorde	43.017	219	0,5%	139	19	13,7%	152	14	9,2%
Wezembeek-Opem	14.095	120	0,9%	63	5	7,9%	82	9	11,0%
Zaventem	33.034	466	1,4%	187	12	6,4%	261	12	4,6%
WEST-VLAANDEREN									
Brugge	118.053	130	0,1%	38	2	5,3%	53	3	5,7%
De Panne	10.811	121	1,1%	40	0	0,0%	57	1	1,8%
Knokke-Heist	33.311	106	0,3%	35	2	5,7%	62	2	3,2%
Oostende	70.600	128	0,2%	65	6	9,2%	86	5	5,8%
Roeselare	60.999	101	0,2%	18	2	11,1%	40	1	2,5%
TOTAL		35.894							

PORTUGAL	Eleitores inscritos	Potenciais eleitores	Percentagem
Valónia	1.086	6.645	16,34%
Flandres	504	8.403	6,00%
Bruxelas	1.461	14.437	10,12%
Total Bélgica	3.051	29.485	10,35%

FRANCA	Eleitores inscritos	Potenciais eleitores	Percentagem
Valónia	15.504	64.461	24,05%
Flandres	2.562	16.635	15,40%
Bruxelas	7.261	46.449	15,63%
Total Bélgica	25.327	127.545	19,86%

ESPAÑHA	Eleitores inscritos	Potenciais eleitores	Percentagem
Valónia	3.273	12.836	25,50%
Flandres	1.418	11.313	12,53%
Bruxelas	2.655	19.318	13,74%
Total Bélgica	7.346	43.467	16,90%

ITALIA	Eleitores inscritos	Potenciais eleitores	Percentagem
Valónia	34.578	101.540	34,05%
Flandres	5.176	20.507	25,24%
Bruxelas	5.014	25.329	19,80%
Total Bélgica	44.768	147.376	30,38%

Règlement sur le plagiat
Jury du Département de science politique
Adopté le 6 septembre 2016

Considérant que le plagiat est une faute inacceptable sur les plans juridique, éthique et intellectuel ;

Conscient que tolérer le plagiat porterait atteinte à l'ensemble des corps étudiants, scientifiques et académiques en minant la réputation de l'institution et en mettant en péril le maintien de certaines approches pédagogiques ;

Notant que les étudiants sont sensibilisés aux questions d'intégrité intellectuelle dès leur première année d'étude universitaire et que le site web des Bibliothèques de l'ULB indique clairement comment éviter le plagiat : (www.bib.ulb.ac.be/fr/aide/eviter-leplagiat/index.html)

Rappelant que le plagiat ne se limite pas à l'emprunt d'un texte dans son intégralité sans emploi des guillemets ou sans mention de la référence bibliographique complète, mais se rapporte également à l'emprunt de données brutes, de texte traduit librement, ou d'idées paraphrasées sans que la référence complète ne soit clairement indiquée ;

Convenant qu'aucune justification, telle que des considérations médicales, l'absence d'antécédents disciplinaires ou le niveau d'étude, ne peut constituer un facteur atténuant.

Prenant note de l'article XI.165 du Code de droit économique, de l'article 66 du Règlement général des études du 3 juillet 2006, du Règlement de discipline relatif aux étudiants du 5 octobre 1970, et de l'article 54 du Règlement facultaire relatif à l'organisation des examens du 9 décembre 2004 ;

Le Jury du Département de science politique recommande formellement d'attribuer au minimum aux étudiants qui commettent une faute de plagiat avérée la note de 0 pour l'ensemble du cours en question, sans possibilité de reprise en seconde session. Cette recommandation ne présage pas de la sanction finalement proposée au jury par le Doyen en fonction des détails relatifs au cas de plagiat qui lui a été transmis.

Moi _____, confirme avoir pris connaissance de ce règlement et atteste sur l'honneur ne pas avoir plagié.

Fait à _____

Le _____

Signature de l'étudiant _____